CETTE SEMAINE

HUITIÈME ANNÉE - TRIMESTRIEL - 2001 - NUMÉRO 82 - PRIX LIBRE OU ABONNEMENT

Jan.- Fév. 2001

Pourquoi j'ai cambriolé

Messieurs [les juges],

Vous appelez un homme « voleur » et « bandit », vous appliquez contre lui les rigueurs de la loi sans vous demander s'il pouvait être autre chose. A-t-on jamais vu un rentier se faire cambrioleur ? J'avoue ne pas en connaître. Mais moi qui ne suis ni rentier ni propriétaire, qui ne suis qu'un homme ne possédant que ses bras et son cerveau pour assurer sa conservation, il m'a fallu tenir une autre conduite. La société ne m'accordait que trois moyens d'existence : le travail, la mendicité, le vol. Le travail, loin de me répugner, me plaît, l'homme ne peut même pas se passer de travailler ; ses muscles, son cerveau possèdent une somme d'énergie à dépenser. Ce qui m'a répugné, c'est de suer sang et eau pour l'aumône d'un salaire, c'est de créer des richesses dont j'aurais été frustré. En un mot, il m'a répugné de me livrer à la prostitution du travail. La mendicité c'est l'avilissement, la négation de toute dignité. Tout homme a droit au banquet de la vie.

Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend.

Le vol c'est la restitution, la reprise de possession. Plutôt que d'être cloîtré dans une usine, comme dans un bagne, plutôt que mendier ce à quoi j'avais droit, j'ai préféré m'insurger et combattre pied à pied mes ennemis en faisant la guerre aux riches, en attaquant leurs biens. Certes, je conçois que vous auriez préféré que je me soumisse à vos lois ; qu'ouvrier docile et avachi j'eusse créé des richesses en échange d'un salaire dérisoire et, lorsque le corps usé et le cerveau abêti, je m'en fusse crever au coin d'une rue. Alors vous ne m'appelleriez pas « bandit cynique », mais « honnête ouvrier ». Usant de la flatterie, vous m'auriez même accordé la médaille du travail. Les prêtres promettent un paradis à leurs dupes ; vous, vous êtes moins abstraits, vous leur offrez un chiffon de papier.

Je vous remercie beaucoup de tant de bonté, de tant de gratitude, messieurs. Je préfère être un cynique conscient de mes droits qu'un automate, qu'une cariatide.

Dès que j'eus possession de ma conscience, je me livrai au vol sans aucun scrupule. Je ne coupe pas dans votre prétendue morale, qui prône le respect de la propriété comme une vertu, alors qu'en réalité il n'y a de pires voleurs que les propriétaires.

Estimez-vous heureux, messieurs, que ce préjugé ait pris racine dans le peuple, car c'est là votre meilleur gendarme. Connaissant l'impuissance de la loi, de la force pour mieux dire, vous en avez fait le plus solide de vos protecteurs. Mais prenez-y garde : tout n'a qu'un temps. Tout ce qui est construit, édifié par la ruse et la force, la ruse et la force peuvent le démolir.

extrait de Alexandre Jacob, *Pourquoi j'ai cambriolé*, publié dans *Germinal* le 19 mars 1905

SOMMAIRE

Page 2 :	Un point sur le Portugal
Page 6 :	Des OGM à l'ADN
Page 7 :	Inquiétante inquiétude
Page 8 :	De Millau au crachat citoyen
Page 10 :	La lutte des mineurs de Mantoudi (Grèce)
Page 11 :	Quand les poissons cherchent à sortir du Danube pour se sauver du cyanure
Page 12 :	Récit d'une insoumission
PRAGUE /NICE	
Page 14 :	Nice, Cassons, cassons tout !
Page 15 :	Nice, communiqué de l'Union Emeutière
Page 16 :	Prague, quelques réflexions
Page 18 :	Prague, récit de l'intérieur du Black Bloc
Page 24 :	Une histoire des squats lillois
Page 26 :	Squats, impressions lyonnaises
Page 28 :	Espagne, nouvelles de la lutte contre le FIES
Page 30 :	Australie, émeute en centre de rétention
Page 31 :	La Marche des femmes à Montréal
Page 32 :	Un train gratuit pour Belleville
Page 33 :	Sortir de sa misère... c'est d'abord s'attaquer à ceux qui la gèrent
Page 34 :	Poésie, Louis Scutenaire

HISTOIRE ET ACTUALITÉS LUSITANIENNES

C'est peut-être dans un pays européen comme le Portugal que les affres de la modernité et du capitalisme sont les plus flagrants. De la révolution des Œillets à l'entrée dans l'Union Européenne, le pays a changé de visage. Des subventions européennes en passant par l'immigration récente de pauvres des pays de l'Est jusqu'à l'endettement massif de la population afin d'arborer téléphone portable et voiture individuelle, les changements sont rapides. Les résistances à ce ratissage en règle sont pourtant visibles, même si elles ne sont que minimes. En juillet dernier, profitant d'une balade au Portugal, on a rencontré un libertaire investi dans une bibliotèque un peu particulière, située dans un local au centre de Lisbonne. Il s'agit d'un lieu (*Biblioteca dos Operarios e Impregados da Sociedade Geral* : bibliothèque des ouvriers et employés de la Société générale, une société maritime) fondé par un syndicat communiste de marins à l'époque où existaient encore des compagnies maritimes portugaises. Les marins l'avaient créé pour pouvoir emprunter des livres pendant leurs voyages... Aujourd'hui que la société maritime n'existe plus et qu'il n'en reste que quelques retraités, des anars ont décidé de reprendre le lieu, de poursuivre le projet de la bibliothèque et d'en faire un espace de débats, rencontres, projections, bouffe... Un peu d'air frais dans une Lisbonne qui change de visage d'une année à l'autre, pas toujours pour le meilleur. Tour d'horizon rapide des groupes politiques, des squats et quelques adresses utiles.

– B. : Peux-tu nous présenter rapidement ce qu'est la *Biblioteca dos Operarios e Impregados da Sociedade Geral* ?

– J.L. : La Bibliotèque a été fondée il y a 53 ans par des travailleurs majoritairement communistes d'une compagnie de transport maritime qui a fermé il y a longtemps comme toutes les autres. Les travailleurs ont fondé cette bibliothèque pour pouvoir apprendre à lire et avoir accès à des livres, pour organiser des réunions entre eux. Après la chute du fascisme, cela s'est développé mais quelques années après, les gens l'ont peu à peu délaissée et elle a failli disparaître. Il y a deux ans, un de mes amis m'a informé de l'existence de ce lieu au centre de Lisbonne. Il reste un retraité de la compagnie qui a 80 ans et qui s'en occupe pas mal. Le loyer est resté assez faible et la propriétaire nous laisse tranquille. La bibliothèque compte plus de 60 membres même si on n'a pas encore informatisé les références. On prévoit d'acquérir encore des livres, on fait des expos, des projections, des débats, des séances de yoga et de jonglage, des fêtes... On ouvre le lieu pour des réunions d'autres groupes, c'est le cas par exemple pour organiser la manif de Prague du 26 septembre. Les gens des squats passent aussi ici, ainsi que ceux d'Almada (un lieu autogéré depuis plus de 20 ans où sont organisés des débats et des manifs).

J'ai l'impression que la mouvance anar est plus importante qu'il y a quelques années, surtout parmi les jeunes et le milieu des squats. Certains sont anars, d'autres sont sensibles à la défense des animaux (par exemple des manifs contre la corrida qui peuvent être violentes lors d'affrontements avec ceux qui défendent le maintien de la tradition) et l'écologie radicale. Il y a aussi des gens qui se regroupent pour former des petits syndicats anarcho-syndicalistes, c'est le cas notamment de plusieurs profs que je connais. Et puis il y a des anciens marxistes-léninistes qui ont quitté leur organisation. Ce sont eux qui ont édité en portugais un *Manifeste contre le travail* qui a été écrit par des gens du groupe *Krisis* de Nüremberg au départ.

– Tu parlais d'une éventuelle école libertaire à Lisbonne, c'est quoi ce projet exactement ?

– Nous avons à plusieurs ce projet depuis plus d'un an maintenant et nous avons pris des contacts avec des gens de la CNT en France et des gens au Brésil aussi, mais les conditions matérielles ne sont pas réunies pour le moment. L'idée est de réfléchir à ce que serait une éducation libertaire aujourd'hui, pas seulement pour les enfants, mais pour tout le monde. Il y a déjà eu une école libertaire à Lisbonne qui s'appelait «*l'Ecole n°1*» mais elle ne fonctionne plus depuis des décennies (1). Cependant, l'association qui gérait cette école existe encore, il y a encore un bâtiment en bon état, avec trois étages en plein centre-ville qui a été loué ces dernières années pour faire de la formation professionnelle. Le directeur de l'association est intéressé par notre projet. Le but, dans un futur proche, serait de faire une école libertaire pour des enfants jusqu'à 10-11 ans avec des gens qui ont envie de s'y investir. Comme il ne semble pas possible de baser l'école sur le volontariat, elle serait payante en fonction des revenus des familles (mais moins cher que les écoles privées bien sûr), en sachant que les profs seront payés puisque ce serait leur boulot principal.

– Quel est ton regard sur le mouvement anarchiste depuis la révolution des Œillets ?

– Je ne pourrai pas t'en parler en détail. Je n'ai pas toujours été anar, mais il y a quand même 20 ans que je me réclame de ces idées ! Quand j'étais jeune, j'étais dans un mouvement contre le fascisme, puis pendant 11 mois j'ai été dans un petit parti (*Mouvement de la Gauche*

Socialiste). En fait, je me suis rendu compte que leur but était le pouvoir, comme les autres. Puis, avec d'autres copains, on a parlé, lu et on s'est reconnu dans les idées anars.

Un ami m'a parlé du groupe *A Batalha* il y a 18 ans, j'ai rencontré des vieux militants anars puis j'y ai milité. Il y a 6 ans, avec des amis, nous avons monté la revue *Utopia*. Je suis parti de *A Batalha* parce que les gens qui menaient le groupe (et toujours encore) sont très rigides, imposent des règles, sont assez fermés. Pourtant, beaucoup de jeunes sont passés les voir, ce groupe est toujours très connu ici mais il y a trop de différences entre les jeunes et les anciens. Ils n'ont plus d'énergie et le journal n'est pas assez diffusé. *A Batalha*, journal anarcho-syndicaliste, était le 3ème journal vendu au Portugal dans les années 20, c'était vraiment le journal des travailleurs et lu par les travailleurs. Le syndicalisme aujourd'hui, c'est vraiment problématique.

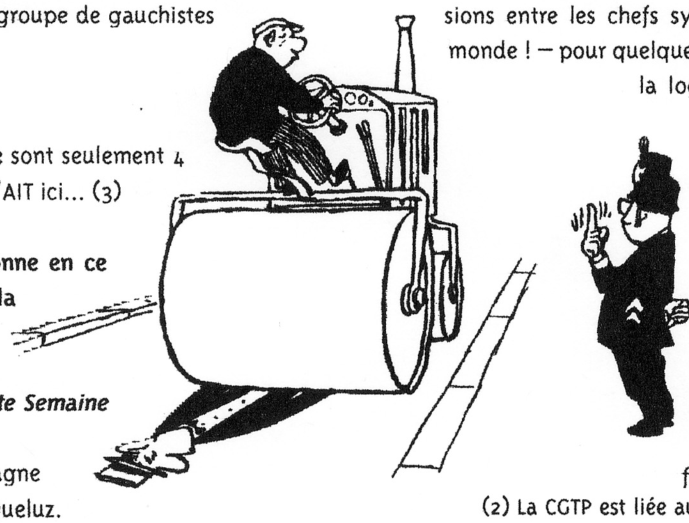
Les statistiques officielles (pléonasme !) montrent la recrudescence des emplois précaires au Portugal. Elles montrent aussi que la pauvreté touche près de 30% de la population portugaise, faisant du pays l'un des plus pauvres de l'Union Européenne. Le gouvernement socialiste de Antonio Gutteres a instauré en 1997, avec l'aide et le soutien du syndicat le plus puissant (la CGTP), une espèce de revenu minimum garanti, le *Rendimento Minimo Garantido*. Copie en plus pauvre du RMI français, le dispositif est ridicule pour la somme qu'il offre et le nombre de personnes couvertes et tout aussi efficace en terme de contrôle social (une enquête détaillée est menée sur la situation personnelle des personnes qui en font la demande).

- Quels sont les syndicats au Portugal aujourd'hui ?

- Les plus puissants sont liés au PC et au PS (la CGTP : *Confédération Générale des Travailleurs Portugais*) (2). Un autre existe, proche d'un parti qui se dit social-démocrate, mais qui est en fait un parti libéral. Il y a aussi un petit groupe de gauchistes et un groupe de chrétiens.

- Et l'AIT au Portugal ?

- Elle existe depuis 2 ans, mais ce sont seulement 4 ou 5 personnes qui représentent l'AIT ici... (3)



- Il y a quelques squats à Lisbonne en ce moment, non ? Déjà, on connaît la vieille poste de Queluz qui existe depuis plus de 2 ans maintenant, en banlieue proche (cf *Cette Semaine* n°76, janvier-février 1999).

- Il y en a eu un sur la Place d'Espagne et il y a la Vieille Poste occupée à Queluz. Un autre existe depuis quelques mois et qui est installé dans un bâtiment de la *Misericordia*. C'est une grosse institution très ancienne en charge d'œuvres de charité. Ils ont beaucoup d'argent, des propriétés immobilières et sont restés très puissants. Beaucoup de leurs bâtiments sont vides. Des jeunes ont occupé l'un d'entre eux au centre de Lisbonne et le quartier est complètement solidaire avec eux. La *Misericordia* a décidé de les virer, alors ils se sont battus et ont organisé une manif pour défendre le lieu où il y a eu près de 400 personnes. Et ils y sont toujours [depuis cet entretien, ils ont été expulsés]. *Misericordia* a tenté autre chose : intervenir auprès des parents des jeunes pour faire pression, ce qui n'a pas marché évidemment.

- J'ai entendu parler de *Politica Operaria*, c'est quoi ce groupe ?

- Ce sont des marxistes-léninistes qui publient une revue du même nom. Ils disent qu'ils sont un nouveau type de ML... mais en fait, ils sont d'un très vieux type !!! Leur chef est Francisco Martins Rodrigues. Il était membre du PC dans la clandestinité. Il a été enfermé dans une prison avec les autres chefs du Parti dont Cunhal, le leader du PC pendant 20 ans. Ils se sont échappés. Il a été reconnu comme le fils « spirituel » de Cunhal puis il a découvert le maoïsme - ah la Chine !!! - et il a été exclu de son organisation. C'est lui qui a fondé un groupe maoïste ici puis un parti qui existe encore, l'*Union Démocratique Populaire* (UDP), mais il a été exclu du mouvement qu'il avait créé. Ensuite, il a fondé *Politica Operaria* (Politique ouvrière). Ils sont 4 ou 5. Je l'ai rencontré et même s'il est sympathique, c'est vraiment très dur de parler avec lui ! Ils ont rejeté Staline, c'est un progrès... mais pas Lénine et l'idée d'un parti, faut pas pousser ! Proche d'eux, il y a un mec qui publie des livres, l'édition s'appelle *Dinosaure* (nom tout à fait approprié) (4).

- Quelle est l'audience des syndicats parmi les salariés ?

- Ils ont encore pas mal d'audience, beaucoup de gens sont encore adhérents à des syndicats, plus de 50 %. Il y a toujours des grèves et des luttes assez dures. En octobre, il y aura sûrement quelque chose car l'Etat va proposer une augmentation des salaires des fonctionnaires moins forte que l'inflation. C'est la même chose qu'en France : discussions entre les chefs syndicaux et l'Etat — entre gens du même monde ! — pour quelques pourcents, les syndicats fonctionnant sur la logique du corporatisme (ils sont ennemis, excepté de rares fois comme ce fut le cas il y a peu lors d'une grève des transports à Lisbonne).

Propos recueillis par Borbala
en juillet 2000

NOTES

(1) La tradition d'éducation populaire était très forte dans le mouvement libertaire et anarcho-syndicaliste portugais, sous la forme d'associations et de coopératives.

(2) La CGTP est liée au PC. L'UGT (Union Générale des Travailleurs) est liée au PS.

(3) Il existe aussi un journal animé par un groupe anarcho-syndicaliste, *Acçao Directa* (Action Directe). Voir la « Chronologie succinte de l'anarcho-syndicalisme portugais » ci-après.

(4) Ce groupe semblerait se rapprocher des idées de la Gauche Allemande.

On peut aussi signaler la présence d'un compagnon emprisonné dans ce pays. Aderito Soares Neto a été arrêté au milieu des années 90. Incarcéré à la prison de Caixas suite à une révolte et sévèrement torturé, il s'est est tiré avec de nombreuses fractures. Il bénéficie actuellement de conditions de détention moins brutales dans un module « ouvert » où il peut recevoir des visites.

Aderito Soares Neto, Modulo 459 ala 2, Estanlec. Prisional Pinhero da Cruz, Carvahal, 7570 Grandola, Portogallo.

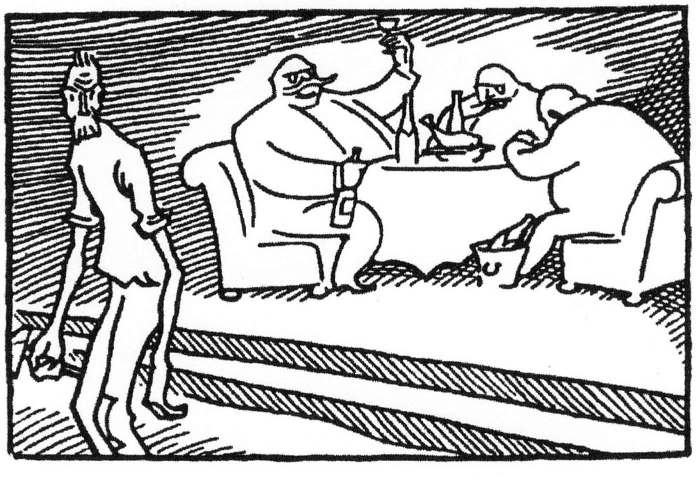
L'*Anarchist Black Cross* le soutient, on peut la contacter au squat de Queluz.

PORTUGAL

Les Indiens des nouvelles réserves du travail flexible

(...) Intervenant lors du énième séminaire sur « Le modèle social européen », le Premier ministre portugais eut une idée de génie : la mondialisation doit être régulée. Sous le régime salazariste, il y avait bien la *Commission régulatrice du commerce de la morue*, pourquoi ne créerait-on pas, sur le même modèle, une Commission régulatrice de la globalisation ? Sur le moment, la proposition fut lamentablement ignorée par les experts, pour être reprise, quelques mois plus tard, par le Président Chirac toujours en quête de Grand dessein : organiser la mondialisation.

A Azambuja, pas loin de Lisbonne, la globalisation est toujours hors contrôle. La direction de l'usine Opel félicite « *ses ouvriers* » pour l'augmentation de la productivité des dernières années. « *La flexibilité de la force de travail, sa docilité, ont été des facteurs déterminants des bons résultats obtenus* ». Paradoxalement, les travailleurs sont plutôt inquiets. C'est que, juste à côté, l'usine Ford vient de fermer ses portes après avoir été considérée elle aussi, pendant des années, comme un modèle d'efficacité et de productivité en Europe. Alors, ces félicitations ne rassurent personne. Doit-on les interpréter comme le faire-part d'une mort annoncée ? A Sétubal, plus au sud, la globalisation a aussi frappée. L'usine Renault ferme elle aussi ses portes après une dizaine d'années de fonctionnement. Installée avec les subventions de la Communauté européenne et de l'Etat portugais, elle était spécialisée dans l'assemblage des Clio, avec les pièces détachées venues d'usines éparpillées en Europe. Le long réseau autoroutier européen, ces milliers de kilomètres de béton et de goudron qui sillonnent le vieux continent, de Vilnius à Lisbonne, prennent dès lors tout leur sens : un trait d'union capitaliste. Les prolos de Sétubal sont gentiment remerciés, les plus âgés envoyés attendre la mort en preretraite, les autres orientés vers le parcours du combattant des formations et indemnisations diverses. « *Toute une vie de gâchée !* », s'exclame devant les caméras Raimundo, avec un bref geste de la main qui indique au journaliste qu'il n'est pas prêt de collaborer davantage à la production de sa propre image. Avec une mine dégoûtée, il met un point final à l'entretien : « *Plus jamais je ne voterai pour un parti, quel qu'il soit* ». Tout ce qui reste de la crédibilité démocratique, vingt-cinq ans après la fin de la dictature fasciste !



La région industrielle de Sétubal, au sud de Lisbonne, est un excellent exemple sur la façon dont le capital multinational a intégré ces zones pauvres de la périphérie de la nouvelle structure productive de la modernité. Vers la fin de l'ancien régime autoritaire, on y avait bâti un pôle industriel moderne — chimie, sidérurgie et chantiers navals — lequel a absorbé, pendant des années, les prolétaires en surnombre de l'Alentejo voisin. Cette zone, de vieille tradition rouge, fut longtemps un foyer d'agitation ouvrière. Après le 25 avril 1974, le chantier naval de Setenave fut — avec celui de Lisnave, situé en face de Lisbonne — un des bastions de la gauche syndicale et des partisans du projet de pouvoir populaire « apartidaire ». Jusqu'à la fin des années 80, l'Etat portugais maintiendra à flot ces grosses structures industrielles en vue de préserver la paix sociale. La vraie répression — qui n'est pas celle de la police — viendra après, avec la soumission à une exploitation sans limites.

Les spécialistes locaux du néolibéralisme triomphent : « *Nous avions ici les conditions nécessaires à la restructuration : une population éduquée, avec une bonne formation professionnelle* ». Autrement dit, une réserve de main d'œuvre qualifiée, flexible et précaire, docile et bon marché. Car il ne faut pas oublier que fin 1997, le salaire horaire minimum restait au Portugal le plus bas de l'Europe communautaire (1). Les patrons européens ne manquent d'ailleurs pas d'applaudir la douceur du pays : « *Ce qui m'impressionne le plus c'est que les gens travaillent beaucoup, de longues heures et de façon intensive (2)* ». Comme l'affirment les spécialistes de l'identitaire, « *ce qu'il y a d'intrinsèque dans la culture portugaise, c'est l'esprit de sacrifice et une bonne dose d'individualisme (3)* ». Et les publicitaires locaux de la modernité de conclure : « *L'important, c'est de créer une image de compétitivité* ». C'est cela « *l'investissement du futur* ». Les entreprises doivent s'installer, prendre les subventions et la main d'œuvre, puis s'en aller, fermer ; éventuellement revenir, si les intérêts le leur commandent. Aujourd'hui, précisent-ils, « *ce n'est plus l'usine qui a un cycle de de vie, mais la technologie* ». Pour amortir le « prix social » du projet, l'Etat garde une fonction. Il doit être présent, avec ses maigres allocations, et surtout sa police et sa criminalisation de la misère. Car la création de ces réserves d'Indiens précaires et flexibles implique aussi le développement des diverses formes de l'économie parallèle. La drogue, la prostitution, le travail infantile et autres activités noires, font partie du paysage industriel postmoderne. Domingos Borges économiste de Lisbonne, s'est récemment inquiété de l'essor de cette économie parallèle, qui pousse comme des champignons sur les friches de l'ancienne économie. Avec effarement, il a découvert qu'en 1997, elle représentait 20% du PIB. Le mot couvrant des activités illégales multiples, va de la pratique de l'avortement à la contrefaçon de marques et à la vente de tabac. En pourcentage des sommes financières engagées, la drogue représenterait la moitié et la prostitution dix pour cent de l'économie parallèle. (...)

Parler aujourd'hui d'économie portugaise, grecque, espagnole ou irlandaise, relève du bluff. La périphérie de l'Empire de l'Euro n'est plus qu'une banlieue industrielle du Centre, une réserve de main d'œuvre précaire avec ses populations des laissés-pour-compte, qui fonctionne grâce à l'injection des fonds communautaire. Tout le monde sait que ces fonds ne sont pas éternels et on s'inquiète constamment d'une nouvelle répartition du budget de l'Union européenne imposée par les pays riches. C'est pourquoi les dirigeants ont constamment recours au chantage à l'agitation sociale pour faire rentrer les chèques. C'est tout le sens de la formule : « la cohésion sociale » des périphéries. Au Portugal, ces fonds de « cohésion » représentent plus de 20 milliards de francs par an, soit la moitié du coût des grands travaux programmés — le dernier en cours étant le grand barrage d'Alqueva, dans le bas Alentejo, ouvrage pharaonique dont le but éminemment social est d'arroser les étendues de camps de golf qui prolifèrent au milieu d'un paysage vidé de ses habitants. Toujours « bon élève », le Portugal utilise plus de 70% des fonds communautaires qui lui sont alloués. C'est la garantie d'un afflux régulier de ces capitaux, drainés par les pouvoirs publics européens, vers les caisses des grandes entreprises privées de la construction, les géants du ciment et de la ferraille. « *Une partie des crédits non agricoles accordés à un Etat ou une région sert à des achats de matériels ou d'équipements. L'industrie (des pays riches), récupère une bonne partie de ces commandes, donc des versements communautaires qui ne font alors que transiter par un autre Etat* » (4). Avec les « fonds de cohésion », les Etats riches poursuivent, dans la périphérie, leur politique de soutien des profits de leurs grandes entreprises.

Charles Reeve

Extrait de *Les Œillets sont coupés. Chroniques portugaises*, Ed. Paris Méditerranée, 1999.

(1) De l'ordre de 10F de l'heure, contre 15F en Espagne et 40F en France. Le taux horaire minium est de 6F en Corée du Sud et de 4F en Pologne (sources OCDE).
(2) Déclaration de Kim Jokipii, patron d'une multinationale nordique du papier.
(3) « *O Ano português* », *Diaro de Noticias*, 29 décembre 1998.
(4) « *L'Allemagne et le budget des quinze* », *Le Monde*, 2 février 1999.

Chronologie succinte de l'anarcho-syndicalisme portugais

- A partir de 1840 : constitution d'associations ouvrières.
- La naissance de l'Internationale radicalise la conscience de classe et fait surgir l'Association Protectrice du Travail National qui devient, en 1873, L'Association des Travailleurs de la Région Portugaise (ATRP), affiliée à l'AIT, structurée de façon fédéraliste. Influence des idées de Proudhon et Bakounine. Un courant syndicaliste révolutionnaire se fait jour au début du XXe siècle, de même qu'une presse syndicale (*A Greve* et *O Sindicalista*).
- 1875 : création du PS dont le but principal est la participation électorale. L'ATRP fusionne avec le PS, ce qui aboutit à des scissions au sein de l'ATRP, donnant naissance notamment à deux organisations autonomistes de tendance possibiliste d'une part et anarchiste d'autre part.
- Au Congrès ouvrier de 1909, l'hégémonie socialiste prend fin dans le mouvement syndical.
- 1911 : première grève générale sous la république.
- 1914 : Création de l'Union ouvrière nationale (UON), de tendance syndicaliste révolutionnaire.
- 1916 : Dégradation de la situation économique, émeutes et pillages contre la vie chère à Lisbonne et en province, grèves ouvrières avec sabotages et actions directes. Union sacrée, les syndicalistes révolutionnaires prennent position contre la guerre, agitation antimilitariste.
- Le régime républicain parlementaire (1910-1926) met en place une répression sévère contre les syndicats (détentions, emprisonnements, déportations...). 1918 : Les grèves deviennent plus violentes et de nombreux militants anarcho-syndicalistes sont assassinés.
- La CGT est créée, de même que son journal, *A Batalha*, en 1919. Elle naît non pas d'une scission du PS, comme en France ou en Italie, mais d'une scission dans le mouvement syndical.
- 1923 : Création de l'Union anarchiste portugaise. Renforcement des liens entre les syndicalistes révolutionnaires et la CNT espagnole.
- La CGT est déclarée illégale après la dictature de 1926. Le quotidien *A Batalha* est également supprimé. La répression frappe de nouveau la CGT pendant la dictature de Salazar à partir de 1933, période pendant laquelle de nombreux syndicalistes seront arrêtés, internés et déportés (notamment dans un camp au Cap Vert où des dizaines de militants anarchistes, syndicalistes ou communistes trouveront la mort).
- 1934 : La CGT est durement touchée par les nouvelles conditions et résiste moins bien à la clandestinité que la structure bureaucratique du PCP (Parti communiste portugais). Malgré cela, la presse syndicaliste-révolutionnaire continue de paraître. Pour s'opposer à la création des nouveaux syndicats corporatistes, la CGT déclenche une grève générale insurrectionnelle. La direction communiste hésite avant de rejoindre le mouvement. Les travailleurs s'emparent de la ville de Marinha Grande, bourgade industrielle du centre du pays et s'organisent en soviets. Répression systématique : des centaines de militants sont envoyés dans les camps de concentration des colonies.
- Des militants de la CGT se portent volontaires pendant la guerre d'Espagne. Les marins de trois navires de guerre se mutinent dans le port de Lisbonne et tentent de prendre la mer pour rejoindre les républicains espagnols. 1937 : des anarchistes font sauter une radio de Lisbonne qui diffuse la propagande franquiste. En allant à la messe, Salazar échappe de justesse à un attentat organisé par des anarcho-syndicalistes. Arrêtés, ces derniers sont condamnés à de lourdes peines de prison et à la déportation. L'un d'eux, qui s'était réfugié en Grande-Bretagne « démocratique », est extradé vers le Portugal fasciste.
Certains s'investissent à titre individuel dans des organisations contre le régime fasciste à partir de 1946.
-1962 : L'opposition au régime se radicalise : les ouvriers agricoles de l'Alentejo lancent un puissant mouvement spontané pour la journée de 8 heures, et à l'occasion du 1er mai, des manifestations de rue à Lisbonne et Porto se terminent par de nombreux affrontements avec la police.
- 1968 : Grande vague de grève dans les nouveaux centres industriels. L'agitation s'étend aux universités.
- 1974 : « révolution des Œillets ». De mai à juillet, les grèves et les occupations se généralisent. Revendications pour l'épuration de la hiérarchie dans les entreprises. Création de commissions de travailleurs et radicalisation des grèves. En mars 1975, occupations spontanées de terres en Alentejo et tentatives « d'autogestion » dans les entreprises abandonnées par les patrons en fuite.
- En avril 1974, les quelques dizaines de militants anarchistes restant, pour la plupart à la retraite, se retrouvent face à quelques jeunes libertaires, plus influencés par les idées de mai 68 que par le syndicalisme révolutionnaire. *A Batalha* a repris sa diffusion, mais ne réussit pas à transmettre le message anarcho-syndicaliste ni à construire, comme était son but, une organisation syndicaliste, l'Alliance Libertaire et Anarcho-Syndicaliste (ALAS). L'AIT n'est représentée depuis 2 ans que par quelques militants.
- Le PC, renforcé, a remplacé les anciennes organisations syndicales et politiques et met en place une confédération appelée l'Intersyndicale puis la CGTP-Intersyndicale (Confédération Générale des Travailleurs Portugais). Quelques groupes minoritaires plus ou moins organisés (catholiques de gauche, socialistes, maoïstes, trotskistes) se trouvent aussi à l'intérieur de la CGTP. Les socialistes et quelques partis à la droite du PC forment aussi un syndicat, l'UGT, de tendance social-démocrate.

- **Biblioteca dos Operarios e Impregados da Sociedade Geral**, Rua das Janelas Verdes 13, 1200 Lisboa. Mail : boperarios@yahoo.com.br

- **Centro de Cultura Libertaria** («Almada»), Rua Candido dos Reis 121 Cacilhas, 2800 Alamada. Pour écrire : Apartado 40, 2801 Almada.

Squats

- Correio Velho («La Vieille Poste»), Rua Antonio Eanes, Queluz. Pour écrire : Zarabatana, Apartado 3189, 2745 Queluz (comunazarabatana@hotmail.com). Le squat tient depuis plus de 2 ans. Une procédure judiciaire est en cours mais pas prête d'aboutir. Le soutien du quartier est total. Les élus locaux ont opté pour une approche « amicale » de récupération en essayant de dialoguer avec les occupants, sans succès évidemment. Du coup, la maison prend des couleurs et on y trouve une bibliothèque, un labo photo et de quoi faire des débats et des bouffes. De quoi accueillir des gens de passage, comme c'est souvent le cas (venant de France, Belgique, Pologne, République Tchèque,...). Certains sont actifs dans la lutte contre les prisons (groupe ABC).

Revues

- ***A Batalha***, journal anarcho-syndicaliste créé en 1919, ancien organe de la CGT : Centro de Estudos Libertarios, Rua Marquês de Ponte de Lima 37, 1100 Lisboa (le journal sur internet : www.azul.net/m31/batalha).
- ***Utopia***, « *revue anarchiste de culture et d'intervention* », 9e numéro printemps-été 1999, Apartado 2537, 1113 Lisboa Codex (http://www.azul.net/m31/utopia).
- ***Politica Operaria***, Apartado 1682, 1016 Lisboa codex.

Maisons d'édition

- ***Antigona***, Apartado 4192, 1504 Lisboa codex (marqué par le situationisme)
- *Crise Luxuosa*, Rua do Almada 47, 1200-020 Lisboa (tendance anar avec une forte critique du travail)
- ***Fenda*** à Lisbonne (tendance libertaire)
- ***Dinossauro***, Apartado 1483, 1013 Lisboa codex (lié à au groupe *Politica Operaria*).

Librairies

- Crise Luxuosa (idem)
- Ler Devagar, Rua Sao Boaventura 119, 1200 Lisboa
- Utopia, Rua Regeneraçao 22, 4000 Porto
- Nihil Obstat ediçoes, Rua Joaquim Antonio de Aguiar 110, 3000 Coimbra

Autres groupes ou réseaux d'infos

- Cruz Negra Anarquista (CNA), Croix Noire Anarchiste pour l'abolition des prisons : Apartado 21260, 1131 Lisboa (cna_lisboa@hotmail.com)
- Grupo Anarcosindicalista Português (AIT) : Apartado 22697, 1146 Lisboa codex.
- A-infos Portugal (réseau d'information sur les anarchistes) : c/JT Apartado 21477, 1134 Lisboa.
- site internet ouvert par des libertaires de Porto : http://www.azul.net/m31 ; mail : m31@azul.net

DES OGM À L'ADN... QUAND LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE MONTRE SON VRAI VISAGE

Les actions contre les OGM se poursuivent malgré les procès auxquels ont donné lieu certaines d'entre elles. Actions « illégales » diverses, que ce soit la destruction de parcelles ou d'expérimentations dans des laboratoires publics, le sabotage de semences transgéniques ou la perturbation en règle de soi-disant débats démocratiques publics organisés par des experts ès technologies et des représentants de l'ordre public. Une affaire récente est particulièrement révélatrice, d'une part des raisons réelles qui poussent des industriels et l'Etat à mettre en œuvre des essais de culture transgéniques et, d'autre part, de la supercherie — pour ceux qui veulent encore y croire — des procédures démocratiques, principe de précaution et autres débats organisés en l'honneur de cet humanoïde qu'est le « citoyen ». Rappelons que Mme Lebranchu — depuis nommée ministre de la Justice — avait lancé l'organisation d'une série de « débats publics et citoyens » sur le thème des OGM.

Tout commence au mois de juillet 2000, avec la découverte d'une culture d'essai de maïs transgénique, implantée en « plein champ » sur la commune de Longué (Maine-et-Loire). Devant les réactions de la population, le député-maire et ancien ministre Edmond Alphandéry organise, le 26 août dernier, un débat public sur cette expérimentation. Sont présents des habitants du coin et les organisations qui s'amusent encore à demander des comptes à l'Etat et aux capitalistes sur les horreurs qu'ils engendrent. Ainsi, les représentants de syndicats agricoles, notamment la Confédération Paysanne 49 et le GABB Anjou, mais aussi Attac 49, les Verts et des collectifs anti-OGM sont présents dans la salle pour débattre avec les techniciens de la société *Biogemma*, à l'initiative de cet essai.

La culture d'essai dont il s'agit ici est d'un type particulier puisque le but est de mettre au point une nouvelle méthode de production de maïs hybride utilisant un gène de stérilité mâle et évitant ainsi la castration manuelle des lignées femelles. Officiellement (selon la fiche disponible au public à la mairie de Longué), il ne s'agissait que de « tester la toxicité et l'allergénicité de grains issus de cet OGM ». La firme *Biogemma* avouera tout de même que cet essai a été mis en œuvre pour « *compenser le différentiel de coût de main d'œuvre qui avantage les pays concurrents, en particulier les pays de l'Est* » (1). Voilà qui est plus clair que des discours scientifiques obscurs apparemment anodins ou d'autres se demandant si oui ou non les normes réglementaires de mise en culture ont été ou non respectées. Que cela n'ait pas été ici le cas importe peu finalement pour savoir ce que l'on peut penser de cet essai et de leurs responsables.

Suite à ce débat, le GABB et la Confédération Paysanne ont organisé une « visite pacifique » de la parcelle en compagnie des médias (France 3), celle-ci étant protégée par une vingtaine de policiers. Pour donner suite à cette action médiatique, les deux syndicats transmettent une lettre au Préfet et aux ministres de l'environnement et de l'agriculture dans laquelle ils dénoncent « *le fait que la fiche d'information de cet essai soit très insuffisante et en contradiction avec des articles de la loi du 13/07/1992* » (2). Dans cette lettre, ils demandent finalement la destruction de cette expérimentation. Les diverses organisations présentes au débat lancent aussi l'idée d'un prochain rendez-vous sous forme de « pique-nique citoyen » (sic) le 16 septembre à proximité de la parcelle d'OGM, afin, disent-elles, d'interpeller l'opinion sur le développement de ces essais cachés au fond des campagnes, et pour que la discussion puisse s'élargir.

Mais le samedi 9 septembre, la culture d'essai en question est détruite par un groupe non identifié et sans qu'aucune revendication de l'action ne soit exprimée. Dès lors, la machine judiciaire se met en marche tout simplement en ciblant les participants du débat public de Longué. Photographiées par les policiers des Renseignements généraux, les numéros d'immatriculation de leurs véhicules ayant été relevés, les personnes présentes à cette réunion se retrouvent désormais convoquées par la gendarmerie pour y être interrogées à titre de témoin. En fait de témoin, les flics ont besoin de suspects et de préférence de coupables. Que faire pour les confondre ? Que faire pour mettre un terme une fois pour toutes — croient-ils — à ces actions autrement plus gênantes que l'organisation de débats publics officiels ? Procéder à des prélèvements d'ADN sur les suspects bien sûr ! Et la boucle est bouclée. Outre le fait que ces tests sont normalement utilisés dans des affaires criminelles, la génétique montre le bout de son nez comme outil du contrôle de la population et de la répression. Ayant retrouvé des traces de sang appartenant à une femme sur les lieux de l'action, ce sont donc des personnes de sexe féminin qui vont être visées par cette procédure. Ainsi, toutes les femmes qui étaient présentes lors du fameux débat sont concernées et convoquées par la gendarmerie, mais aussi d'autres qui n'y ont pas participé (il suffit qu'elles soient la compagne d'un syndicaliste ou simplement d'une personne présente). Elles devront toutes cracher dans un buvard (en termes policièrement courtois, il s'agit un « prélèvement salivaire ») sous des menaces pour certaines d'entre elles.

Du côté des syndicats, les réactions sont claires et montrent de quel côté ils se trouvent : « *le groupe ayant pratiqué cette destruction ne l'a pas d'ailleurs revendiqué et n'a pas de liens avec le GABB, la Confédération Paysanne du Maine et Loire et ATTAC, cette destruction non revendiquée gène d'ailleurs notre démarche qui vise essentiellement à établir la transparence et à modifier la réglementation* » (3). On se demande si ce qui préoccupe ces syndicats est la destruction de ces essais ou bien la continuation de ces cultures mais garanties par le respect des procédures réglementaires de mise en culture et d'information du public : « *Pour remédier à cette carence en matière de démocratie locale, nous souhaitons que des essais OGM présentant d'éventuels risques en matière d'environnement, ayant des répercussions en matière d'emploi, etc. ne puissent être implantés dans une commune sans une présentation aux élus des tenants et aboutissants d'un tel essai suivi par un vote en conseil municipal* » (4). Apparemment, ce ne sont pas les OGM qui posent problème, c'est le manque de démocratie locale, c'est les emplois mis en cause, c'est les élus locaux qui, les pauvres, ne sont pas tenus au courant des décisions prises par ceux de Paris... « *Pour tous les essais OGM réalisés en milieu réel, les firmes privées ne devraient pas pouvoir en réaliser seules le suivi. L'implication d'une recherche publique 'neutre' (issue de l'INRA, du CNRS, des universités, etc.) et non liée économiquement à la firme nous paraît obligatoire* » (5). Autrement dit, d'accord pour les essais, mais uniquement en labo...

Et puis, c'est bien connu, les entreprises privées (les multinationales auront la préférence d'ATTAC) sont les « méchants » de l'histoire, et le citoyen peut compter sur les « gentils » pour le sauver des vilains capitalistes,... comme si la recherche publique et son patron l'Etat étaient neutres !

Borbala

(1) *Le Courrier de l'Ouest*, 18-08-2000. (2) Extrait du communiqué de presse du Gabbanjou, de la Confédération Paysanne 49 et d'ATTAC 49 datant du 20 octobre 2000 « *suite aux débordements de l'enquête de gendarmerie* ». La loi à laquelle il est fait référence est la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés. (3, 4, 5) Ibid.

Réflexions sur les OGM & co :

- *Déclarations sur l'agriculture transgénique et ceux qui prétendent s'y opposer*, René Riesel, Edition de l'Encyclopédie des Nuisances, mai 2000, 104 p.
- *Remarques sur l'agriculture génétiquement modifiée et la dégradation des espèces*, EDN, avril 1999, 106 p.
- Association Contre le Nucléaire et son Monde, BP 178, 75 967 Paris cedex 20
- *Temps critiques*, « Les Semences hors-sol du capital », septembre 2000, Editions de l'Impliqué, BP 2005, 34024 Montpellier cedex 01

INQUIÉTANTE INQUIÉTUDE

ou apprendre à vivre en confiance dans le monde de la catastrophe permanente

« Une révolution scientifique : les Américains lancent leur première bombe atomique sur le Japon » disait *Le Monde* au lendemain d'Hiroshima. Et l'*Humanité* de saluer « cette prodigieuse conquête de la science ». Cinquante ans après, la société organisée à l'échelle mondiale vit désormais dans une ambiance d'état d'urgence qui certes reflète son état réel mais qui est aussi l'atmosphère de catastrophe dans quoi elle doit nous faire vivre pour nous imposer ses nouveautés techniques. Face à la technoscience, née de l'association étroite du capital et de l'ingénieur-chercheur, on a toutes les raisons d'en finir avec une civilisation oublieuse de son projet, de ses fondements et dont la seule fin est son maintien à jamais.

Hier les révolutions et les innovations bouleversantes des poètes et des philosophes avaient rendu possible une *société* – dès lors que les hommes cessaient d'être soumis à la fatalité pour se reconnaître comme acteurs de leur propre histoire. Aujourd'hui, en plus du double chantage à la pénurie et à la destruction nucléaire – à petit feu dans sa version civile – voici que la manipulation biologique autorise enfin les perspectives envisagées hier par les eugénistes, et aujourd'hui par l'industrie du gène. Le développement de la fausse communication crée le cybermonde attendu par les pouvoirs pour parachever l'aliénation et la dépendance aux technostructures, comme avec le système de localisation mondial GPS (*Global Prison System*). Et le déchaînement industriel a *déjà* bouleversé irréversiblement des régions entières du monde et rentabilisé la pollution même.

Pourtant la méfiance « antitechniciste », brocardée par les petits ingénieurs-chercheurs à la solde des puissants, n'a pas cédé la place au seul consensus béat des citoyens amoureux de gadgets ou de *bien-bouffe*, prompts à déléguer leurs quelques inquiétudes métaphysiques aux professionnels de l'expertise de tout. Car « non seulement la science et la technologie n'ont pas résolu les lourds problèmes du monde moderne (…) » mais elles les ont créés. Les besoins auxquels le prétendu progrès est supposé répondre sont uniquement ceux qu'il fabrique, de même que le besoin d'argent est *le seul* que le capitalisme puisse satisfaire. Et les prétendus « effets pervers » du progrès sont une manne pour les experts.

Parmi tous ceux qui ont, au cours des âges, cherché à philosopher sur la technique, pourquoi avoir choisi un de ceux qui ont cherché à la fonder comme un absolu, le nazi Heidegger ? A sa suite les inventeurs de « l'éthique pour la civilisation technologique » ne font que se prosterner devant les nécessités techno-économiques en agitant leur encensoir éthique. Cette éthique, loin de « fixer des bornes à la technoscience » et de la « mettre au service de l'homme (…) » est au contraire ce qui permet de *les dépasser toutes.*

Le fameux « principe de précaution » est aujourd'hui l'outil clé de la propagation de la techno-catastrophe. Non seulement il ne peut être appliqué qu'après le déclenchement des désastres, mais il permet de reculer indéfiniment la question centrale : à qui profitent ces crimes inédits, quel ordre social se renforce donc ainsi de la proximité du malheur, de l'immanence de la destruction, du chantage à la contamination. Il ne fallait pas s'attendre à entendre ici parler des conditions sociales, économiques et politiques qui président au développement nécessaire de la technique sans quoi aucune discussion sur son émergence, son existence et ses finalités ne peut avoir lieu.

C'est parce que d'autres surent poser sur la place publique, par des « actes illégaux », la question de l'existence même des OGM (sabotage de semences transgéniques à Nérac dans une usine de Novartis, destruction de parcelles ou d'expérimentations dans des laboratoires publics) que des experts en citoyenneté et en récupération sociale doivent confisquer le débat ainsi ouvert pour le poser en des termes sans conséquences, ceux d'une gestion régulatrice (biovigilance, double filière, *acceptabilité* du risque, etc.).

Tout-puissants, la technoscience et ses experts voudraient neutraliser toute menace, toute éventualité de refus pratique de ce malheur *renouvelé* sans fin. Toute interrogation est inscrite par avance dans le cadre techno-industriel et se développe dans une exigence *d'expertise.* Ils ne font pas autre chose, ceux qui organisent « la démocratie et l'intervention du citoyen dans les choix politiques qu'appelle le développement des technologies nouvelles » – comme jadis on appelait aux urnes ou aux armes.

Rideau !

(D'après Thomas Ferenczi in *De la confiance à l'inquiétude*, préface au forum *Le Monde-Le Mans*, « Où nous emportent les techniques ? »

Le Mans, le 29 octobre 2000,

Quelques ennemis du meilleur des mondes
69, rue de l'Alma 35000 Rennes

« Il est temps d'aller se dénoncer en masse ! »

(in *Le Grain de sable*, organe d'information d'Attac, du 11 octobre 2000)

Le samedi 9 septembre 2000, la parcelle d'essais de maïs transgénique située à Longué, dans le Maine-et-Loire, est saccagée par des inconnus. Les gendarmes affirment, après expertise de l'ADN, avoir trouvé des gouttes de sang féminin, sur l'un des épis arrachés. Ils convoquent huit femmes de la région, connues pour leur hostilité aux OGM, et déjà photographiées au cours d'une réunion d'information, tenue en présence de techniciens du semencier Biogemma (qui menait l'expérimentation), de la Confédération paysanne et d'Attac. Les gendarmes exigent qu'elles crachent pour effectuer des tests ADN à partir de leur salive. Six acceptent. Les autres refusent. Lors de l'assemblée annuelle d'Attac à Saint-Brieuc, le 29 octobre, son vice-président, François Dufour, par ailleurs leader de la Confédération paysanne, propose aux adhérentes d'aller en masse à la gendarmerie pour « faire leur devoir » : cracher. Ce qu'une centaine d'entres elles ont accepté ce jour-là. Depuis, appel national, pétitions et convocations se succèdent…

Le ministre de l'Intérieur affirmait, il y a quelques mois encore, que la prise d'empreintes génétiques serait exceptionnelle. Vieux refrain. Le pouvoir d'État prétend toujours que les nouvelles armes répressives qu'il met en œuvre sont provisoires et indispensables pour protéger les citoyens contre les actes isolés de quelques individus. Mais il les banalise et les emploie de façon permanente, hors des conditions qui lui ont servi de prétexte pour en faire la promotion. Les tests ADN n'y font pas exception, comme le montre l'exemple du fichage génétique islandais.

Le procureur de la République de Saumur chargé de l'enquête, Jean-Frédéric Lamouroux, n'en fait pas mystère et justifie ainsi leur emploi : *« La preuve scientifique est une garantie pour les libertés. Elle permet de confondre les coupables, mais aussi de disculper les innocents. »* (*Libération*, le 2 novembre 2000.) Vigoureuse conception de la présomption d'innocence ! Le progrès technologique est affaire de police : quoi de mieux qu'un test génétique pour démasquer les opposants aux manipulations génétiques ? Voilà le message hautement symbolique que délivre l'autorité : le progrès est inéluctable puisqu'il contient en lui-même les moyens d'empêcher toute opposition à son avancée.

La Confédération paysanne et Attac du Maine-et-Loire ont été « choqués » par l'utilisation des tests ADN dans la mesure où ils ont été employés contre des syndicalistes et leurs épouses. Ils préfèrent les réserver aux présumés criminels, selon la définition qu'en donne l'État lui-même. D'ailleurs, ils ne

cachent pas leur hostilité envers les actes radicaux qui brisent le consensus démocratique qu'ils ont établi avec le pouvoir d'État. Au lendemain du sabotage de Longué, ils affirmèrent n'être pour rien dans la destruction de la parcelle et que *« cette destruction non revendiquée gêne d'ailleurs* [leur] *démarche qui vise essentiellement à établir la transparence et à modifier la réglementation »**. Dans le même esprit, le comité national de la Confédération paysanne, en juin, a interdit aux sections locales la moindre initiative sans l'accord de l'appareil. Bové n'est que le pantin médiatique d'une bureaucratie syndicale comme les autres. La Confédération paysanne est enfin devenue l'interlocuteur attendu de l'État, un lobby corporatiste comme les autres. Elle ne lutte pas contre les OGM, mais négocie les conditions de leur mise en place : *« Pour tous les essais OGM réalisés en milieu réel, les firmes privées ne devraient pas pouvoir en réaliser seules le suivi. L'implication d'une recherche publique "neutre" (issue de l'Inra, du CNRS...) et non liée économiquement aux firmes nous paraît obligatoire. »** Comme si la recherche « publique » était étrangère au développement des OGM.

Dans la lutte contre les OGM, il est déjà arrivé que des individus assument la responsabilité de leurs actes au grand jour, comme à Nérac en janvier 1998 et au Cirad, à Montpellier, en juin 1999. Les leaders d'Attac et de la Confédération paysanne en renversent aujourd'hui le sens. Ils inaugurent une nouvelle forme de délation : celle, volontaire, des citoyens respectueux des lois de la République. Leur prétendue solidarité citoyenne rejoint les accusations du procureur de la République de Saumur. Elle désigne en fait à l'État, comme coupables en puissance, les individus qui refusent de se soumettre aux nouvelles techniques de contrôle et de répression. Les citoyens modernes, que représentent les leaders d'Attac, sont ceux qui vont à la rencontre des *desiderata* de l'État et qui acceptent comme science indiscutable ce qu'il raconte. Rien d'étonnant à ce qu'ils acceptent le monde des biotechnologies, comme l'a déjà d'ailleurs affirmé le conseil scientifique d'Attac, qui appelle à *« la mise en place d'instruments de contrôle démocratique afin de placer le puissant outil de recherche des biotechnologies au service de la vie »***. Comme si, depuis 50 ans, les technologies quelles qu'elles soient n'avaient pas asservi et empoisonné la vie.

Quant à nous, nous rejetons en bloc la bêtise récurrente des citoyens militants qui croient possible de s'opposer aux OGM sans refuser de se soumettre aux tests génétiques. Nous ne sommes pas solidaires des gens qui acceptent la fatalité du développement technologique et qui en restent à des accès d'indignation morale contre les « dérives » qu'il génère. C'est pour nous la même vision bornée qui réclame plus de contrôle de la part de l'autorité que l'on veut croire bienveillante contre toute évidence. Les mêmes viendront ensuite se plaindre des atteintes à leurs « libertés fondamentales » et réclameront que les contrôleurs soient toujours mieux contrôlés. Les citoyennistes se trompent donc de combat : la lutte à mener n'est pas la défense du dirigisme étatique contre le libéralisme économique, mais bien plutôt la défense de la liberté et de l'autonomie humaines contre l'assujettissement de chacun à la machinerie industrielle et étatique du capitalisme.

SALUONS CELLES ET CEUX QUI S'OPPOSENT AVEC CONSÉQUENCE AUX DIFFÉRENTES APPLICATIONS DES BIOTECHNOLOGIES.

Paris, le 14 décembre 2000

Quelques ennemis du meilleur des mondes
c/o ACNM
BP 178 - 75967 Paris Cedex 20

* Communiqué de presse de la Confédération paysanne, du Gabb Anjou et d'Attac, le 20 octobre 2000. Dans *La Nouvelle République* du 11 septembre 2000, on a même pu lire la déclaration sans ambiguïté du porte-parole de la Confédération paysanne du Maine-et-Loire, André Rouleau : *« J'espère que la gendarmerie va pouvoir identifier rapidement les auteurs. »*

** *Appel à l'opinion et aux élus - Empêcher le hold-up des transnationales sur le vivant*, conseil scientifique d'Attac, le 5 juin 1999.

GRÈCE

La lutte des ouvriers des mines de Mantoudi de 1990 jusqu'à aujourd'hui

« Les wagons, écroulez-vous,
les roues, brisez-vous,
ici, où vous torturez mon pauvre corps »
chanson des mineurs de Mantoudi, 1938

AUJOURD'HUI L'INTÉGRATION CAPITALISTE AVANCE, à l'échelle mondiale, en conquérant de plus en plus de terrain de la vie sociale. La mondialisation économique s'établit dans la conscience sociale comme un « phénomène physiologique » dans le cadre de l'évolution de la société, et non en tant qu'une stratégie des patrons dans la guerre de classe. L'offensive du capital réunit les pouvoirs politiques, économiques et militaires du bloc impérialiste en envahissant progressivement chaque domaine d'activité de l'homme sur toute la planète.

L'Etat et le capital grecs, en se basant sur leurs intérêts ainsi que sur ceux des nouveaux rapports de force partout dans le monde, adhèrent au bloc impérialiste et adoptent pleinement sa stratégie. Dès le début des années 1990, ils cherchent à se faire valoir dans le rôle du dominateur souverain sur les Balkans, tout en lançant une offensive brutale à l'intérieur du pays. Les licenciements, le travail au noir, le gel des salaires, toute une série de mesures législatives créent les conditions idéales pour le développement du capital grec. Les ouvriers sont, et ont toujours été, une des premières cibles de cette offensive. Une économie forte ne tolère pas des entreprises « à problèmes ». Les entreprises qui ne peuvent pas faire face au système économico-financier international ne sont d'aucune utilité. L'intensification de l'exploitation se fait sentir dans les usines et dans la multiplication des programmes précaires aussi bien que dans l'expansion du chômage. Ceux des prolétaires qui résistent tombent sous la répression de l'Etat. Les luttes sociales qui sont passées — même momentanément — par une manipulation politique syndicaliste, ont ainsi découvert le vrai visage de l'Etat en son habit policier.

La lutte des mineurs en 1990...

La fermeture des entreprises « problématiques » et le licenciement des ouvriers qui y étaient employés constituent une des premières étapes de l'offensive du capital contre la société grecque. Le premier front s'ouvre à Mantoudi avec l'annonce, par le gouvernement de la ND [1], de la décision de licencier 1100 ouvriers des mines. Le 31 août 1990 sont déclarés la grève et le blocage de l'autoroute Chalkis-Edipsos [2] jusqu'à la réintégration des licenciés. Le blocage de l'autoroute dure une semaine avec l'étroite coopération des ouvriers de toute l'Eubée. Ensuite, l'occupation des mines est déclarée, un mouvement qui, sans initiatives supplémentaires, aboutit à un repli de la lutte dans un collectif fermé, replié sur lui-même. Les anarchistes interviennent aussi, ayant pour objectif de radicaliser et d'approfondir le mouvement. Un débat-concert est organisé dans l'usine, ainsi qu'une manifestation où les ouvriers et les habitants de Mantoudi et de la région se dirigent vers le Tribunal de Chalkis. A l'apogée du conflit, on constate quelques affrontements avec les jaunes et la prise en otage d'un membre du conseil d'administration pendant 24 heures. La police suit les événements avec discrétion pour éviter d'aggraver la situation.

Le 8 octobre, Dimitri Hatzis, un des grévistes les plus énergiques, est assassiné par un jaune. A partir de cet assassinat, le mouvement se désagrège, d'autant que la fatigue et le défaitisme réduisent l'ardeur des militants. Les années suivantes, le paiement des dédommagements et une prise en charge partielle par les programmes de l'OAED [3] réussissent à fermer certaines gueules, mais pas toutes. Destructions de l'équipement d'usine, incendies des voitures appartenant à des jaunes et des mouchards, telles étaient les réponses les plus dynamiques aux exploiteurs.

... et celle de 2000

Aux alentours de 1996, la lutte démarre à partir du projet de réouverture des mines de Mantoudi. Après s'être adressé aux investisseurs étrangers, le gouvernement du PaSoK [4] finit par concéder l'usine à l'entrepreneur Varvoutis. Désormais dénommé *Viomagn*, l'établissement commence peu à peu à fonctionner avec 300 employés environ. *Viomagn* soutient que cette entreprise n'est plus rentable et reçoit, à deux reprises, des subventions de l'Etat, en déclarant en même temps un déficit budgétaire et en laissant les ouvriers sans salaire pendant cinq mois. Tout en faisant cette déclaration, ce même Varvoutis augmente ses investissements dans d'autres entreprises qu'il possède : le commerce des articles de sport et celui du matériel de construction.

Les ouvriers de Mantoudi, survivant quotidiennement à une des formes d'exploitation les plus dures, décident de résister. Au début de l'année 2000, ils bloquent l'autoroute et occupent le péage de Skhimatari, après une rencontre entre la direction de leur corporation et le ministre de l'industrie. Une autre occupation de l'autoroute est entreprise quelques semaines plus tard, mais cette fois-ci les détachements des MAT [5] attendent les manifestants sur place et arrivent à les disperser en arrêtant quatre personnes. Ensuite, une tentative des ouvriers d'occuper les bureaux de l'OAED lors d'une manifestation à Chalkis, aboutit à un corps à corps avec les MAT, à des arrestations et des blessures. Certains ouvriers prennent conscience de la valeur et du sens de l'affrontement violent avec l'Etat, tandis que la direction de la corporation [syndicats] ordonne — après ces affrontements — de suivre une ligne pacifique. Toute l'Eubée participe à une nouvelle occupation de l'autoroute à Skhimatari et à une manifestation de protestation à Athènes devant le Parlement.

Les formes de la répression

Les deux phases de la lutte des habitants de Mantoudi, en 1990 et aujourd'hui, démontre la stratégie de l'offensive de l'Etat contre le militantisme social. A l'époque, les rapports de force entre l'Etat et les ouvriers, ainsi que l'esprit de l'opinion publique, rendaient difficile une répression directe. Alors, ce rôle a été joué par des mécanismes de répression internes, affiliés aux partis et aux syndicats. Aujourd'hui, l'autoroute est bloquée par un nombre moindre d'ouvriers, alors que l'opinion publique prend de plus en plus le parti des autorités. La répression officielle a donc la tâche facile face à trois cents personnes. La souveraineté du capital gagne chaque jour du terrain, depuis une dizaine d'années, en faisant adhérer à sa logique et à ses actes une partie de plus en plus grande de la société. La différence dans les sanctions étatiques entre 1990 et aujourd'hui lors des grèves à Mantoudi montre clairement que l'Etat obtient de plus en plus d'acquiescement dans la société pour pouvoir réprimer toute opposition. Il devient maintenant évident que les mouvements privés de la solidarité de classe, isolés et repliés sur eux-mêmes, n'enrichissant pas leur arsenal en se réunissant avec les autres militants, ne supporteront pas les coups de la répression. La résistance qui ne s'élargit pas et ne se renforce pas, fléchit.

Ce repli limitatif est un produit de la manipulation syndicale. La représentation du prolétariat et la recherche d'une conciliation avec le système, ce dernier étant aujourd'hui purement agressif, sont aussi stupides que criminelles. Les prolétaires radicaliseront leur lutte quand ils auront refusé et dépassé le syndicalisme, l'intermédiaire qui cherche à construire un pont au-dessus du gouffre de la différence de classe, quand ils se seront eux-mêmes occupés de la gestion de leur mouvement. Pourtant, dans une dictature capitaliste dont l'armée préserve l'ordre social et dont la « logique » justifie les actes, une volonté de résistance persiste, signalant aux exploiteurs, mais aussi à ceux qui ont en eux la flamme de la révolte : la lutte continue !

Solidarité avec la lutte des ouvriers de Mantoudi !
Honneur à la mémoire du gréviste Dimitri Hatzis !
Guerre de classe ! A bas les syndicats !
Sabotage des usines !

Un camarade

Traduction du grec, M.
de *Anarhiko Deltio* (Bulletin anarchiste), n°6, Mai 2000, Athènes

1 « Nouvelle Démocratie » - parti politique de droite, équivalent grec du RPR.
2 Chalkis est le chef-lieu du département d'Eubée, environ à 70 km d'Athènes.
3 « Organisation pour la Préoccupation des Ressources Humaines » - organisation semblable à l'Assedic.
4 « Parti Panhellénique Socialiste » - parti politique du centre, équivalent grec du PS.
5 « Unités pour le Maintien d'Ordre » - complices grecs des CRS.

A propos des fuites de cyanure dans les mines d'or à Baïa Mare en Roumanie

Quand les poissons « cherchent à sortir de l'eau pour se sauver »

La fuite des déchets toxiques dans les mines d'or d'Aouroul dans la région de Baïa Mare au Nord-Ouest de la Roumanie a été caractérisée comme la plus grande catastrophe écologique en Europe depuis Tchernobyl. Ces mines appartiennent à 50% à la compagnie australienne *Esmeralda Exploration Ltd*, à 45% à l'Etat roumain et à 5% à d'autres investisseurs. Le 31 janvier 2000, l'écoulement de 100 000 m³ d'eau contaminée de cyanure et de métaux lourds a eu lieu suite à l'affaissement d'une paroi du réservoir à déchets.

Après avoir contaminé le fleuve Somes (Szamos), les substances toxiques ont suivi le courant en pénétrant dans la Tisza, un des plus grands fleuves de Hongrie. Les conséquences catastrophiques furent immédiates pour presque la totalité de la faune fluviale. Des centaines de tonnes de poisson mort sont remontées à la surface — 80% des poissons ont été empoisonnés en laissant les autres 20% sans nourriture —, et de nombreux habitants de la région témoignent que les poissons « *se retournaient pour remonter le fleuve contre la direction du courant, et cherchaient à sortir de l'eau pour se sauver* » ! La flore des environs a également été contaminée, toute utilisation des eaux est devenue impossible. Et ce n'était que le début, d'après l'avis d'un enseignant en chimie et toxicologie : « *à part les conséquences immédiates pour la vie aquatique, il y en aura d'autres, notamment pour les oiseaux qui se nourrissent du poisson et pour les hommes qui utilisent les puits et les sources d'eau aux environs du fleuve. L'eau contaminée peut s'infiltrer dans le sol, et par la suite dans les cultures agricoles et les pâturages, empoisonnant les animaux* ». Déjà mi-février en Serbie, on comptait des dizaines d'animaux morts : cerfs, faisans, cygnes, canards, lapins, pigeons empoisonnés par l'eau contaminée ; en Hongrie, les cadavres des chevaux et d'autres animaux s'accumulent dans le fleuve Tisza. Ces circonstances ont été symbolisées par les « funérailles » de la Tisza polluée, commémorée par les habitants qui jetaient dans l'eau des guirlandes de fleurs et allumaient des bougies sur les berges.

La pollution a par la suite pénétré dans le Danube, traversant la Yougoslavie, la Bulgarie, la Roumanie et l'Ukraine pour se déverser dans la Mer Noire. Un biologiste a souligné, en parlant du Danube, « *qu'il s'agit de la réserve de pisciculture la plus importante en Europe. Même après le passage meurtrier de la vague des sels de cyanure, ce poison continuera d'agir partout où il s'est déposé : dans la plaine du fleuve, dans les zones d'immersion des crues, dans les forêts et les bocages avec leur flore et faune caractéristiques ! L'élimination des poissons provoquera la rupture de toute la chaîne alimentaire, dont les victimes seront les carnivores aquatiques, telles l'orfraie et la loutre. Quand les sels de cyanure arriveront à l'embouchure, la bombe écologique à retardement entraînera l'élimination des pélicans, des aigles, des cormorans...* ».

Des calculs divers ont été faits, comme par exemple la nécessité d'une période de 5 à 20 ans pour reconstituer l'écosystème, ou bien le caractère irréversible de certaines conséquences, alors que le nombre des personnes subissant les résultats immédiats de la catastrophe est estimé à 2,5 millions, et celui des victimes sur une longue période à 20 millions. Mais les grands médias ont finalement laissé place au silence. Néanmoins, la réalité ne veut pas se taire ! Quelques semaines plus tard, les 10 et 14 mars, deux nouvelles fuites de déchets contenant des métaux lourds ont eu lieu dans les mines de la même région de Roumanie. Cette fois, la contamination a touché la haute Tisza (Tisa), la partie du fleuve qui avait été épargnée par la pollution jusqu'alors et représentait une chance pour la restauration de l'équilibre biologique du reste du système. Enfin, où commence réellement la catastrophe et où s'arrête-t-elle ?

Les instants explosifs d'une catastrophe permanente

Dans le discours officiel, ces catastrophes s'appellent « accidents » et sont étudiées au cas par cas, leur caractère exceptionnel est avancé pour dissimuler ce qu'elles sont en réalité : des instants explosifs d'une catastrophe permanente puisque les conditions mêmes de l'exploitation, avec les moyens techniques et technologiques actuels, équivalent à une catastrophe. Les patrons créent continuellement des investissements sur un modèle impérieux, au nom de leurs bénéfices. Leurs investissements sont destinés à piller les ressources naturelles jusqu'à l'épuisement, à voler aux hommes leur vitalité, leurs facultés et leur temps, souvent en les intoxiquant et en les handicapant. A partir du moment où ils perdent leur rentabilité, ces investissements sont abandonnés au profit de nouveaux, plus fructueux, probablement dans une région offrant des matériaux, une main-d'œuvre ou un autre objet d'exploitation moins cher. Ce qui reste finalement, même sans fuite ou explosion inattendues, c'est un environnement mortifié, transformé en décharge toxique, ce sont des hommes avilis et condamnés à l'indigence dans leur isolement ; ce sont des sociétés qui périclitent et des cultures qui vivent dans le « marasme ». Or, s'il y a bien ici un accident, c'est le capitalisme lui-même dans son ensemble.

Cependant, même en considérant ces « accidents » comme des cas spécifiques, nous constatons qu'ils se produisent et se reproduisent, étant des symptômes indissociables du système qui les engendre. Souvenons-nous de la centrale nucléaire de Tchernobyl où, en avril 1986, lors de l'explosion d'un réacteur, l'énergie radioactive s'est relâchée en causant les milliers de morts et d'handicapés de naissance dans la population de la région, en aggravant le cancer et la leucémie dans de vastes zones en Europe. Souvenons-nous de l'usine *Union Carbide*, à Bhopal en Inde où, en décembre 1984, une fuite de substances chimiques a étouffé toute une ville d'un million habitants dans un nuage toxique, aveuglant et paralysant des milliers de personnes, dont plus de 16 000 sont morts et 500 000 sont inguérissables. Souvenons-nous de quelques exemples seulement, parmi les plus notoires et les plus terrifiants sur une liste interminable. Et puisque le temps ne s'est pas arrêté et que le monde n'a pas changé non plus, la menace persiste, qu'elle soit dans la centrale nucléaire de Kozlodouï en Bulgarie, dans le projet de la centrale nucléaire à Akuyu en Turquie ou dans les mines d'or TVX en Chalcidique [1], pour ne parler que de notre petite zone géographique.

Puisque l'Histoire n'a jamais qu'un seul côté

L'attente inlassable d'une mort indigne est-elle la seule chose qui reste aux hommes ? Nous ne sommes pas de cet avis. Un exemple — les événements autour de l'affaire des investissements de la TVX, une affaire comparable à celle de Baïa Mare. Cette entreprise canadienne avait acheté les mines dans le Nord-Est de la Chalcidique, l'objectif étant la mise en place de l'extraction d'or. Deux dépôts de déchets toxiques y existent déjà, laissés par les anciens propriétaires des mines ; cependant, si le fonctionnement de l'entreprise d'or continue, on estime que les 270 millions de tonnes de déchets toxiques couvriront 25 000 arpents de vallées et de forêts, transformant fondamentalement tous les sols de la région en boue empoisonnée. Et dans le cas d'une fuite équivalente à celle de Baïa Mare, le golfe Strimonique [2] sera certainement pollué.

A l'exploitation coercitive et la violence brutale avec lesquelles les patrons imposent leurs projets, une résistance intransigeante et déterminée sera adéquate.

Ianos, mars 2000

Traduction du grec de M.
de *Anarhiko Deltio* (Bulletin anarchiste), n°6, Mai 2000, Athènes

1 La Chalcidique est une région composée de trois presqu'îles jointes, près de la ville de Thessalonique, au Nord de la Grèce.
2 Le golfe Strimonique se trouve dans la partie Nord de la mer Egée.

Note :
L'évocation de la lutte contre TVX GOLD en Grèce, à la fin de cet article, est particulièrement significative puisque les habitantEs du coin ont résisté si bien que l'Etat a fini par déclarer l'état de siège dans la région. La solidarité des anarchistes n'a pas manqué et, dans ce cadre, Nikos Matzotis a placé le 6 décembre 97 une bombe au ministère de l'Industrie et du Développement. Il a été condamné le 7 juillet 99 à quinze ans de prison. Sa déclaration devant les juges est disponibles en français dans une brochure sortie par *Du côté de Ludd*. Ecrire au journal pour en avoir une copie. Le 20 décembre 00, Nikos a écrit un second texte avant l'appel, prévu le 8 janvier. Nous l'avons également, mais dans sa version anglaise.

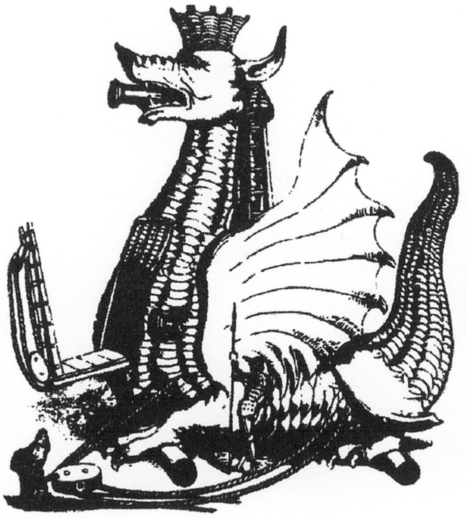
Bouchers en uniforme
Vive le son, vive le son,
Bouchers en uniforme,
Vive le son de l'explosion
(Almanach du Père Peinard, 1894)

Le texte ci-dessous nous a été envoyé par un compagnon, insoumis depuis trois ans. Il a passé de longues heures en caserne puis en hôpital militaire suite à un contrôle de police en août 2000. Récit de ces journées et explication de son choix.

Je ne suis plus insoumis ...

Tant de fois j'ai entendu dire :
- « je n'ai pas les moyens de m'insoumettre (à l'armée), je ne veux pas vivre caché, je ne sais sur qui compter, je ne pourrai pas m'assumer financièrement ».
- « pourquoi t'es insoumis ? Maintenant c'est facile de se faire réformer, regarde, moi je suis P3 j'ai fait comme ça... »
- « insoumis mais ça sert à rien, y'a plus d'armée de conscrits aujourd'hui ! »
- « ça sert à rien ce que tu fais. Tu ferais mieux de régulariser ta situation, sinon tu n'auras que des emmerdes ».

Ou pire encore :
- « l'armée ça apprend beaucoup, et c'est très important dans la vie d'un homme : ça forge le caractère »
- etc ...



Un vendredi du mois d'août dernier, au petit matin, j'ai subi un contrôle d'identité par des B.A.C. de nuit parisiens (Brigade anti-criminalité : chargée des flags et spécialisée dans les interventions musclées). Ces derniers, soucieux de protéger les biens des nouveaux riches, contribuables, salariés, contre les quelques mauvais pauvres qui restent encore dans le XXe arrondissement, ont bien fini leur nuit. Ils ont attrapé un insoumis alors qu'ils cherchaient un éventuel voleur de voiture. Après quelques minutes de consultation du dossier S.T.I.C. (Système de traitement des infractions constatées : connexion de tous les dossiers de fichage) sur l'ordinateur du véhicule, l'un d'entre eux m'apprend qu'un avis de recherche pour insoumission est émis contre moi et que je vais devoir les suivre au commissariat. J'ai tout de suite compris que l'armée à laquelle je me soustrayais volontairement ne m'avait pas oublié. Ceux qui étaient avec moi ont donc pu retrouver leur relative liberté habituelle et commencer à préparer ce à quoi nous nous attendions : mon incarcération et mon jugement.

J'avais entendu dire que le sort des insoumis était bien plus terrible que celui de ceux qui répondent à « l'appel » ou de ceux qui optent pour l'objection de conscience. Pourtant je n'ai jamais pu me résigner à accepter qu'une autorité décide de ma vie sous prétexte que je suis né dans son pays, que cette autorité réduise l'être humain à quelques critères et que je corresponde à celui qui doit la « servir » pendant 10 mois. Je ne vais pas résumer à quelques phrases ce qui m'amène à m'insoumettre à beaucoup d'autres contraintes dictées par l'état mais je refuse toutes sortes de dominations, surtout celle de l'armée qui fait partie intégrante de la société. Je ne pouvais pas non plus être objecteur de conscience puisque ce dernier accepte de donner du temps de sa vie au service de ce système. En fait l'objecteur se soumet aux lois de l'état donc à l'armée, mais ne veux simplement pas porter d'armes. Ce n'est pas mon cas, car je vois de multiples raisons pour prendre les armes. De plus, force est de constater qu'aujourd'hui l'objection de conscience est intégrée. C'est un moyen pour les entreprises associatives de faire travailler quelqu'un (souvent diplômé) au tarif le plus compétitif. Obéir à un sous officier galonné ou à un petit chef intéressé c'est toujours se soumettre à un système. Je ne voulais pas non plus rentrer dans le jeu, très facile, de la réforme car c'est accepter de se faire juger et classer dans une autre case. Dans un jeu ou je devrais choisir entre trois cases et ou je déciderais de ne pas jouer du tout, on me met dans une quatrième ! Opter pour la réforme ce n'est pas non plus refuser l'appartenance à un pays, à une patrie... J'ai donc logiquement fait le mort lors de « l'appel » et je n'ai pas répondu aux courriers du B.S.N. (Bureau du service national). J'évitais d'être à cette adresse là lors de leurs visites surprises ! L'armée m'a donc considéré comme insoumis.

Ce qui s'est passé après mon arrestation a été très différent de ce à quoi je m'attendais. Après avoir passé quelques heures au poste de police puis à la caserne en passant par la gendarmerie, j'ai obtenu trois jours de permission !
J'y ai quand même découvert des salles de photo-fichage, un bureau des insoumis et d'innombrables salles d'attente d'où l'on peut observer les appelés marcher au pas, obéir, se faire ridiculiser et les engagés comme les appelés tenir des propos sexistes, homophobes, racistes, dominateurs, etc... En fait l'armée d'aujourd'hui considère les insoumis comme des personnes ayant un problème d'équilibre mental et les oblige à aller voir un psychiatre militaire. On ne me gardait donc pas sous écrou en attendant de le rencontrer. Les gendarmes m'avaient observé et décrit sous un maximum d'aspects physiques : forme du visage, des yeux, des oreilles, taille du corps, des bras, des jambes, des pieds, état des dents, couleur des yeux, de la peau. C'était paraît-il pour m'identifier au cas où je décéderais dans un accident... de concorde par exemple ! Comme si je voulais me payer un voyage dans un avion conçu pour les bourgeois, dont le prix de la place correspond à cinq fois mes revenus mensuels et comme si je pouvais m'émouvoir quand quelques riches touristes s'écrasent en avion.

Durant ces quelques heures, j'ai pu apprendre que les gendarmes « réceptionnaient » très régulièrement des insoumis (plus de 20 par mois dans l'est parisien) et que bien rodés ils appliquaient le règlement, c'est-à-dire de les décrire et de les conduire dans une caserne. C'était tellement mécanique que je me suis senti réduit à une simple procédure alors que c'était un acte très important pour moi. J'ai pu apprendre que dans chaque caserne se trouve un bureau des insoumis qui continue de banaliser l'acte d'insoumission. Ces bureaux traitent ces cas en en faisant des réformés quelconques à 99%.

En fait, incorporer de force un insoumis c'est introduire un élément perturbateur dans la machine, mettre en relation des gens qui ne se

comprennent pas ou qui ne se supportent pas, et poser des questions à des appelés qui ne s'en posent pas, c'est également mettre l'armée face à des problèmes difficiles à maîtriser. Je pense aussi que c'est une des raisons pour laquelle les insoumis ne restent pas dans les casernes très longtemps. Pour les mêmes raisons, peu d'insoumis restent incarcérés en caserne car c'est quelqu'un dont il faut s'occuper, lui apporter à manger, le surveiller... or le bureau des insoumis n'est ouvert que pendant les heures ouvrables, le reste du temps des appelés peuvent ainsi être en relation avec lui. Si le cas d'un insoumis est aujourd'hui réglé de manière bureaucratique et expéditive, c'est surtout pour ne pas faire de « vagues », c'est pour rendre cet acte dénué de sens, presque inutile, c'est aller dans le sens de la société actuelle : pas de raison de chercher d'autres alternatives, pas de raison de se plaindre, tout va bien, il n'y a pas de question à se poser, d'ailleurs personne ne s'en pose...

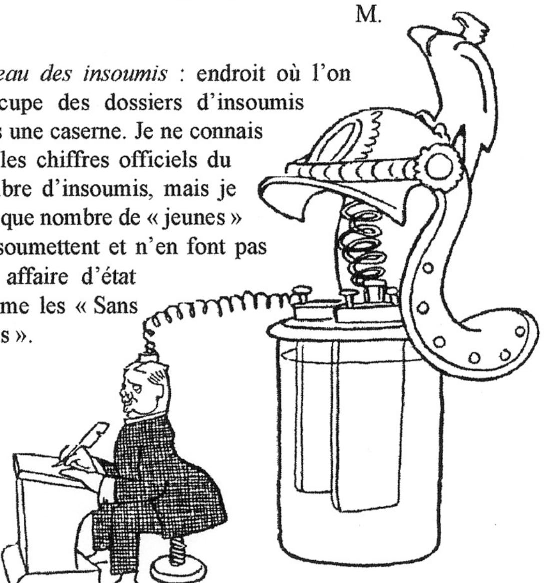
A la question : « dois-je y retourner ou dois-je m'enfuir ? », j'ai assez vite pensé que si je m'enfuyais les gendarmes me retrouveraient vite avec le précieux descriptif qu'ils avaient de moi et que si j'allais voir le psy, c'était aussi continuer d'assumer mon insoumission. Je suis donc allé à cette rencontre entre un insoumis reconnu en tant que tel et un gradé camouflé d'une blouse blanche. Je lui ai dit de manière assez claire que je refusais l'autorité militaire, que je ne pouvais pas admettre d'obéir au bon vouloir d'une société pourrie... J'ai cru comprendre que cette situation le dérangeait. Il m'a expliqué que pour que le maximum de gens se sente dans un pays « *de libertés, civilisé, démocratique,...* » des situations comme la mienne devaient être étouffées. Il m'a aussi expliqué que je ne pouvais rien faire et que l'insoumission n'était plus un crime contre la société. D'ailleurs, maintenant, très peu de gens savent qu'il y a encore des « conscrits », qu'il y a encore des insoumis et que le service civil est tout aussi pourri que le militaire. En bref, je suis réformé pour « *incompatibilité avec les armées* » et je risque trois mois de prison avec sursis lors de mon futur procès pour « *Insoumission, désertion en temps de paix* ».

J'ai pu conclure qu'il est plus facile de s'insoumettre et d'attendre la procédure que de combattre en utilisant l'illusion juridique et de chercher à justifier des choix auxquels je ne crois pas. Sans chercher à être réformé, j'ai évité le trou, les brimades et la prison. De toutes façons l'insoumission impliquait d'après moi risques et arrestation, mais mon choix n'en aurait pas pour autant été modifié.

...Enfin presque.

M.

Bureau des insoumis : endroit où l'on s'occupe des dossiers d'insoumis dans une caserne. Je ne connais pas les chiffres officiels du nombre d'insoumis, mais je sais que nombre de « jeunes » s'insoumettent et n'en font pas une affaire d'état comme les « Sans Nous ».



Figeac, le 21 Février 1814

LE SOUS-PRÉFET

DE L'ARRONDISSEMENT DE FIGEAC,

A Monsieur le Maire de la Commune de Bretenoux

MONSIEUR le Maire, le fléau de la désertion que vous aviez mis tant de soin à détruire vient de se renouveler dans ce malheureux pays; c'est au moment où l'EMPEREUR a le plus besoin de soldats; c'est au moment où la France invoque des défenseurs, que je découvre des rebelles dans mon Arrondissement. L'ennemi est au sein de notre patrie; nos principales villes sont menacées de pillage; nos campagnes sont ravagées, et lorsque nos administrés devraient se lever en masse pour les défendre, il se trouve encore des Réfractaires parmi eux.

D'après l'ordre de M. le PRÉFET une Colonne Mobile devait en conséquence, mon cher collaborateur, peser sur cet Arrondissement ; les insoumis allaient être poursuivis avec toute la rigueur que commandent les circonstances ; maudits par leurs parens, par leurs amis, ils se seraient vus liés, garrotés, traités comme des criminels, lorsque j'ai obtenu de la sollicitude de M. le PRÉFET, qu'il suspendrait l'exécution de ces mesures et accorderait une dernière faveur à ces infortunés.

Tous les Conscrits Déserteurs, Réfractaires, Fuyards en route, qui se présenteront devant moi le 3 mars à dix heures du matin, prêts à partir et munis de leurs sacs, seront dirigés par détachement et conduits libres à leur destination.

Ce dernier délai une fois passé, il me serait impossible d'arrêter, un seul jour, l'effet d'une mesure adoptée par M. le Préfet, et qui serait devenue nécessaire par cela même qu'elle est terrible.

Je vous prie, Monsieur le Maire, de faire publier, au son du tambour, et d'expliquer vous-même cette lettre dans votre commune, l'intérêt que vous portez à vos administrés et votre zèle pour le bien public, me sont un sûr-garant du succès que j'en attends, et qu'il devient indispensable d'obtenir.

Recevez, je vous prie, Monsieur le Maire, l'assurance de mon sincère attachement,

Ed. DE CAMPAGNE

Suivent les Noms des insoumis de la Commune.

L'original de cette lettre se trouve dans la Collection culturelle des archives du Quercy-Aquitaine. L'orthographe est celle de l'original.

PROCÈS D'UN DÉSERTEUR... PARMI D'AUTRES

Lionel Ernatus est né en Guadeloupe en 1974. Anciennement étudiant, il a bénéficié d'un report d'incorporation jusqu'au 1er octobre 1998. Ensuite, il n'a jamais reçu aucune convocation pour le service national. Il réside à Paris depuis 1998 et a priori, le BSN de Guadeloupe n'a pas fait suivre le courrier... Fin août 1999, il a été arrêté suite à un contrôle de police. C'est à ce moment là qu'il a appris qu'il était en situation irrégulière. Les gendarmes l'ont amené à la caserne de Vincennes le 3 septembre où il a signé une feuille de présence (en fait, son document d'incorporation) ... avant de repartir librement. Une première audience a eu lieu le 3 octobre 2000 devant la 10ème Chambre chargée des infractions militaires au palais de justice de Paris pour répondre du délit de désertion et son procès a été repoussé à sa demande afin qu'il trouve un avocat pour le défendre. Avant ce report d'audience, Lionel avait demandé à bénéficier d'une aide judiciaire pour assurer sa défense. L'avocat commis d'office lui avait demandé de payer 2000 F de suite, somme que Lionel lui a affirmé ne pas pouvoir trouver avant le procès. L'avocat lui avait répondu que dans ces conditions, il ne viendrait pas le défendre. Lionel s'apprêtait donc à passer en procès le mardi 3 octobre, sans avocat ni soutien pour répondre d'un délit punissable de 3 ans d'emprisonnement. Après avoir contacté le collectif des *Sans-Nous* de Paris, Lionel a finalement trouvé un avocat pour sa défense. Le procès a eu lieu le 12 décembre dernier à la 16ème chambre du palais de justice en présence d'une vingtaine de personnes. Il a été reporté au 6 mars 2001 à la même chambre à 13h sur la demande de Lionel et de son avocat, pour pouvoir préparer le dossier et aussi, sans doute, en raison d'une journée de grève générale des avocats.

Seattle, Prague, Nice

CASSONS, CASSONS TOUT !

JE NE CONNAIS PAS LE TERME qui a été utilisé à Seattle ou à Prague, mais à Nice ce fut l'habituel « casseurs ». Des médias aux associations ou militants sur place, l'emploi de ce mot à la façon d'un repoussoir les renvoie en fait à leur propre impuissance. Aujourd'hui, ils n'ont plus de cadavre dans la bouche, ils sont eux-même devenus des cadavres. Car ce qui nous paraît clair au quotidien, l'est encore plus lors d'une messe qui réunit différentes chapelles opposées à des bureaucrates FMIstes ou bouffons en chef de divers Etats : il s'agit de tout liquider ! A cet égard, casser, brûler, piller ou tout simplement tagger relève du seul programme réaliste concernant ce que nous pensons de ces sommets et du devenir possible de ce monde-là.

ON PEUT BIEN SÛR DISCUTER à propos ce qui se passe *réellement* lors de ces destructions, et notamment du rapport qui se noue entre et à l'intérieur des groupes d'individus engagés sur le chemin de cette praxis, mais tant que la seule existence de ces destructions — sans même parler de participation — sera posée en tant que *problème*, il n'y aura pas de demi-mesure possible. Les joyeux membres de la Fédération anarchiste qui ont, lors de la manif du mercredi après-midi à Nice, exigé physiquement des copains de se démasquer et ont entrepris de les fouiller tout en appelant le service d'ordre à la rescousse font par exemple partie de ces crapules qui érigent l'ordre dominant en horizon indépassable de ce monde. Avec leurs moyens maigrelets, ils défendent comme d'autres le principe de la manifestation (encadrée) pacifique, avec l'unique sens que peut recouvrir ce terme, la perpétuation de la société marchande et autoritaire.

TOUT CASSER, bien entendu, même si les magasins, voitures et autre matériel urbain ne porteront que la marque de l'insatisfaction de nos désirs. Même si le pillage — présent à d'autres occasions — reste aussi bien un signe d'intégration par la consommation que de la rage face à des marchandises rendues inaccessibles au nom de l'argent et du travail salarié qui est censé aller avec.
MÊME SI il faudra bien finir par lier ces atteintes à la propriété privée non pas avec une idéologie quelconque mais avec la vie, celle que nous entendons mener *entièrement* et qui ne saurait se contenter d'attaques contre des seuls intermédiaires, les banques restant des *symboles* du capitalisme comme *Gora ETA* [1] reste l'expression d'une autorité.
MÊME SI il nous faudra brûler *toutes* les prisons comme tuer le flic qui guette en chacun de nous en même temps que raser les murs un peu partout et attaquer des uniformes.
MÊME SI le lien nécessaire entre théorie et pratique, destruction systématique et sabotage organisé, chaleur d'un banque enflammée et passions humaines, ne saurait se réaliser *séparément* et suppose une dialectique spontanée et parfois douloureuse.

TOUT CASSER, dans la mesure où les complicités s'affirment aussi lors de ces occasions, où l'atomisation se brise, ne serait-ce que le temps d'un consensus tacite : l'affrontement nécessaire. Un temps qui ne peut être exclusif de tous les autres mais se trouve là concentré et où le fait de rester, plutôt que de bouger voir ailleurs si les keufs ne s'y trouvent pas, permet l'émergence d'un rapport de force qui fait tant défaut au quotidien. Cela n'empêche pas bien sûr une continuité avec ce que nous étions *avant*, l'existence de groupes affinitaires constituant à ces moments-là un précieux sésame qui multiplie les possibilités.

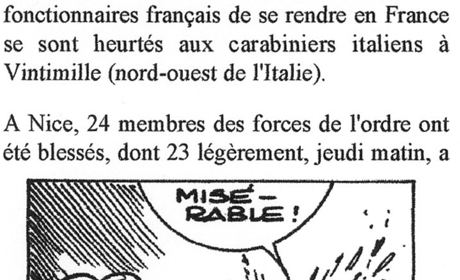
Ne demandons pas l'impossible, créons-le !

Anne Archie

1 *Vive ETA*, taggé en plusieurs endroits de Nice à côté d'autres slogans nettement plus *passionnants*.

NICE (France), 7 déc (AFP) - Des milliers de militants anti-mondialisation ont réclamé une Europe plus "sociale" jeudi en marge du sommet de l'Union européenne de Nice (sud-est de la France), où des heurts avec des policiers ont fait 24 blessés — dont 23 légers — parmi ces derniers. Quelque 4.000 manifestants ont défilé à Nice, selon la préfecture, les organisateurs les estimant à " plusieurs milliers ", tandis que quelque 1.200 personnes empêchées par les fonctionnaires français de se rendre en France se sont heurtés aux carabiniers italiens à Vintimille (nord-ouest de l'Italie).

A Nice, 24 membres des forces de l'ordre ont été blessés, dont 23 légèrement, jeudi matin, a indiqué la préfecture. Quarante-deux manifestants ont été interpellés et étaient toujours placés en garde-à-vue, jeudi en fin d'après-midi, a-t-on appris de source judiciaire.



Selon la préfecture, certains manifestants étaient " *très déterminés, armés de battes de base-ball, de barres de fer et équipés de bidons d'essence* ". Des " éléments incontrôlés " s'étaient glissés parmi les manifestants, a-t-elle précisé.

Nombreux à manifester, des militants du comité ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) et d'autres association anti-mondialisation ont fustigé la violence des accrochages, de part et d'autre des barricades.

A l'heure où s'ouvrait, à Acropolis, siège du Sommet européen, la conférence sur l'élargissement de l'Union européenne, les forces de l'ordre ont brusquement donné l'assaut aux manifestants qui se sont dispersés en plusieurs groupes dans les rues adjacentes au palais.

Les manifestants ont alors brisé plusieurs vitrines de magasins — une agence immobilière, une compagnie d'assurances, trois concessionnaires automobiles (Volvo, Jaguar et Toyota) — et ont mis le feu à une succursale de la banque BNP (Banque nationale de Paris). Les pompiers avaient dû intervenir pour éteindre l'incendie.

(...)

Vintimille a aussi été le théâtre de heurts entre les carabiniers et plus d'un millier de manifestants anti-mondialisation italiens bloqués à la frontière avec la France. Après vingt-quatre heures passées à la gare de Vintimille, les manifestants sont repartis, sans avoir pu se rendre à Nice, a constaté l'AFP.

Enfin, d'autres heurts ont opposé, jeudi après-midi, à Nice, des membres du service d'ordre du Front national (FN, extrême droite) à des manifestants anti-mondialisation, faisant deux blessés : un membre du FN et un militant du *Socialist Workers*, groupe d'extrême gauche britannique.

Suite aux incidents du 7 décembre, deux basques de Bilbao ont aussitôt été condamnés à 1 mois de prison ferme et 2 ans d'interdiction du territoire. Il s'agit d'Anna Isabella Romero Conde (écrou 50874) et José Ramirez Argote (écrou 50875). Pour leur écrire : Maison d'arrêt de Nice / rue de la Gendarmerie / 06000 Nice

Communiqué de l'Union Emeutière sur les actions directes menées à Nice, le 7 décembre 2000 :

Le jeudi 7 décembre 2000 à Nice, de nombreuses actions furent menées contre des structures capitalistes. Les médias ont procédé avec talent à l'habituelle exploitation des événements, résumant les multiples actes de révolte dont ils furent témoins à une "casse" sans motif et désorganisée.

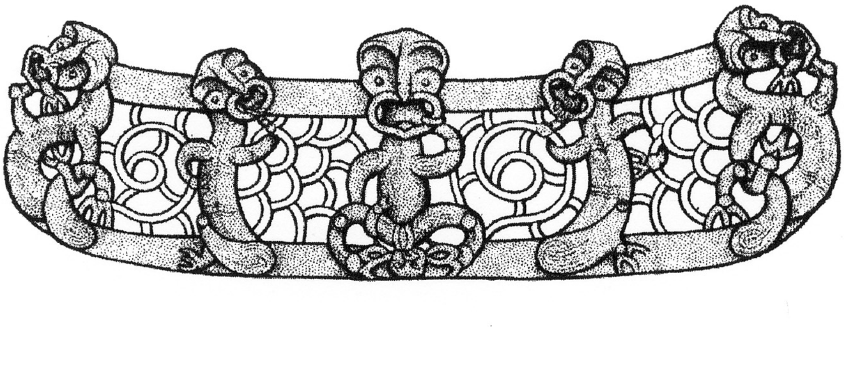
Membres d'un groupe affinitaire actif lors des manifestations du 7 décembre à Nice contre le Sommet de l'Union Européenne, nous avons participé à plusieurs actions directes contre des bâtiments d'entreprises capitalistes connues. Nous tenons ici même à le revendiquer. Nice étant quasiment en état de siège, nous savions que le sommet en lui-même serait très difficilement accessible (placé sous haute surveillance, il s'est tenu à l'Acropolis, gigantesque bunker protégé par plus de 4000 membres des forces de l'ordre, incluant services secrets, hélicoptères, etc.). Nous avons donc pris le parti de nous attaquer au pouvoir hors des murs de l'Acropolis, pendant la tenue du sommet.

Nous avons participé à la destruction de plusieurs banques, assurances, agences immobilières et concessionnaires automobiles. Autrement dit, nous n'avons attaqué que des lieux qui font partie intégrante de l'oppression capitaliste et de l'antagonisme de classe. Nos actions avaient notamment pour buts de causer des dommages économiques aux entreprises ciblées et de perturber le bon déroulement d'un Sommet Européen censé rencontrer la pleine adhésion de tou-te-s. Cette attitude offensive contre le capital permet une prise directe sur des éléments du système et une expression concrète de notre colère.

Le rôle de toute conférence intergouvernementale est avant tout de permettre la bonne continuation du capitalisme au niveau international, de perfectionner le pouvoir en place et le contrôle social. Nous n'étions pas à Nice pour nous contenter de défiler symboliquement contre la politique de l'Union Européenne, mais dans une démarche révolutionnaire, pour viser à la destruction complète de telles institutions et du capitalisme. Nous voulons un monde sans argent, basé sur l'entraide et l'égalité plutôt que sur le travail et la hiérarchie. Nous ne voulons plus de frontières ni d'Etats. Nous voulons une liberté totale de circulation et d'installation pour toutes et tous. Nous détestons ce monde de politiciens, de bureaucrates, de policiers, de militaires, de banquiers, de marchands, de gardiens de prison, etc. Nous refusons le réformisme qui nous conduirait inévitablement à participer au système que nous rejetons. Nous ne voulons pas partager la gestion de la misère avec les puissants, mais bien l'éradiquer. Nous ne voulons pas prendre le pouvoir, mais le renverser et créer une société organisée horizontalement, sans dominations ni oppressions.

Si l'Organisation Mondiale du Commerce ne sait plus où se rassembler par peur du désordre potentiel que cela causerait dans la ville d'accueil (souvenirs de Seattle et de Prague...), l'idée qu'il en soit de même pour l'Union Européenne ne nous déplaît pas mais reste très loin de nous satisfaire. Cette forme d'activisme est limitée, ponctuelle et dépendante des "grands" de ce monde. Le capitalisme et le patriarcat restent solidement en place et ce ne sont pas quelques entraves à des sommets politico-mondains qui suffiront à le renverser. Nous ne nous faisons aucune illusion à ce sujet. La lutte est quotidienne. Les oppressions de classe, le sexisme, le racisme, etc., n'attendent pas que l'Organisation Mondiale du Commerce ou l'Union Européenne se rassemblent pour s'exprimer. Notre lutte se veut dialectique car elle contient à la fois la révolte contre toutes les formes d'autorité et la création de zones libres et d'expériences autogestionnaires.

Union Emeutière, 12 décembre 2000



Quand gronde la tempête, mieux vaut immédiatement montrer blanche patte...

• (...) Les jeunes écolos, alternatifs, solidaires de Chiche!, présents à Prague parmi tant d'autres pour faire avancer le contrôle citoyen sur les institutions mondiales, se désolidarisent de cette logique de la violence, qu'elle soit à l'initiative des manifestants ou des forces de l'ordre.
Chiche! a fait le choix de la non-violence.
- La stratégie " provocation-répression-mobilisation " de certains secteurs militants nous paraît inappropriée, voire dangereuse. Elle porte le discrédit sur ces rassemblements et les condamne à rester minoritaires. Alors qu'il faudrait réunir l'ensemble des populations victimes des politiques néolibérales... Bravo.
- D'autre part, Etats et polices perdent leur légitimité démocratique en réprimant par la force et en étant incapable d'adapter leur répression aux modes de résistances rencontrées.
La violence n'a pas d'autre conséquence que de radicaliser les moyens d'action, d'affadir le propos, et de rendre impossible toute tentative de dialogue. Or, le propos des opposants à la mondialisation pourrait bien être nécessaire à la raison d'être des institutions internationnales. (...)

David Berrué, porte-parole de Chiche!, 30/9/00

• (...) Au même moment, à Nice, on rigolait moins. Destructions de Macdo, de banques... Quel sens a la logique de destruction, quand le capitalisme est, de toute façon, assuré contre ce genre de péripéties ? L'option de la violence – même « matérielle » – pose problème, tant elle s'impose aux manifestants qui ne l'ont pas choisi et modifie l'image d'un contre-sommet militant et festif.
D'un autre côté, quelle mouche a piqué les forces de l'ordre ? Visiblement, les affrontements de la précédente session « anti-FMI » à Prague leur ont fait croire que désormais tous les coups étaient permis : carte blanche et disproportion de la répression au rendez-vous ! Les autorités françaises jouent un jeu dangereux. Elles jouent leur crédibilité. (...)

David Berrué & Aurélien Zolli pour Chiche!, 8/12/00

• (...) Nous ne sommes pas moralement opposés aux attaques ciblées contre des biens matériels. ††

†† Malheureusement, s'attaquer quasi-exclusivement à McDonalds, devient extrêmement prévisible et caricatural alors qu'il existe de nombreuses autres cibles intéressantes.
Mais nous nous interrogeons surtout sur l'utilité stratégique de cette action dans le cadre d'une manifestation dont l'objectif principal restait la fermeture du centre de conférence. Les médias ont évidemment sauté sur l'opportunité que leur donnaient les quelques vitrines brisées, afin d'éviter de parler des raisons de la contestation contre le F.M.I. et la Banque Mondiale.
Par ailleurs, en dehors d'un contexte de légitime défense, les membres de la caravane présents à Prague ne cautionnent pas la volonté de s'attaquer physiquement (par exemple par des lancers de cocktails et de pavés) aux individus, en l'occurrence les policiers, même si ceux-ci ne sont que les sbires de la barbarie capitaliste. (...)

Abel, Cédric, Pascal, Pierre
pour la caravane anticapitaliste,
Prague 2000

• (...) « L'INPEG ne soutient aucune forme de violence contre les gens, animaux ou biens privés. La violence ne fait pas partie des activités politiques de l'INPEG. Pour ces raisons, il est impossible d'accepter la violence gratuite et la brutalité de certains groupes qui ont agit indépendamment de l'INPEG pendant S26. Les violences de la nuit dernière sont des expressions de faiblesses et d'immaturité politique. La désobeissance civile et la non violence demandent une vraie responsabilité ». (...)
« Nous sommes très peinés que des personnes aient été hospitalisées durant les événements de hier à Prague et nous condamnons l'escalade de la violence que nous avons vus dans les rues mardi. Cette escalade blesse des gens innocents et éloigne l'attention de la violence de la mondialisation économique que nous essayons de stopper ensemble ».

Chelsea Mozen & Alice Dvorska, pour
l'INPEG, Prague les 26 et 27/9/00

• (...) Les incidents regrettables qui ont accompagné l'encerclement pacifique du centre des congrès – *et que les militants d'Attac ont tout fait pour prévenir* – sont, dans une large mesure, imputables à l'attitude des pouvoirs publics français. Après avoir refusé jusqu'au dernier moment de libérer des espaces de débats et de rencontres pour les manifestants, après avoir refoulé brutalement les chômeurs qui souhaitaient prendre le train pour se rendre à Nice, le gouvernement français a pris la responsabilité de bloquer à la frontière, un train de manifestants italiens parfaitement en règle. (...)

Attac-infos n°192, 8/12/00

Le texte ci-dessous est une tentative de réflexion sortie après les manifestations à Prague le 26 septembre 2000 contre le 55e sommet du FMI. Il provient d'un membre de la Fédération anarchiste anglaise et reflète en partie une vision anglo-saxonne liée au poids du mouvement « écologiste » de base qui constitue le gros des troupes anti-mondialisation. Par contre, sa critique de la mue de l'idéologie de ces militants en « anti-impérialisme » et « anti-capitalisme » nous semble intéressante même s'il s'agit plus simplement d'une critique de vieilles lunes gauchistes (notamment maoïstes). Enfin, la question de la place des anarchistes au sein de ces manifestations et de leur instrumentalisation reste posée...

QUELQUES REFLEXIONS SUR LES RECENTS ÉVÉNEMENTS DE PRAGUE

1. Les bénéficiaires les plus probables des actions de Prague sont le Mouvement Ecologiste au sens large, c'est-à-dire les carrières des individus et des groupes ou partis qui représentent toutes sortes de politiques écologiques. (J'ai utilisé le terme " Mouvement Ecologiste " de façon à souligner quelle est l'origine de ce mouvement, ce qui est également une indication quant à sa direction finale.)

2. Récemment le Mouvement Ecologiste est passé à la vitesse supérieure. Il a repris la vieille idéologie de l' " anti-impérialisme " (qui est une position politique qui soutient la libération nationale) et l'a subtilement modifiée si bien qu'on peut maintenant l'appeler " anti-grosse corporation ", ou " anti-finance ", ou " anti-multinationale " et même " anti-capitaliste ". Le Mouvement Ecologiste est allé au-delà de notions assez vagues de " sauver la planète " pour entrer maintenant sérieusement dans la politique mondiale. Sans doute influencés par le travail de personnes comme Noam Chomsky, ces écologistes identifient maintenant la plupart des pires aspects de la vie sur cette planète comme étant attribuables aux actions de la classe dirigeante américaine. Comme les Etats-Unis sont le pays le plus puissant militairement et économiquement au monde, cette analyse a un élément de vérité ! Pourtant (et cela concerne aussi Chomsky) les Ecologistes perçoivent l'antidote à l'hégémonie américaine comme des formes d'autodétermination nationales à travers le monde (malgré leur discours sur les " communautés " et le " localisme ") et la destitution des tyrans à la solde des USA dans des pays où il n'y a pas de démocratie et où l'économie est très fragile et instable.

(...)

4. Le Mouvement Ecologiste (et le projet de démocratie/autodétermination nationale) est un lézard qui a fait sa mue et qui sort tout droit du cœur du capitalisme américain et d'Europe Occidentale. Ce lézard a le visage (ou est-ce le " logo " ?) de Naomi Klein (de "*No Logo*"). **Le capitalisme a tellement de bons amis prêts a lui rendre service et à l'aider quand les temps sont difficiles qu'il n'a jamais à s'inquiéter de sa survie.**

5. L' " anti-impérialisme " est devenu " anti-capitalisme " à cause de la confusion des concepts de " capitalisme " et de " capital financier ". Si le capital financier est le mode dominant de capitalisme, alors s'y opposer pourrait être de l' " anti-capitalisme ". Demander l'annulation de la dette du " tiers-monde " devient une exigence " anti-capitaliste ". Mais en réalité, le capitalisme s'appuie toujours sur le travail des producteurs (la classe ouvrière) à travers le monde. Si rien n'est fait dans les conditions économiques actuelles, alors il n'y a pas que le capital financier qui circule à travers le monde. Dans le monde des " anti-globalistes ", tout ce qui est mauvais a à voir avec la façon dont l'argent est utilisé au niveau mondial, et la solution est de changer la façon dont l'argent est utilisé, c'est-à-dire de le repartir plus équitablement. **A aucun moment ils ne remettent en question le moteur même du capitalisme, c'est-à-dire la production pour le profit et la position de la classe ouvrière.** En fait le capitalisme est promu et agité en tant que sauveur des pays " pauvres ", parce qu'une fois qu' " ils " seront libérés de leur dette, ces pays pourront construire leur économie. Pour le moment, disent les " anti-globalistes ", les pays " pauvres " ne peuvent pas le faire, et bien sûr, ils ont raison. Mais argumenter en faveur de tels changements économiques et politiques dans les affaires mondiales n'est vraiment pas anti-capitaliste.

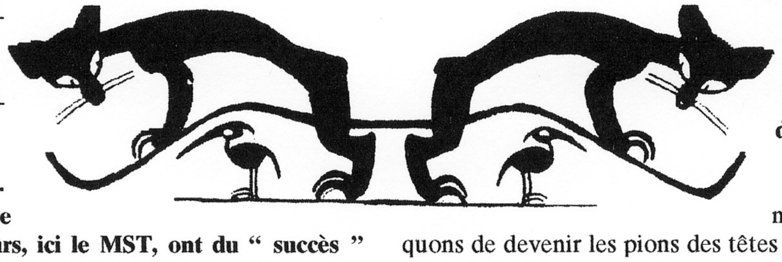
6. Le pas en avant qu'a fait le Mouvement Ecologiste dans la théorie politique (c'est-à-dire, réclamer l' " anti-impérialisme ") est probablement dû en partie à l'implication de beaucoup de militants de la gauche qui ont été attirés par les luttes " écologistes " dans le monde. **Depuis maintenant des décennies, les " anarchistes " ont gonflé les troupes de choc du Mouvement Ecologiste.** Cela est particulièrement apparent en ce moment, où des anarchistes de partout se battent contre la police et

>>

➢➢ trashent des MacDonalds comme un rituel, tandis que les porte-parole du Mouvement Ecologiste (dont l'INPEG) disent qu'ils " *n'approuvent pas la violence, mais cela révèle l'humeur actuelle et si vous ne nous laissez pas en position de pouvoir, cela ne risque que de devenir encore plus incontrô - lable* ".

7. Ainsi les participants anarchistes à Prague agissent peut-être comme des petits soldats du Mouvement Ecologiste et aident activement à la création d'élites politiques dont le seul but (à part le pouvoir et la gloire) est d'aider le capitalisme à mieux fonctionner. Si vous vous penchez sur le contenu du Contre Sommet de l'INPEG, vous verrez qu'il est dominé par des discussions dirigées par des expert libéraux académiques (bourgeois radicaux) qui parlent non pas en faveur de la destruction de l'économie, bien sûr, mais pour sa ressurection. **Ils sont sans doute de bonne volonté. Mais la classe ouvrière mondiale en a assez de la bonne volonté !**

8. Une contribution intéressante à ce Contre Sommet vient de la part de représentants du *Movimento Sem Terra* (MST), le Mouvement des Paysans sans Terre du Brésil. Ce que représente le MST (et sa vision de la " théorie de la dépendance ") est probablement à l'origine de ce qu'on est en train d'essayer d'atteindre avec des actions comme le S26. Le MST est une organisation dont l'objectif est de réunir différents groupes (pas seulement des travailleurs ruraux) ensemble pour pouvoir changer la politique du gouvernement brésilien. Une organisation comme le MST a pu avoir un impact grâce à la misère croissante dont souffrent des secteurs de la classe ouvrière brésilienne. Ces dernières années, les petits producteurs ont étés très durement touchés par des revenus de plus en plus bas, des taux d'intérêts croissants et par l'expansion des plus grandes productions. Cela a eu pour résultat de forcer des foules entières de travailleurs sans terre hors de la campagne. Le MST a réussi à plusieurs reprises à organiser et à maintenir des reprises de la terre et à affronter le gouvernement sur les décisions rurales et économiques. Maintenant, il essaye de monter un front uni avec les organisations urbaines et les syndicats. (**Il est important de garder à l'esprit dans ce genre de situation, que les organisateurs, ici le MST, ont du " succès " grâce aux actions et au radicalisme des personnes qu'ils veulent organiser. Et ces personnes, ou masses, ont été mises en mouvement, ou radicalisées, par les conditions quotidiennes qu'elles doivent affronter, et pas par la " propagande " du groupe organisateur.** Nous pouvons observer ce phénomène dans la formation de n'importe quel syndicat ou n'importe quel " mouvement " basé sur des véritables actions du prolétariat, comme pour *Lotta Continua* en Italie dans les années soixante-dix). Le MST utilise une rhétorique anti-capitaliste mais ne cherche pas à abolir le capitalisme, il cherche plutôt à contrôler les financiers et à changer la politique du gouvernement. Il cherche à mettre " les gens avant le profit ".



Une grande part de leur critique est dirigée vers l'impérialisme et spécifiquement l'impérialisme américain. Ce n'est un secret pour personne, bien sûr, que la classe dirigeante américaine est l'un des plus grands (si ce n'est pas le plus grand) protagonistes dans l'économie brésilienne, ainsi que dans la plupart de l'Amérique Centrale et du Sud. La politique du MST est donc spécifiquement anti-impérialiste, c'est-à-dire, anti-Etats-Unis, et, alors qu'ils n'ont pas l'air de prendre modèle sur le Léninisme affiché de Fidel Castro, ils l'admirent en tant que premier anti-impérialiste de la région. Le MST exige du gouvernement brésilien qu'il soit moins obéissant dans ses relations avec les Etats-Unis et ses corporations. Nous voyons donc que l'anti-impérialisme ici est la même chose que la libération nationale de la tyrannie américaine.
Des secteurs du prolétariat brésilien ont probablement déjà été en conflit avec la direction du MST, et si l'influence du MST continue à grandir, on peut s'attendre à encore plus de conflits d'intérêts. Alors que le but du MST est de " contrôler " le capitalisme, le destin des prolétaires est inévitablement d'attaquer par à-coups la base d'un tel projet. Les mouvements de libération nationaux (ainsi que les léninistes ou les maoïstes) à travers le monde ont toujours eu à faire face à des prolétaires qui ne se comportent pas de manière " raisonnable " et qui menacent l'" effort national " quand ils se battent contre leurs patrons (nationaux ou locaux) ou qu'ils essayent collectivement d'en finir avec leur position d'esclave.

9. À l'heure actuelle, le capitalisme est menacé par les classes ouvrières de plusieurs pays " en développement ". La réaction des prolétaires pourrait bien devenir incontrôlable en effet, dans ces régions où l'appauvrissement est continuel et l'économie instable, avec un gouvernement inapte ou manquant d'autorité. Le MST est un " symptôme " de cette menace. **Les têtes pensantes du mouvement " anti-globalisation " comprennent aussi clairement cette menace, c'est pourquoi ils mettent en avant des propositions sur " comment prévenir la crise " et qu'ils insistent pour que leurs voix soient prises en compte par ceux qui dirigent actuellement l'économie mondiale.** " Placer les gens avant le profit " est un slogan qui est toujours trompeur et qui est utilisé par ceux qui (dans les faits) veulent sauver le capitalisme des conséquences de ses propres excès.

10.Comment est-ce que les véritables anti-capitalistes impliqués dans des actions comme celles du S26 devraient montrer leur présence ? Beaucoup de participants (les anarchistes inclus) auront avalé les mythes dominants de la Globalisation, du tiers-mondisme et de l'anti-impérialisme (sous son nouveau nom d' " anti-capitalisme "). **Si nous devons participer à ce type d'action, nous devons les critiquer, en distribuant des tracts, en parlant et en " attaquant " de toutes les manières possibles l'idéologie dominante et ses promoteurs.** Si nous nous taisons, nous risquons de devenir les pions des têtes pensantes du mouvement et nous abandonnons la possibilité de convaincre des militants qui nous écouteraient, de considérer des perspectives et des positions plus communistes et réellement anti-capitalistes.
Il paraît clair que de véritables anti-capitalistes auraient dû arriver armés jusqu'aux dents de critiques contre l'INPEG. Maintenant, il est certain qu'après le S26, il devient impératif que les vrais anti-capitalistes attaquent sans remords l'idéologie et les pratiques de groupes comme l'INPEG. Toute critique raisonnable, ou radicalisante, réaffirmera une analyse de classe, c'est là que repose le véritable pouvoir de la classe ouvrière, et elle expliquera en quoi le prolétariat se positionne autant contre le nouvel ordre mondial proposé par les " anti-globalistes " qu'il l'est contre l'état actuel des choses.

PROLETARIAN GOB Sept/Oct 2000
[Membre de l'AF. Anarchist Federation,
c/o 84b Whitechapel High Street, London E7]

Ce texte a été traduit de l'anglais et est sorti en brochure.
Contacter : http://tranquillou.free.fr

UN RÉCIT DES ÉVÉNEMENTS DE PRAGUE

Le long récit suivant a été écrit par un participant irlandais qui a suivi le cortège bleu (celui des anarchistes) du début à la fin et rapporte là de façon détaillée les événements de Prague. Malgré des désaccords avec l'auteur lorsqu'il commente certaines phases (le fait qu'il parle aux journaleux, son refus de s'embrouiller avec les léninistes puis les pacifistes...), son récit est suffisamment intéressant, vivant et au cœur des différentes pérégrinations du cortège, qu'il constitue pour celles et ceux qui n'étaient pas à Prague en septembre un précieux témoignage à la fois personnel, tactique et précis sur le rôle et les actions de celles/ceux qui ont tant été décriéEs par les gauchistes et pacifistes de tous poils après la casse et les affrontements.

Réunion préparatoire

La manifestation s'est formée à environ 2 kilomètres de la place de Prague où se trouve le Centre des Congrès [où se tenait la réunion du FMI]. La veille, pendant l'après-midi, une réunion de 3000 personnes au centre de convergence (« Convergence centre »), un grand complexe industriel en banlieue, avait eu lieu pour discuter des plans pour bloquer le congrès. Les organisateurs tchèques de la manifestation (INPEG) avaient décidé de permettre aux délégués de rentrer dans le centre de conférence puis de les y bloquer en les empêchant de sortir pour une soirée spéciale à l'Opéra prévue le soir.

Cependant, à cette réunion il était flagrant qu'aucun plan n'avait été prévu pour fermer de force la station de métro qui se trouvait de l'autre côté du cordon de police. Il était plus qu'évident que ce serait pourtant le moyen qu'utiliseraient les délégués pour aller et venir (et en effet les médias ont rapporté qu'ils se sont échappés par cette voie). Le blocus prévu serait certainement inefficace mais la réponse de l'INPEG aux questions à propos du métro était que nous ne pouvions le fermer de force parce que les citoyens ordinaires avaient aussi besoin de se déplacer.

Ceci a conduit les anarchistes à se réunir ce soir-là en dehors de la réunion prévue pour le Bloc bleu. Il fut décidé que nous prendrions la tête du bloc bleu et que, plutôt que de nous fixer sur le point de blocage prévu (qui nous aurait mis dans une position vulnérable entre des falaises et une rivière), nous irions marcher aussi près que possible du Centre des congrès puis nous tenterions d'enfoncer de façon non-violente les lignes de police. Napoléon disait qu'un plan de bataille n'est jamais valable au-delà du premier contact avec l'ennemi, comme nous le verrons plus loin.

A la tête du Bloc jaune, il y aurait le groupe italien *Ya Basta* qui fut bloqué 24 heures à la frontière parce que la police a voulu arrêter quatre d'entre eux qui se trouvaient sur la liste (du FBI) des personnes ayant participé aux manifestations de Seattle. En solidarité, 1000 personnes qui étaient avec eux ont alors déclaré que soit tout le monde passait la frontière, soit ils resteraient tous là et commenceraient à construire des barricades sur les voies. La police des frontières a alors été forcée de céder et lundi, tard, les Ya Basta sont arrivés.

Comme le Bloc anarchiste, ils avaient l'intention d'essayer d'enfoncer les lignes de policiers. Ils étaient venus avec une trentaine d' « armures » rembourrées et des casques que porteraient les personnes en première ligne pour supporter les coups de la police.

Il y avait trois Blocs principaux de couleur, bleu — jaune et rose, chacun étant chargé de bloquer les points d'accès dans différents endroits autour du centre de conférence. Le centre lui-même se trouvait au sommet d'une colline escarpée surmontant la ville et qui était difficile d'accès en de nombreux points à cause des falaises. En plus, nous savions que nous avions en face 11 000 policiers avec un équipement anti-émeutes, des chiens, des grenades flash, du gaz lacrymogène et des canons à eau.

Les deux blocs bleu et jaune avaient à leur tête des groupes qui avaient signifié leur intention d'enfoncer les lignes de police. Les roses qui avaient le chemin le plus long mais un accès bien plus facile rassemblait des pacifistes et le gros des partis léninistes.

Départ de la manifestation

Lorsque nous nous sommes réunis sur la place, il était évident que les 20 000 et plus manifestants espérés ne seraient pas là, même si nous étions probablement plus de 12 000 (dans ce compte-rendu, j'ai du mal à donner des chiffres précis, j'ai vu le reportage d'un gros média qui parlait de 15 000 et d'autres de 5 000). Les roses allaient prendre la tête de la marche, suivis par les jaunes puis les bleus. Lorsque nous atteindrions le premier point, la marche continuerait et les bleus se sépareraient pour rejoindre la zone du centre de conférence située à côté de la rivière. Après, la même tactique verrait les jaunes partir par derrière et prendre une seconde route vers le centre, laissant les roses continuer pour en arriver à encercler l'arrière du Centre.

J'avais décidé de marcher avec le Bloc anarchiste qui était en tête du groupe bleu (en fait il était composé par une majorité d'anarchistes). La tête du cortège était tenue par les anarchistes tchèques, suivis par ceux des autres pays de l'Est, ce qui faisait environ un millier de personnes en tout. Tenant des banderoles sur un côté de la marche, derrière ceux de l'Est, prenaient place les anarchistes de tous les pays de l'Ouest et un grand nombre d'autonomes allemands. Ce bloc anarchiste comptait au moins 3000 personnes mais il est possible que nous ayons été jusqu'à 5000. Une estimation exacte est difficile à faire parce que du devant je ne pouvais jamais voir l'arrière du Bloc et qu'il n'est pas facile de compter des gens qui forment des blocs aussi compacts. Il y avait en tout cas beaucoup de monde derrière le bloc anarchiste et bien sûr au moins un millier d'anars qui avaient choisis de marcher avec leur groupe affinitaire dans d'autres parties de la marche. Ce dernier nombre est peut-être plus important et est basé sur le nombre de drapeaux anarchistes, de badges et de vêtements qui les identifie que j'ai vu dans d'autres sections [jaune et rose].

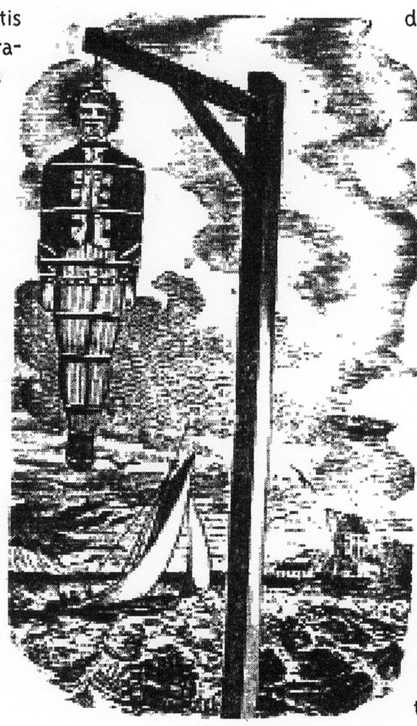
A la tête de la section bleue, nous devions marcher en rangs compacts en formant une chaîne, les banderoles déployées devant et sur les côtés de la marche. Afin de ne pas dévoiler leur identité, la plupart des manifestants étaient masqués, ce qui offrait en plus un début de protection contre les gaz lacrymogènes. Ceux de devant avaient également des casques de chantier et beaucoup portaient des masques à gaz. Six ou sept rangées derrière se trouvait une équipe médicale, équipée de masques à gaz et de casques car nous n'espérions pas que la police respecterait les croix rouges voyantes marquées sur leurs sacs et cartables.

J'avais choisi de ne pas porter de masque et de discuter avec les journalistes désirant faire des interviews sur le pourquoi de notre marche d'aujourd'hui — en faisant clairement comprendre que c'était seulement ma vision et que nous n'avions pas de porte-parole. J'avais déjà parlé au contre-sommet le week-end, c'est pourquoi cela me semblait être la contribution la plus utile qui pourrait être amenée dans les débats. Cela signifie que je peux rapporter les événements avec plus de précisions que des participants plus actifs.

Ce jour-là, le WSM [Workers solidarity movement] et les autres groupes anarchistes distribuaient 5000 exemplaires d'une déclaration internationale anarchiste signée par plusieurs groupes à travers le monde. Elle explique pourquoi nous prenions part aux actions à Prague et quelles alternatives nous avions. Le texte complet de cette déclaration a été distribué en quatre langues (dont le tchèque) [1].

Un mauvais point à signaler est que beaucoup de partis léninistes avaient choisis de venir à Prague avec des drapeaux rouges ornés du marteau et de la faucille. Ainsi, les médias tchèques savaient quelles photos ils mettraient en première page puisque ces drapeaux associés à l'occupation soviétique et à l'ancien régime peuvent difficilement être populaires. Lorsque le Bloc jaune s'est formé devant nous, les anarchistes d'Europe de l'Est ont accueilli chacune de ces bannières avec un chant qui peut facilement être traduit par « *le bolchévisme c'est du fascisme !* ». Je n'ai pas fait chorus à cause de la difficulté de chanter dans une langue que je ne connais pas et parce que je ne crois pas que cette équation soit exacte même si dans le contexte de l'Est il s'agit d'une réaction compréhensible.

Lorsque la marche a démarré, notre Bloc a chanté toute une série de slogans, la plupart en tchèque mais aussi certains en français, anglais et espagnol. Les plus populaires étaient « *solidarité internationale* », « *smash, smash, smash the FMI* » et « *no pasaran* ». C'était très impressionnant d'être au sein de ce bloc massif d'anarchistes composé de personnes venues de tous les coins d'Europe en marchant vers ce que nous savions être un dur affrontement avec la police.



drapeau anarchiste au centre de la mêlée, trempé et imprégné de gaz lacrymogène mais refusant de baisser pavillon. Une seconde charge massive a repris, faisant reculer les policiers avant d'être à son tour repoussée lorsque la police a utilisé deux véhicules blindés légers et a contre-attaqué. Une demi-douzaine de cocktails Molotov ont volé sur les lignes de police ce qui les a stoppé un instant mais a eu peu d'effet parce qu'ils portaient des combinaisons ignifugées.

Un match nul se mettait en place, la police était repoussée à chaque fois qu'elle essayait d'avancer par des manifestants armés de barres à mine et par des jets de pavés. Les grenades et les lacrymos pleuvaient, le bruit interrompant les discussions à l'intérieur du château [centre des Congrès]. Au fur et à mesure que la bataille faisait rage le long des barrières, de plus en plus de manifestants remontaient vers l'arrière, blessés ou souffrant des effets des gaz lacrymogènes. Sur les lignes de front, on pouvait voir les manifestants portant des casques de policiers et brandissant des boucliers et des matraques pris à l'ennemi.

A L'ASSAUT DE LA COLLINE

Le Bloc bleu s'est mis en route, les drapeaux bleus en tête, la banderole rouge sur le côté pour restreindre le mouvement d'entrée et de sortie du bloc à partir des côtés. La plupart des lignes jusqu'au drapeau noir cerclé d'un A étaient composées de Tchèques, ensuite venaient quelques centaines de polonais. Derrière eux suivaient des gens d'Europe centrale et de l'est puis, sans ordre précis, des allemands, des suédois, des grecs, turcs, espagnols, anglais, français, belges, italiens, etc.

Dans les faits, la police n'a pas réagit et nous approchions de plus en plus près de l'immeuble du FMI. Finalement, nous nous approchions d'une colline escarpée menant au Centre, à 300 mètres en contrebas d'une barrière derrière laquelle on pouvait voir la police anti-émeute. Sur notre droite, une construction de quatre étages sur la rue, sur notre gauche un parc ouvert en entonnoir dont l'extrémité la plus large se trouve au sommet de la colline. Nous gravissons rapidement la colline puis nous nous arrêtons à 30m des lignes de police. Là, nous attendons une minute pour permettre à tout le monde de se regrouper et pour enlever les banderoles sur les côtés. A ce moment, les non-combattants (y compris moi) ont bougé dans le parc. Puis le front a chargé.

Au cours des minutes suivantes, rang après rang, les gens se sont lancés contre les boucliers anti-émeutes avant de remonter sur le côté pendant que le rang suivant se lançait à son tour à l'assaut. Le mur de protection a commencé à ployer puis a cédé et les manifestants ont fait une percée jusqu'à la crête de la colline, peut-être à moins de 100m du Centre. La police a sorti son canon à eau et la première grêle de grenades-flash a détonné parmi les premiers rangs. Puis une charge de matraques a forcé ceux qui avaient escaladés les barrières à battre en retraite avant qu'ils ne soient pris au piège.

Lorsque la charge de matraques a atteint les barrières, elle fut accueillie par une grêle de pavés et par des manifestants armés de barres et protégés avec des casques. Plus nombreux furent les manifestants qui traversaient le parc et qui ont commencé à escalader le mur du Congrès où à essayer de défoncer les portes de ce mur. Certains observateurs ont précisé qu'au moins une partie d'entre eux y sont parvenus et ont été repoussés par la police anti-émeutes à 50m seulement du centre.

Pendant ce temps, au sommet de la colline une bataille furieuse était menée par les anarchistes. La police tirait salve après salve de gaz lacrymogène suivi de lancers de grenades-flashs sur les rangs compacts en contre-bas. Le canon à eau arrosait en permanence de droite à gauche les premiers rangs. Du parc surplombant la route, je pouvais voir un grand

Pendant ce temps, quelque part au-dessus de nous, la tête du cortège jaune avait atteint les lignes de police. Le collectif italien *Ya Basta* en tête s'était préparé à enfoncer les lignes ennemies avec des protections corporelles. Ceux qui sont intéressés trouveront de nombreux compte-rendus là-dessus. L'autre tentative de percer les lignes de police a été conduite par le cortège « rose et argent » qui, bien que moins important en nombre, a réussi à prendre la police par surprise et à franchir leur ligne à au moins une occasion. Le cortège rose qui est parti le premier du square ne semble pas avoir fait beaucoup d'effort pour ce faire — la plupart des groupes léninistes qui en faisaient partie, espéraient probablement en étant dans la première partie du cortège montrer leurs banderoles aux médias. Ce cortège a sûrement été moins fort parce que les léninistes de «Socialistes Internationaux» [International Socialists] ont menti sur le nombre de personnes qu'ils amèneraient au rendez-vous prévu. Ils avaient estimé à 2500 personnes leur contribution au cortège rose mais étaient en fait 1000 ce jour-là, ce qui a obligé les bleus à envoyer du renfort (voir après).

Le sommet de la colline dont s'occupait le Bloc bleu devenait une sérieuse impasse. Certains manifestants ont tenté de trouver une solution sur les flancs de la ligne étroite de la police anti-émeute en traversant une épaisse plantation de pins qui bordait le mur du parc. Ils en ont été chassés par une volée de grenades-flash et de gaz lacrymo, tirées dans les arbres à bout portant. De toute façon, il est apparu qu'en passant par le parc, un groupe d'environ cent personnes avait réussi à briser une porte du mur et à pénétrer dans les cinquante mètres autour du Centre avant de se replier, pourchassés par la police anti-émeute équipés de chiens.

Sur la gauche, l'assaut frontal contre les forces de police ne progressait pas à cause du canon à eau. De plus en plus de personnes refluaient avec des blessures. Une brèche s'est ouverte entre les lignes de keufs et les manifestants, qui tentaient ainsi de rester juste hors de portée du canon à eau, avançant de temps à autre pour lancer violemment des pavés ou de la peinture sur le pare-brise du véhicule pour essayer de l'aveugler.

La police anti-émeute est entrée dans cette brèche et le canon a suivi derrière eux, ouvrant un nouvel espace de tir au sein duquel la police s'est précipité. Il y en avait assez pour qu'ils tentent leur première charge massive du jour contre les gens du parc [dont la plupart regardait plutôt que de participer]. Comme prévu, la plupart des gens firent une retraite rapide à l'arrière du parc, puis s'ensuivit une bousculade plus que dangereuse en descendant une pente raide et boisée. La méthode en question consistait à utiliser l'arbre en dessous de soi pour arrêter sa descente sans se cogner à la personne qui avait également bondi dessus.

A ce moment, je suis retourné à l'intersection en bas de la vallée pour constater que quelques centaines de policiers anti-émeute bloquait l'autre côté de la rue. Pendant que la bataille continuait à faire rage autour de la route qui mène à la colline, je suis resté à l'intersection plus bas en regardant les événements qui s'y déroulaient.

Au départ, une centaine de personnes assises sur la route faisait face à cette seconde escouade de police. Il y avait un danger évident : si les keufs chargeaient, ceux qui se battaient sur la colline se retrouveraient isolés. Certains manifestants ont commencé à arracher des panneaux et des arbres dans le parc et à construire une barricade en face de ceux qui étaient assis. D'autres manifestants en ligne faisaient face à la police, mais sans l'attaquer.

Dans le même temps, un train transportant du béton était arrivé sur les rails parallèles à nous en formant un nouveau mur le long du parc en bas dans la vallée. Il fut arrêté et des manifestants l'investirent puis détachèrent des wagons, réussissant ainsi à bloquer une partie de la voie ferrée.

De retour à l'intersection, une rivière d'eau commençait à couler de la colline jusqu'au coin où les détonations permanentes de grenades et les nuages réguliers de gaz confirmaient que la bataille furieuse continuait. Sur la route transversale, la barricade croissait et, en fait, une seconde barricade était en train d'être élevée dans le parc où les deux routes se rejoignent. Sur la première barricade, quelques manifestants brandissaient des drapeaux anarchistes et quelques morceaux d'équipement de la police en direction des lignes de police. Les vitrines de ce qui ressemblait à une banque ou un bureau d'assurance derrière la barricade était détruites et les manifestants grimpaient dedans et en ramenaient toujours plus de matériel pour les barricades.

Pendant ce temps derrière la colline, les équipes médicales promulguaient les premiers soins sur les blessures apparentes et bien sûr les doigts cassés et parfois aussi les bras. J'ai entendu qu'on a conseillé à une personne de se rendre à l'hôpital. Atteint moins gravement, une partie des gens qui avaient été au cœur des tirs de gaz devaient donc laver leurs yeux avec de l'eau. Un infirmier du cortège bleu a laissé un commentaire sur le site d'indymedia avec lequel je suis d'accord à propos de la « discipline » et de la coopération remarquables entre ces anarchistes venus de toute l'Europe et d'ailleurs. Mais le rôle de l'équipe médicale a été héroïque, en particulier parce qu'il est évident que la police leur avait réservé un « traitement spécial ». J'ai discuté avec un infirmier qui, alors qu'il aidait un type de cinquante ans habitant dans le coin et touché par les gaz lacrymo, avait été visé et touché plusieurs fois par le canon à eau lorsqu'il essayait de l'aider. Plus troublant encore, il m'a dit qu'une ambulance a refusé d'emmener le vieil homme à l'hôpital.

Pendant les manifestations du week-end, on m'a montré à plusieurs reprises des policiers en civil. Une fois qu'ils étaient remarqués, leurs vêtements les trahissaient à coup sûr. Dans le parc, j'en ai observé trois derrière les manifestants, qui furent virés par un groupe d'activistes dès qu'ils furent repérés. Plus tard, des journaux ont publié des photos de plusieurs de ces civils habillés comme des manifestants (y compris avec de vieux passe-montagnes) et arrêtant des gens. Des rumeurs provenant d'autres parties ont insisté sur le fait que plusieurs de ces flics ont commencé les destructions contre la propriété ce jour-là, dans des cortèges « calmes ». Je n'ai pas d'idée sur la véracité de ces rumeurs, mais il est sûr qu'ils étaient très présents.

La barricade sur la rue transversale a été mise en feu pour contenir la police. A ce moment, des nouvelles sont arrivées que l'une des portes de la section rose n'avait pas été bloquée et qu'ils demandaient du renfort pour le faire. Cela nous entraînerait dans un trajet long et quelque peu vulnérable vers un côté du Centre de conférence entre une falaise et une rivière. Le groupe de musique vêtu de noir, l'*anarchist Samba band*, s'est formé et a réuni peut-être trois cent personnes pour tenter ce blocage. Cela a provoqué des dissensions parce que ceux qui restaient trouvaient que tout le monde devait rester où ils étaient et défendre les barricades en place.

Repli provisoire

Peu après leur départ, l'avant du canon à eau a fini par apparaître en bas de la colline. Il avait fallu près de deux heures à la police anti-émeute pour faire reculer de deux cent mètres les manifestants sur une colline escarpée vers le bas. Maintenant, ils avaient pourtant atteint l'arrière du parc, où la ligne de chemin-de-fer et la falaise tendent à faire de notre chemin de repli un entonnoir à col étroit. Lorsque des centaines de keufs anti-émeute ont commencé à se rassembler du côté du bout large, nous avons entamé un lent repli qui a failli tourner en déroute lorsqu'ils ont chargé, parce que personne ne voulait se faire prendre dans le bouchon qui ne manquerait pas de se former du côté étroit de l'entonnoir. Comme la charge était aussi menée en diagonale, ceux qui se trouvaient du côté des rails avaient peur de se retrouver coincés.

En réalité, après une brève panique, de nombreuses personnes ont ralenti à nouveau pour marcher, même si à mon avis c'est à ce moment là qu'un millier de personnes ont décidé qu'elles en avaient assez et ont décidé de rejoindre le centre ville. Une fois que l'extrémité étroite du parc fut franchie, la tâche de construire des barricades fut reprise. J'ai décidé de bouger en bas vers le blocage de la route sur la rivière, en partie dans l'espoir de trouver de la nourriture parce que je n'avais encore rien mangé ce jour-là.

Ceci n'était pas possible parce que tous les magasins du coin étaient fermés et je n'avais pas envie de traverser les vingt keufs visibles sur les trois-cent mètres de route qui me ramènerait en ville pour en trouver un d'ouvert. Notre nombre avait maigrit à vue d'œil et environ cent personnes préparaient un blocage sans trop y croire et élevaient une barricade sur la route. A un endroit, un groupe poussait une voiture pour ce faire, l'absence de roues semblait signifier qu'elle était abandonnée. Ils voulaient la retourner sur le toit mais les autres ont refusé, en disant qu'elle était aussi utile à l'endroit et que comme ça le propriétaire la retrouverait avec seulement peu de dégâts. A la fin, elle est restée ainsi et plus tard, lorsque nous avons été forcés d'abandonner le coin, quelqu'un a taggé « désolé » sur le pare-brise.

Après être resté là un moment pour me reposer, je me suis dirigé vers le bruit de l'explosion des grenades où un épais voile de fumée m'a indiqué que l'action continuait. Je me dirigeait vers le parc du côté de la ligne de chemin de fer mais un petit groupe venant en sens inverse nous a averti qu'il ne restait rien d'autre que des barricades en feu et des centaines de flics anti-émeute de ce côté. Je suis retourné à l'intersection à hauteur du pont ferroviaire au moment où une centaine de personnes arrivait en déboulant de l'autre côté de la ligne de chemin de fer.

En fait, deux carrefours plus loin, la police avait défoncé une autre barricade et groupe était en train de battre en retraite. A l'intersection suivante à cent cinquante mètres de là, on pouvait voir une centaine d'autres construire rapidement une autre barricade, cette fois en utilisant des panneaux publicitaires qui avaient été décrochés des murs. Ensuite vint une scène surréaliste : une grand-mère dans une Skoda défoncée est arrivée vers nous, contournant prudemment les manifestants. Elle a atteint une barricade qui l'empêchait d'aller plus loin et, examinant les barricades en feu dans les rues à sa droite et celle vers la rivière à sa gauche, a préféré faire demi-tour.

Le groupe a ensuite entamé une discussion rapide sur la suite des événements. Il était évident que l'endroit où ils étaient serait bientôt pris et qu'ils seraient conduits vers la rivière. Des nouvelles sont arrivées disant que le blocus avait été brisé partout ailleurs (il était environ 15h30). Je

pense que cette nouvelle était fausse ou liée au secteur rose qui restait perméable). La plupart des gens souhaitait se regrouper et se diriger vers la ville plutôt que de se faire serrer. La discussion s'est arrêtée lorsqu'une limousine est soudainement apparue à moins de cinquante mètres dans une rue latérale. Environ cinquante personnes l'ont suivie et comme il convenait de quitter rapidement ce chemin, ils l'ont rattrapée avec des pavés et l'ont frappée avec des bâtons. Le débat reprit.

Ils ont décidé de d'abord chercher la section du Bloc bleu menée par le groupe de Samba vers la rivière car ils craignaient dans le cas contraire d'en être coupés dès que la police atteindrait la rivière. Un cycliste s'est dirigé du côté des barricades en feu pour dire à ceux qui s'y trouvaient qu'ils se retiraient et ils ont bougé vers le groupe de la rivière. Pendant ce temps, un flux constant de personnes s'était replié en ville, c'est donc moins de deux cent personnes qui ont entamé la longue marche entre la rivière et la falaise au sommet de laquelle trônait le Centre du FMI.

Attaque du Centre des Congrès

Le congrès du FMI se tenait sur une falaise élevée à notre gauche, à l'intérieur d'une vieille forteresse. A notre droite coulait la rivière et devant nous une route menait à celle-ci en passant sous une voûte en pierre. Lorsque nous nous sommes approchés de cette arche, nous avons aperçus deux personnes sur son sommet, à peut-être cent mètres au-dessus de nous. Ceux de devant ont commencé à chanter « sautez, sautez ! », d'abord en anglais puis en tchèque, lorsqu'ils ont remarqué qu'il s'agissait de deux flics, certainement postés là au cas où certains auraient tenté d'escalader le rocher abrupte. Au-dessus de nous, un hélicoptère de la police tournait, signalant probablement notre position à ceux du sol.

Comme il y avait la barricade derrière nous, on était sûr qu'il n'y avait pas de voitures, seuls un ou deux groupes d'habitants nous regardait passer. Après environ un kilomètre et demi, nous avons atteint une bifurcation qui contournait la colline par la droite, vers le Centre des congrès, et qui traversait un quartier résidentiel. Ici, les rues étaient calmes, le climat sympa et chaleureux, et peu après nous sommes rentrés dans un supermarché, ce qui a permis aux gens de se recharger en eau et nourriture. L'eau que j'avais utilisée pour nettoyer les yeux des gaz lacrymo était épuisée, et le temps étouffant avait rendu cette marche assoiffante.

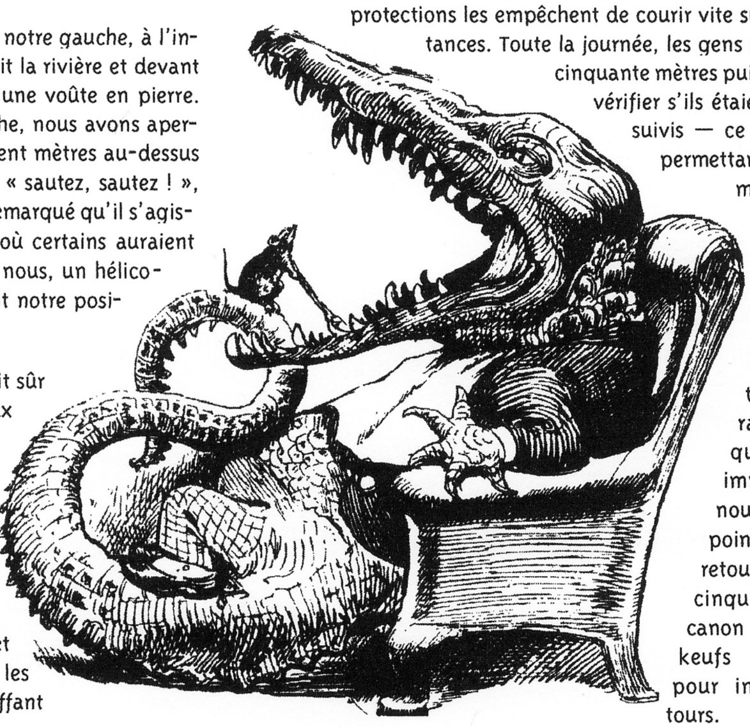
Notre petite colonne continuait à monter la colline, pénétrant maintenant clairement dans le secteur assigné aux Roses après la rivière, mais jusqu'à présent nous n'avions pas rencontré de manifestant. Finalement, en haut de la colline, nous vîmes un autre petit groupe, juste après une série de petits immeubles résidentiels. Alors que nous approchions de l'entrée de celles-ci, des voitures de luxe ont accéléré et se sont engouffrées dans une rue de côté. Rétrospectivement, il s'agissait sûrement de délégués utilisant la dernière entrée non bloquée.

J'étais trop épuisé pour porter plus d'attention sur ce qui se passait et je me suis effondré sous un arbre. Un gars en vélo a dit à tout le monde que la route qui venait de derrière le pâté de tours était la dernière entrée non-bloquée du Congrès du FMI. Quelque peu réticent, j'ai suivi la petite bande sur la route bien qu'à cet instant je pensais que la chose la plus sage était de partir avant que la police ne se déchaîne contre notre groupe en décomposition.

Après environ deux cent mètres, la route atteignit la crête de la colline et conduisait droit au Centre. Ce fut la première fois que je le vis distinctement, cette fois plus ou moins sur la même plan que moi, et non pas en haut d'une colline infranchissable. Il était à deux cent mètres. La seule chose qui nous séparait du Centre était une seule rangée de barrières de police de l'autre côté de l'intersection, cent mètres plus loin.

Cette vue était suffisante pour que la centaine de personnes masquées charge la mince ligne de police. Ils se sont arrêtés et ont regardé pendant deux secondes puis ont tourné et couru, jusqu'à l'hôtel à côté du Centre, et on tourné avant de disparaître. Sachant qu'une contre-attaque massive était inévitable, j'ai marché jusqu'à l'intersection et légèrement au-delà. Ceux qui étaient devant ont atteint l'hôtel, à quelques mètres du Centre et ont commencé à jeter des pavés sur le bâtiment et sur les délégués qui regardaient dehors depuis le balcon de l'hôtel. Plus tard, quelqu'un m'a dit qu'il avait même été jusqu'au centre des Congrès.

Derrière moi, quelqu'un à l'intersection a hurlé « vite, la police revient ». Je suis retourné à l'intersection et au moins plusieurs centaines de flics anti-émeute arrivaient en trottinant vers nous. Derrière moi, ceux de l'hôtel revinrent à toute allure dans la rue et je ne fus pas long à les rejoindre. Lorsque j'ai regardé derrière mon épaule, j'ai vu un canon à eau venir à toute allure du coin de l'hôtel et des centaines d'autres policiers. Au bout de la rue, ils ont été rejoints par la police anti-émeutes que nous avions vu trottiner en provenance d'une rue latérale.



L'un des gros désavantages de la police anti-émeute c'est que leurs protections les empêchent de courir vite sur de longues distances. Toute la journée, les gens couraient ainsi sur cinquante mètres puis s'arrêtaient pour vérifier s'ils étaient toujours poursuivis — ce type de tactique permettant qu'ils ne nous mettent pas en déroute plus tôt dans la journée. Ainsi, nous avons passé le coin et atteint le haut d'une voie très longue, très raide et herbeuse qui longeait les immeubles pour nous ramener à notre point de départ. En se retournant, à moins de cinquante mètres, le canon à eau et tous les keufs s'étaient arrêtés pour inonder les alentours.

J'ai suivi un chemin qui zigzaguait en descendant le long des banques avec quelques autres. Lorsque la police anti-émeute eut atteint le sommet de la colline autour de nous, ils ont commencé à jeter des grenades flash et à tirer du gaz lacrymo plus bas vers nous pendant que nous descendions la pente. Nous avons atteint le bas et cherché le prochain endroit vers où courir, avec quelques personnes qui n'attendaient pas et se dirigeaient droit devant elles dans la rue qui conduisait directement loin du bâtiment.

Rencontre avec les pacifistes

Une fois que les choses se sont calmées, nous avons à nouveau remonté la route vers l'intersection qui mène à celle du Centre, mais des centaines de policiers étaient visibles en haut de celle-ci. Là, nous avons rejoint quelques sections manquantes du Bloc bleu, y compris le groupe de Samba anarchiste, et collectivement nous avons décidé que nous devions bouger de là avant que la police ne parvienne jusqu'à nous. Alors que nous remontions la colline, nous avons commencé à rencontrer quelques membres du cortège rose qui nous précisaient qu'ils avaient un blocus non-violent sur la route à double-sens qui mène au Centre. Le pont que Ya Basta tentaient de forcer à leur façon était la même route à double-sens, mais de l'autre côté du Centre.

Il y eu un moment tendu lorsque la partie du Bloc bleu est arrivée à cet endroit, la plupart étant masquée, portant des drapeaux anarchistes et des pavés. Le blocus pacifiste n'était d'évidence pas intéressé par la venue de ces éléments qui brisaient l'atmosphère amicale qu'ils avaient

créée avec la police ; à notre arrivée, ils ont dit : « *s'il vous plaît, asseyez-vous — pas de violence* ». Quelques uns des types les plus chauds en tête du cortège bleu jetèrent des pavés au-dessus des têtes des pacifistes assis sur la route, sur la ligne des Robocops. Heureusement, ils furent rapidement retenus par les plus calmes du cortège bleu avant que la police puisse utiliser ceci comme prétexte pour charger.

Une dispute a alors éclaté entre les éléments les plus énervés des Bleus et les leaders du sitting pacifiste. Il semble qu'il s'agissait de Léninistes dispersés à l'arrière de leur groupe et de nombreux jeunes Suédois devant le nôtre. Comme je pensais que c'était un peu excessif de les embrouiller au nom d'une confrontation violente dont ils ne voulaient pas et que j'étais complètement épuisé, j'ai décidé de m'asseoir avec eux au moins pour un instant.

Bien que les choses soient restées tendues un moment, plus aucun projectile ne fut jeté. Le moment le plus tendu fut probablement lorsque quelqu'un crétin dans la foule pacifique a commencé à chanter en chœur « *Give peace a chance* » [2]. Je sentais que cela provoquerait à coup sûr une réaction des gens qui venaient de passer quelques heures à se faire maltraiter par les gaz lacrymogènes, les grenades flash, les matraques et les chiens. Mais par chance, ils ont arrêté de chanter et ont commencé à chanter des choses plus cool. Certains des éléments les plus bagarreurs des Bleus ont bougé par la droite et ont disparu pendant que les drapeaux anarchistes sont restés en bas de la route un moment. Les pacifistes ont repris incantations « *pas de violence — s'il vous plaît asseyez-vous* » pendant un long moment mais ils ont semblé au fond assez ravis que la menace immédiate ait disparue.

Hors de vue sur notre droite, il se passait d'évidence quelque chose parce qu'on pouvait entendre les mêmes chants et qu'ensuite de grandes escouades de police anti-émeute courraient derrière la barrière pour revenir des minutes plus tard.

Je suis resté avec la manifestation pacifique une demi-heure, en partie parce que la police a soudainement sorti un canon à eau et remplacé les policiers à casques blancs de devant par des grappes de robocops portant des casques noirs. J'ai supposé à ce moment-là que ces casqués de noir étaient une sorte d'escouade plus puissante et je me suis dit que je resterais ici et me ferais arrêter si nécessaire s'ils chargeaient les pacifistes.

Les chefs de la section rose pacifiste se sont avancés et ont parlé à des chefs de la police anti-émeute. Puis ils ont annoncé qu'il y avait une réunion sur le côté et que chaque groupe d'affinité devait envoyer un porte-parole. Les flics se sont un peu relâchés et ont repris la pose en stand-by plutôt que «prêt à charger» qu'ils avaient quelques minutes plus tôt. Puis les flics en casques noir furent changés et remplacés par ceux à casques blanc. A ce moment, les pacifistes ont commencé une véritable salve d'applaudissements — je suis forcé d'assumer que c'était pour la police !! D'évidence, le bruit constant des grenades et les nuages de gaz lacrymo venant des autres secteurs ne les avaient étrangement pas détournés de leur attitude amicale envers les flics.

Plus tard, j'ai su qu'il y avait eu des négociations sur un des blocus à un endroit pour permettre aux restaurateurs et autres travailleurs de sortir du Centre. Je suppose que c'est probablement ce que j'avais vu, mais j'ai levé le camp au moment où tous ces applaudissements m'ont persuadé que ce n'était pas vraiment avec ces gens que je voulais me faire arrêter.

C'est à peu près à ce moment que l'histoire a commencé à circuler que la police avait dit aux délégués que comme ils ne pouvaient garantir leur protection au centre ville, le spectacle à l'Opéra de cette nuit-là était annulé. Comme l'objectif prévu par le blocus était d'arrêter la représentation à l'opéra, nous avions réussi — non pas comme cela serait arrivé à l'aide de sitting non-violents (les délégués seraient partis en métro), mais en harcelant la police.

Confrontations en centre ville

Alors que je continuai ma longue marche dans le centre ville, j'ai rencontré à nouveau le Bloc bleu, menant cette fois une bataille rangée dans une rue latérale qui menait à une artère principale avec une ligne de tram. Les effectifs étaient remontés jusqu'à peut-être trois cent personnes, mais cela semblait encore un nombre ridiculement petit pour s'attaquer à onze mille policiers anti-émeute.

De l'autre côté de l'artère principale, un grand nombre de tchèques observaient le déroulement de l'émeute. Tout à coup, en bas de la route, une voiture a fait une embardée visant de manière délibérée un groupe de manifestants. Probablement une attaque d'un fasciste, ils traînaient depuis le début du week-end à l'affût de victimes potentielles. Quelle qu'en eût été la cause, les effets en furent intéressants. Les tchèques de l'autre côté de la route ont commencé à hurler en montrer du doigt la voiture, ce qui a permis au petit groupe qui déterrait des pavés un peu plus haut de lapider la voiture alors qu'elle tentait de s'enfuir.

Après cela, les manifestants ont tordu les barrières qui séparaient la rue du trottoir et les ont déplacées pour bloquer la route. C'est à ce moment-là que j'ai vu un pacifiste chronique déclarer en anglais (d'après l'accent, c'était un américain) à une équipe de télévision que tout ces « autonomes » n'avaient rien à voir avec la manif, un couplet qui sera repris plus tard par certains des organisateurs de l'INPEG. Au même moment, à quelques centaines de mètres, une centaine de ces « autonomes » qui avaient probablement poussés du sol en une nuit continuaient la bataille contre la police.

Vers cette heure-là, la nuit commençait à tomber et il nous apparut qu'il valait mieux abandonner le blocus avant l'arrivée inévitable de la police anti-émeutes. L'Anarchist Samba Band réapparut et tout le monde leur emboîta le pas. Quelque chose d'intéressant s'est produit, le nombre de manifestants marchant vers le centre ville a augmenté jusqu'à réunir 2000 personnes environ, sous les seules bannières visibles : les drapeaux noirs.

Abandonnant les barricades, nous marchions sur le centre ville en formant une longue colonne. Devant, la Samba Band jouait (très bien) et les rues sans voitures transformaient la marche en un carnaval victorieux. Lorsque nous passions devant les immeubles résidentiels, de chaque côté de la rue des gens se mettaient au balcon pour regarder cette étrange procession, pas mal de personnes nous faisaient signe. Ma fatigue disparut d'un coup, nous avions l'impression de contrôler la rue et c'était vrai : plus aucun flic visible aux alentours, seul l'hélicoptère continuait à survoler la ville.

Alors que la nuit s'installait, un cracheur de feu se mit à l'œuvre à l'avant du cortège pendant que le groupe de musique embrayait sur des rythmes plus souples. Pendant les breaks, la foule levait le poing en l'air en criant « Hey ! ». Lorsque nous croisions un tram, les conducteurs faisaient sonner leur cloche et l'ensemble en venait à ressembler aux films d'Eisenstein. De chaque côté du cortège, des individus masqués cassaient les vitrines de chaque banque rencontrée mais l'esprit de confrontation qui avait régné toute la journée faisait place à un sentiment de joie victorieuse.

Après une longue route, nous sommes arrivés en haut de la place Wenceslas où le Mac Donald's fut rapidement attaqués par certains, en tête du cortège. Il y eut ensuite une brève retraite, suivie d'une charge

lorsque nous nous sommes rendu compte que les flics qui avaient chargé étaient seulement une vingtaine. Les gens s'éparpillèrent ensuite sur la place, se mêlant aux tchèques, aux touristes et aux autres manifestants qui s'y trouvaient. En haut de la place, la terrasse du Musée National était remplie de badauds qui voulaient regarder ce qui allait se passer.

Quelques temps après notre arrivée, un cortège composé d'une centaine de personnes est arrivé de la rue qui menait en haut de la place. Ils furent d'abord accueillis par des cris d'enthousiasme avant que nous réalisions que ceux qui étaient au premier rang scandaient « *non à la violence !* » et avaient fait probablement tout ce chemin depuis le blocage des roses pour nous policer. Ils furent complètement ignorés et ça m'a amusé de voir des clones du pacifiste chronique que j'avais vu en train de parler à l'équipe de télévision, faire leur show pour les caméras, debouts devant le Mc Donald's comme s'ils le protégeaient. Un exercice absurde puisqu'il n'y avait plus rien à protéger.

J'avais décidé qu'il était l'heure de rentrer et je me dirigeais vers la station de métro en bas. Ce que nous ignorions, c'est que le FMI avait décidé de programmer l'Opéra dans une nouvelle salle, le Centre des expositions. Ce plan fut découvert, et un certain nombre de manifestants organisèrent des embuscades avec des bombes de peinture sur le chemin de la salle, ce qui conduisit à l'annulation définitive de l'Opéra. Le FMI et ses protecteurs venaient d'essuyer une double humiliation.

Lorsque nous avons atteints le milieu de la place, nous avons vu des rangées de casques blancs rentrer par le bas et commencer à charger vers nous. La bagarre avec la police qui avait été longtemps attendue allait enfin avoir lieu, les délégués étaient rentrés dans leurs hôtels et la police était déterminée à arrêter et tabasser tous ceux qui traînaient pour se venger. Nous avons donc pris la fuite par le haut et la décision de nous échapper par la première route que nous trouverions.

Nous avons battu en retraite avec assez d'avance sur la police anti-émeute pour le faire calmement. Nous avons dépassé le bloc pacifiste qui était toujours devant le musée à scander « *non violence* ». En passant, j'ai glissé à ceux qui étaient au bord qu'ils feraient mieux de se tirer vite fait avant l'arrivée des keufs. Pour ce conseil, j'ai reçu des regards perplexes et hostiles, et comme je n'allais pas traîner pour argumenter, je suis parti.

A quelques centaines de mètres de là, je me suis retourné au moment même où une salve de gaz lacrymogènes et de grenades-flash s'abattaient sur le perron du Musée National, à l'endroit où les tchèques et les pacifistes se tenaient. Un tchèque avec lequel je me trouvais m'a fait remarquer que c'était la première fois que cela se produisait depuis l'invasion russe de 1968. Il était vraiment temps de rentrer !

traduction de l'anglais, CS et S.

Ce récit irlandais est sorti dans la semaine qui a suivi ces événements et a été publié sur a-*news*. Nous avons traduit « *stun grenades* » par *grenades flash*.

1 Le signataire français de ce texte est Alternative Libertaire France. Les autres sont notamment le Worker solidarity movement (WSM, Irlande), la Fédération anarchiste anglaise, l'Organisation révolutionnaire anarchiste Solidarita (Tchéquie) ... Voir AL n°90, octobre 2000

2 « *Donne une chance à la paix* ». Il s'agit d'une chanson de John Lennon de 1971 à propos de la guerre du Vietnam.

Quelques actions de solidarité avec les arrêtés de Prague

• Vendredi 29 septembre, environ 15 anarchistes (certains revenaient de Prague) ont occupé les bureaux d'*Amnesty International* à Athènes, en solidarité avec les manifestants arrêtés à Prague. Ils ont occupé ces bureaux pendant trois heures, accrochant une banderole au balcon et envoyant des fax contenant un message de solidarité avec les emprisonnés au Bureau de la Présidence et au Ministère de l'Intérieur tchèques ainsi qu'à l'Ambassade tchèque à Athènes. Ce texte a aussi été envoyé aux anarchistes praguois.

• Vendredi 29 septembre, une centaine de personnes a manifesté à Berlin devant l'ambassade tchèque pour protester contre les arrestations de manifestants contre le sommet du FMI. La réponse des autorités se faisant attendre, une douzaine de personnes ont entrepris d'occuper l'ambassade. Après deux heures de discussions avec l'ambassadeur, ils ont pu sortir librement.

• Jeudi 5 octobre, la mission permanente du FMI à Genève a été occupée. « *Dès la nouvelle des arrestations et de la répression qui a sévi à prague, un petit groupe à décidé de faire au moins le strict minimum qui devait être fait depuis le centre de la bête. Un rassemblement à été convoqué devant la mission permanente de tchéquie à Genève pour le jeudi 5 octobre. Pendant que les manifestant-e-s se regroupaient (environ 60 personnes) devant le bâtiment de tchéquie bien protégé par les flics, un groupe d'une douzaine de personnes rentrait sans le moindre problème dans le siège du F.M.I. et s'y enfermait. De là des messages de protestation contre le gouvernement tchèque et des messages de soutien aux prisonnier-e-s ont été faxés avec papier à entête du F.M.I., pendant que la manif rejoignait les abords de l'immeuble avec des banderoles demandant la libération des prisonnier-e-s. Les flics pris de court étaient assez embêtés voir carrément emmerdés. L'occupation a duré 3 heures et ne s'est terminée que par une fouille et un contrôle d'identité. Normalement, il n'aura pas de suite car il n'y aura pas de plainte de la part du F.M.I. qui ne veut sûrement pas ternir encore plus son image. Mais vu les événements yougoslaves (le même jour), l'action et surtout la situation pour les centaines de prisonnier-e-s sont tombés dans l'oubli volontaire. En espérant surtout que ce n'est qu'un début dans cette ville qui pue tellement la paix sociale et où tous les symboles de l'exploitation mondiale sont présents !* ».

• Vendredi 13 octobre à Poznan (Pologne), une foule de manifestants a visité le Consulat tchèque en criant « *libérez les prisonniers* », « *le capitalisme doit crever* » et « *solidarité internationale* ». Peu après, la plaque du Consulat accrochée au mur extérieur a disparu, rejoignant notre collection de trophées. Huit personnes ont été arrêtées et libérées quatre heures après.

Les ambassades tchèques à Stockholm, à Londres et en Espagne ont été également occupées et parfois quelque peu endommagées.

Le squat : un problème à vos solutions

[Nous publions ci-dessous les deux premières parties de l'histoire des squats lillois, extraites de *La Monseigneur*, zine des squatteureuses du coin. On le trouve, avec plein d'autres choses, sur leur site : http://www.squattalille.f2s.com/. Pour toutes infos, écrire aux Impôsteures - 28bis rue de Trévise - 59000 Lille]

Voici le grand feuilleton de l'Automne dans la plus pure tradition des grands quotidiens passés. Vous retrouverez donc à chaque numéro de *La Monseigneur* un épisode de l'histoire partielle et anecdotique des squatts de Lille...Bonne lecture...

AUCUN SQUATT D'ACTIVITÉ, depuis de nombreuses années n'avait revu le jour à Lille avant 1995. La ville comptait bien quelques maisons occupées illégalement, des appartements ou des courées squattées mais rien de démonstratif ou politiquement revendiqué. Deux groupes politiques locaux parlaient à l'époque de ce thème : *Humeurs noires*, le groupe lillois de la fédération anarchiste et *Aktion*, groupe anarchiste autonome. Les plus anciens sur la métropole furent également les plus timides sur ce thème. Le tract élaboré en 1994 par le groupe *Humeurs noires* ainsi que la campagne d'affichage orchestrée de concert avec la C.N.T. sur le thème "*gérons nous même la ville* " illustre cette timidité. Nous mettrons sur le compte de la réserve et d'un souci rhétorique légitime cette approche mesurée que la vindicte extravagante d'un de leur membre — Eric Dussart pour ne pas le nommer (C.N.T.), viendra totalement ridiculiser dès l'ouverture du Clos Ferrer... Le groupe *Aktion* semblait plus pugnace dans sa volonté de rupture face au monde existant. Son tract intitulé "*les maisons à ceux et celles qui les habitent*" diffusé quelques mois avant la définitive disparition du groupe appelait clairement à la réquisition de bâtiments vides et affirmait son soutien indéfectible aux squatteurs et squatteuses qui s'opposaient de par leurs pratiques de vie au capitalisme et à l'état. Nul doute que ce groupe aura œuvré à la naissance du projet d'ouverture d'un squatt en exposant aux militantEs lilloisEs la nécessité de créer des espaces de vie autonomes et l'urgence de briser les barrières de la légalité dans la lutte.

Le collectif antifasciste *BASTA*, impulsé par les membres d'*Aktion* et qui naquit en 1994 de la volonté de quelques individuEs de s'organiser de manière autonome hors des cadres sclérosés du militantisme de l'époque, ne parlera à aucun moment des squatteurs/euses dans ses tracts mais sera à la base du mouvement de par l'investissement d'un grand nombre de ses membres dans l'ouverture du Clos Ferrer. Pour finir, d'autres personnes, à titre individuel, tentaient à cette époque de promouvoir les occupations sauvages de lieux abandonnés à travers des tables de presse (en autres celle tenue par un exilé bruxellois du *Guernica*), des fanzines (*Réagir* pour n'en citer qu'un) ou l'organisation de concert punk hardcore issus de la mouvance squatt qui jouaient régulièrement au *Thémis*, rue de la Monnaie (on se souvient encore d'un Charlie Haper exhibant modestement un vieux t.shirt *squatt the world*). C'est d'ailleurs autour de préoccupations musicales que naquit initialement l'idée d'ouvrir quelque espace autonome susceptible d'accueillir des groupes musicaux étrangers. Le collectif *Basta* investi dans la lutte antifasciste radicale consacra nombre de ses réunions, qui se déroulaient au Centre Culturel Libertaire Benoît Broutchoux, à discuter de la nécessité d'occuper illégalement des lieux de manière ponctuelle afin d'une part d'y organiser des manifestations culturelles ou politiques en totale autonomie (car jusqu'alors, les lilloisEs étaient tenuEs d'organiser concerts et activités dans des bars ou certaines salles municipales louées ou négociées comme pour le festival "Art et Anarchie " organisé par *Humeurs noires*) et d'autre part afin de développer sur Lille une conscience politique forte autour d'enjeux concrets comme la ré-appropriation de l'espace urbain et la mise en pratique de certains idéaux.

C'est ainsi que se constitua un noyau d'une dizaine de personnes autour d'un projet d'ouverture protéiforme mais concret. L'envie de partager une aventure qui promettait d'être excitante galvanisa rapidement le groupe et motiva de fréquentes rencontres durant l'été 95. La première eut lieu dans le désormais défunt parc des Dondaines à Fives où chacun/chacune exposa ses motivations quand à une éventuelle ouverture. Autour de jus de fruits et de chips, d'aucuns avouèrent n'avoir qu'une idée totalement imprécise de ce qu'ils/elles voulaient réaliser tandis que d'autres devisaient de leur désir de vivre en communauté, parlaient de leur expérience autonome parisienne ou exprimaient l'envie très basique d'agiter la vie lilloise bien trop calme au goût de tous-tes. Les premiers quartiers visés furent ceux de Fives et de Mons car certainEs vivaient dans ce secteur ou y avaient résidé, ce qui facilitait le repérage des bâtiments exploitables. Périphériques au centre de Lille, ces quartiers représentaient également les zones dites populaires de la métropole dans lesquelles nous désirions développer nos projets. De très nombreuses maisons y sont aujourd'hui encore abandonnées ainsi que des courées et quelques grandes bâtisses (manufactures, entrepôts ou usines) qui témoignent toutes du passé ouvrier de la région. La récente construction du centre d'affaires *Euralille* (avec sa gare Lille Europe et la nouvelle planification du périphérique qui en découle) provoqua dès 1994 une restructuration du quartier de Fives et l'apparition d'une spéculation âpre et insidieuse sur les bâtiments rachetés par les promoteurs ou laissés à l'abandon.

Un rapide tour de vélo permit de repérer certains lieux qui s'avérèrent quelques jours plus tard être totalement vides et commença alors le moment le plus grisant de l'opération, les visites joyeuses et nocturnes des vestiges urbains. Les portes murées, les entrées barricadées ou les murs délabrés renferment mille merveilles que seule un peu d'audace permet de découvrir, et de l'audace, nous en avions beaucoup cet été-là. Surmontant le vertige, la peur du noir ou la crainte des rats, le petit groupe s'insinua dans de nombreux bâtiments fivois pour y faire de surprenantes rencontres — du toxicomane en manque que des lampes assassines débusquent au squatteur discret dont nous présumions découvrir le sommaire mobilier —. De ces ballades nocturnes subsistent quelques frayeurs bien senties, une trottinette rouge et un vieux tas de fanzines punks dont les premiers *Tuez les tous*. Néanmoins, peu d'endroits visités correspondaient au projet de fête sauvage visé et nos recherches se fixèrent au début du mois d'août sur un énorme bâtiment situé rue Lannoy à Fives : les locaux abandonnés de *Liberté hebdo*. Faire la nique aux proprios dans un espace repris aux communistes emballait l'assemblée de promeneurEUSES et ce fût sur cette joyeuse perspective qu'une partie d'entre eux/elles partirent en Ariège pour le camping antipatriarcal tandis que les autres continuaient sans conviction leurs visites de minuit, juste pour le plaisir.

Le camping antipatriarcal qui se tenait près de Foix accueillit environ 150 personnes dont quelques squatteureuses de Nantes (qui occupaient le squatt le *Courtois* en hommage à Georges), de Paris, Genève, Lyon ou Rennes. Principalement basé sur des ateliers de discussions autour des rapports de sexe ou sur des exposés concernant le féminisme et les luttes de l'époque, les participantEs eurent l'occasion de créer des liens forts autour d'une vie communautaire parfois difficile mais toujours

enrichissante. Quelques jours avant la fin de cette rencontre, un groupe de femmes condamna l'hypocrisie d'un tel événement devant le comportement d'hommes autoproclamés antisexistes qui réintroduisaient sous couvert de progressisme des schémas et attitudes sexistes notamment dans le domaine affectif. Violente, cette réaction de femmes en colère plongea l'ensemble des campeureuses dans un profond malaise qui poussa certainEs à déserter, d'autres à s'autoflageller et laissa les dernierEs totalement pantois puisque pour beaucoup ce camping était la première réunion de la sorte, voire la première confrontation à ce genre de réflexions. Au terme de cette crise une partie des partipantEs resta profondément liéEs autour de cette expérience qui fut dé pour tous et toutes. La lettre d'un compère resté sur la métropole rappela néanmoins à la réflexion puisqu'elle annonçait, flyer à l'appui, l'ouverture d'un lieu le samedi 9 et dimanche 10 septembre 1995. Personne n'y croyait plus vraiment mais ce petit tract jaune mal photocopié mit l'assemblée devant le fait accompli : nombre de squatteurs et squatteuses présentes ainsi que d'autres campeureuses convinrent de cette date d'ouverture pour fixer les retrouvailles après le retour de chacun chacune chez soi. Ainsi, le camping antipatriarcal scella définitivement ce projet d'ouverture qui nous plongea toutes et tous dans un profond scepticisme au retour d'Ariège, comme en témoigne la lettre d'un des instigateurs du projet daté du 6 septembre 1995 où il écrit : « *(...) juste quelques jours avant ce W.E débile du 9-10 septembre à Lille - vivement le 11...(...)* ».

C'est donc l'estomac noué que le petit groupe se retrouva le vendredi 8 septembre au soir dans la petite salle du haut du C.C.L. rue Denis du Péage à Fives, l'air grave, la mine désappointée : après avoir revisité les anciens locaux de *Liberté Hebdo*, il fallait se rendre à l'évidence que ceux-ci ne se prêtaient pas à cette fête d'autant plus que l'adresse avait été distribuée par voie de tract dans toute la france...

C'est sur cette note angoissante que nous terminons ce premier épisode, le prochain concernant évidement la tumultueuse ouverture du Clos Ferrer... Pour toutes omissions ou remarques, vous savez à qui vous adresser.

DEUXIEME PARTIE

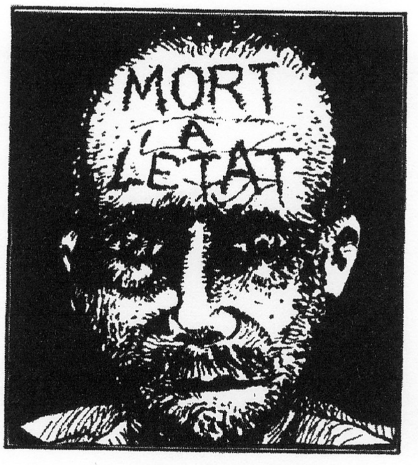
Morgue-Ouverture-Intervention policière-Aménagements-Concerts-Lettre au voisinage-Première réunion

Ce récit est purement anecdotique et partiel voire partial...Cette pré-diffusion du texte permet néanmoins une réécriture collective différée avant l'édition définitive de l'historique. Contactez nous pour vos commentaires et modifications. Cimer...

NOUS NOUS RETROUVIONS DONC la veille de cette fête d'ouverture et quelques heures avant l'arrivée des convives sans lieu et embarrasséEs. Nous avions écumé tout le quartier les jours précédents et nous nous étions même aventurés aux limites de notre zone, au bord du périphérique, pour visiter un énorme bâtiment fraîchement repéré. A notre arrivée sur les lieux, nous n'étions plus très sûrEs de vouloir y pénétrer après qu'un des nôtres ait vu sortir une voiture de flics de la cour. Ceci aurait dû nous avertir mais la pression mêlée à une curiosité soigneusement entretenue nous priva de tout bon sens. Après quelques hésitations, nous poussâmes la porte non verrouillée du lugubre immeuble pour pénétrer dans un long couloir dont le fond semblait être étrangement éclairé d'une lumière bleuâtre.

Ce ne fut qu'après avoir entendu quelques conversations étouffées que nous prîmes la fuite comprenant que le lieu n'était pas abandonné mais recouvert d'une chape de plomb moribonde. Il est d'ailleurs toujours en activité puisqu'il s'agit de la morgue ! La rue Denis du Péage est perpendiculaire à la rue Dupuytren qui la clôt rapidement. Des fenêtres du CCL dans lequel nous étions réunis et où arrivaient peu à peu les personnes mobilisées pour l'opération, on apercevait une grande porte métallique bleue recouverte de graffitis. L'habitude que recouvrait cette vue l'avait fait momentanément disparaître et on passa plus de temps à se demander pour quelles raisons on n'y avait pas pensé plus tôt qu'à investir le vieil immeuble de bureaux désaffectés dont cette porte nous rappela l'existence. Malheureusement pour la légende, l'ouverture ne nécessita aucun pied de biche puisque l'endroit était déjà ouvert et notre entrée fut des plus discrètes car il existait deux accès au bâtiment, l'un fermé donnant sur la rue, l'autre camouflée donnant sur la cour. Celle-ci renfermait quelques années auparavant une filature appartenant à la famille *Boutry* et rien ne l'avait remplacé depuis sa destruction hormis une pauvre végétation typiquement locale et deux pelleteuses en mauvais état. Une rapide visite des locaux fixa définitivement notre choix sur cette masure aux vitres brisées et nous commençâmes rapidement le ménage avant l'arrivée des premiers groupes.

Le CCL nous fournit malgré lui les premiers balais et une dizaine de personnes s'activèrent bruyamment durant quelques heures avant l'inévitable entrée en scène de la Brigade Anti Criminalité. Entre temps étaient arrivéEs quelques squatteureuses parisienNEs, un beauvaisien et quelques punks locaux. Fidèles à leur réputation, les policiers de la B.A.C. s'énervèrent rapidement sur la porte que nous tenions tant bien que mal fermée en repoussant les coups de pression des flics qui tentaient de l'enfoncer. Si la grande cour nous avait assuré d'une parfaite discrétion, elle avait également permis aux keufs d'investir les lieux sans qu'on y prenne garde et la résistance se fit dans une panique relative. Les quelques personnes qui apparurent aux fenêtres leur expliquèrent qu'on occupait les lieux depuis la veille, que des enfants dormaient et que nous leur aurions été gré de quitter les lieux et d'arrêter le tapage qu'ils causaient dans ce quartier ouvrier d'ordinaire très calme. Tant de fronde et d'insolence les excita pour de bon et après nous avoir gazés, ils jetèrent plusieurs pierres dans les vitres pour ensuite tenter de nous atteindre derrière la porte restée inébranlable. Gageons qu'ils seraient rentrés s'ils avaient persévéré quelques minutes de plus mais nos voyous en uniformes, ravis d'un tel exercice, préférèrent continuer leur ronde et rangèrent tonfas et maglights pour aller se laver les mains. Il ne nous restait plus qu'à balayer les éclats de verre, constater les dégâts d'une façade déjà partiellement ravagée et consolider le barricadage de la porte d'entrée. Le reste de la nuit fut calme et nous permit de visiter les innombrables pièces que comptait l'immeuble dont nous ne comprenions absolument pas la configuration des couloirs et des escaliers s'offrant au noir à chaque étage. Quelques inscriptions attirèrent notre attention puisqu'elle semblait indiquer les fréquentes visites d'un certain loup solitaire, tourmenté pour le coup.



Le flyer qui annonçait cette fête stipulait dès 10 heures avec des discussions-tables rondes (histoire de faire avancer le schmilblick, pourquoi pas ?), par exemple sur le Chiapas, les prisons, les squatts, l'exclusion relationnelle,... Elles n'auront pas lieu devant l'ampleur du travail qui nous attendait et la plupart des personnes qui arrivèrent participèrent au ménage, au barricadage ou à la décoration du lieu avant de profiter de la soirée, quoique certainEs aient préféré boire des bières dans le terrain annexe prétextant leur position privilégiée en cas de descente de keufs. Ils ne se firent pas attendre et réapparurent en nombre en milieu d'après midi encerclant l'ensemble du bâtiment. Correctement barricadés, les nouveaux et nouvelles squatteureuses se montrèrent beaucoup plus efficaces que la veille devant le commissaire de permanence venu leur signifier leur prochaine expulsion. Alors que masquéEs et cagouléEs les occupantEs se massent aux fenêtres, des banderoles apparaissent sur les deux façades du squatt dont un pathétique au secours. Un groupe de personnes occupent les toits, les pierres aux pieds, prêtes à défendre l'endroit fraîchement conquis que les flics menaçaient de leur présence. Après qu'un ami ait été interpellé en franchissant les barrières de la cour, trois personnes acceptent de descendre parler aux keufs malgré la désapprobation de nombreuxSEs squatteureuses. La riposte organisée aux forces de l'ordre ➢➢

La Monseigneur

Feuille d'Infos clandestine et à parution aléatoire émanant d'une obscure bande de squatteureuses à Lille. 5.9 triple zéro

➢➢ plonge en quelques instants le petit groupe qui se lamentait encore la veille dans une lutte offensive héritière des modèles allemands et néerlandais. Les velléités des occupantEs découragèrent les autorités qui acceptent l'occupation de la friche pour deux jours menaçant de revenir si le bruit motivait quelques plaintes du voisinage et ils relâchent la personne qu'ils avaient interpellée. La bande exulte alors de joie. Le sentiment de victoire partagé par les squatteureuses accentue selon toute logique leur insolence et leur permet de prendre conscience qu'ils sont en train de vivre un événement retentissant dans l'histoire lilloise, du moins les prémisses d'une longue série d'occupations.

Marco des *Nawaks* branche l'électricité en façade devant les yeux médusés des voisins tandis que d'autres creusent un trou dans le terrain qui fera office de chiottes pour le week-end. Le mauvais état de tuyauteries ne permet aucun branchement d'eau et le ballet des jerricanes et des tonneaux se met en branle afin d'alimenter la cuisine et de permettre le nettoyage du Sleeping. Les tags fleurissent sur les façades du bâtiment, ainsi que sur les murs intérieurs; la pancarte de la SEDAF plantée à l'entrée du terrain annexe est repeinte alors qu'un premier sigle frappe la boite EDF : cette flèche cerclée symbole du courant alternatif qui stigmatise de par le monde squatts et espaces autogérés. Les *Tromatism* inaugurent l'ouverture des grilles du terrain en fin d'après midi de leur camion bringuebalant, avant que les rennaisEs, les parisiennEs, quelques personnes de Belgique, Genève, Bordeaux, Chateauroux, et d'ailleurs ne se pointent. Tous les journaux locaux insisteront sur cette formidable concentration de plaques minéralogiques et de piercings qui sidèrent les riverains sans pour autant les effrayer. Un petit groupe écrit une lettre aux voisins qu'on s'empresse de photocopier et de distribuer. Le porte à porte est comique, parfois déroutant. On nous amène des couvertures tandis que des volets se ferment, des verrous claquent à notre passage. Un énorme qui vit derrière ces murs marque l'enceinte des maisons mitoyennes. On recrute dans les rues : un mec de retour d'Ecosse est convié à rejoindre la raïa ; il troque les chaînes qui le maintenaient la veille aux grilles de la préfecture pour dénoncer la politique de reprise des essais nucléaires annoncée par Chirac contre le pied de biche et la monseigneur. Les groupes électrogènes s'installent et on s'active dans la pièce principale du rez de chaussée, celle sur laquelle ouvrent les deux énormes portes métalliques bleues. Ce sera définitivement la salle d'activité du squatt : une pancarte *Zé tro bu ici* indique le bar tandis que quelques affiches militantes participent au folklore. Les sacs sont montés dans la plus grande pièce du second étage, le sleeping faisant place à un salon improvisé. Petite panique à la cave, nous nous apercevons que nous n'avons pas ouvert les vannes d'eau mais celles du gaz : de toutes façons, plus rien n'est en état et les quelques émanations finissent de vider les tuyaux.

Le concert de *Tromatism*, le nouveau groupe de Loran, l'ancien guitariste des *Béruriers Noirs*, qu'annonçait le flyer d'ouverture attira de très nombreuses personnes qui s'amassèrent ce samedi 9 septembre dans la cour des anciens établissements *Boutry*. Les *Kraal* débutent le concert mais l'ensemble de la faune ne s'engouffre dans la salle étriquée qu'aux premières notes stridentes du groupe de Paris. Logorrhée musicale, cracheurs de feu, notre mère la Terre et autres pieuseries naturalistes bousculent l'assemblée totalement conquise par le spectacle nouveau sur Lille. Rien de plus qu'un concert punk classique mais les murs appartiennent à tous et toutes, l'entrée est à prix libre, les bières pas chères, des tables de presse jonchent l'entrée du squatt malgré le manque de lumière et on peut bouffer et s'asseoir où on veut. Il n'y a pas vraiment de scène et les musiciens fendent rapidement la foule qui forment deux longues rangées au centre desquelles une performance tient le pavé. Le concert se termine sur quelques projections de boue chères au groupe et tout le monde se précipite dans la cour pour reprendre son souffle, l'air de la salle étant littéralement irrespirable à cause de la sciure de bois jetée durant le spectacle. *Loran* nous avait demandé des copeaux de bois pour projeter dans le public, nous lui avions fourni de la sciure; nette différence lorsqu'il s'agit ensuite de respirer...

Le bruit et les nuisances dus à la forte concentration de punks auront sans aucun doute agacé les voisinEs malgré la lettre de courtoisie que les squatteureuses leurs avaient adressée l'après midi même et il fut décidé dans cette optique de réduire les concerts du lendemain et surtout de les avancer dans l'après-midi. Le dimanche 10 septembre fut inauguré par une réunion ouverte à tous ceux et toutes celles qui désiraient s'investir dans le lieu. RéuniEs dans une salle du deuxième étage, on fit un long tour de parole des cinquante personnes présentes durant lequel il fut envisagé de garder le lieu. Déjà quelques différents opposaient les adeptes d'une démarche artistique aux farouches partisanEs de la dimension politique de l'occupation qui ne récusaient pourtant pas une dimension culturelle : on parla très rapidement de végétarisme, de collectivité, d'ateliers et d'autogestion auxquels on opposa les notions bâtardes de respect, droit à la différence et d'alternative artistique. Plus d'une vingtaine de personnes manifestèrent néanmoins l'envie de vivre ensemble dans ce lieu et de s'y installer le soir même et un consensus proprement lillois s'ensuivit. Le cours de la réunion fut interrompu par la performance bruyante des *Nawaks* (spontané bamboule-core). Accompagnées d'une basse, quatre personnes sont descendues en rappel sur la façade pour y peindre d'énormes inscriptions : respect (tiens donc), squatt, reprenons nos vies ainsi que quelques sigles prônant homosexualité, lesbianisme et bien d'autres combinaisons, tandis qu'un gosse dont c'était l'anniversaire braillait dans un micro. Le squatt, malgré ces quelques nouvelles couleurs conserva une triste mine que rien ne vint gommer avant sa destruction. Chacun y alla de son graffiti ou de sa signature et même Polloi, un chat wazemmois, y aura laissé sa marque ce qui n'apporta rien à l'esthétisme post nucléaire du lieu. Le concert des *Reprises de tête* qui jouèrent après *anarchai es libertad* et l'intervention d'*Ensemble vide* connut un franc succès : ils débutèrent ce dimanche de septembre 1995 une longue série de concert dans les squatts lillois. Tout cela se finit par une monumentale bataille de chaussettes dans le sleeping et certainEs décidèrent d'aller enfin se coucher après trois jours d'intense activité.

La suite au prochain épisode...

OUVERTURES ET EXPULSIONS

• A Lille, trois nouveaux squats d'habitation ont ouvert courant octobre. Expulsion le 22 décembre de *Chez Grand-Mère* à Lille-Moulins à l'aide de 50 CRS. Par ailleurs, Olivier qui passait en procès le 20 décembre pour insulte à huissier a été condamné à 1 franc de dommage & intérêts et à un amende avec sursis. La crapule assermentée a obtenu en plus la publication du jugement dans les journaux du coin. En été, c'est le squat 90 rue du marché à Lille-Wazemmes qui a cessé d'être.

• A Paris, le squat situé 31 rue d'Alésia (Paris-14e) qui abritait des habitantEs mais aussi à l'occasion des activités — notamment liées à l'antispécisme — a été expulsé fin octobre. Il avait été ouvert il y a environ un an.

• A Grenoble, expulsion le 3 janvier du Centre Psychiatrik Autogéré, situé au 124 rue d'Alembert.

• A Dijon, deux nouveaux lieux ont ouvert. Le premier, *Il Pamplemousso Occupato* ouvert fin octobre au 18 rue du Midi, regroupe une partie des ancien-ne-s du 3 rue Saumaise. Il passe en procès le 9 janvier. Par ailleurs, la cour d'appel de Dijon a confirmé le 8 novembre la sentence contre deux anciens du Saumaise : 3 mois avec sursis + 10400 f d'amende et les frais de justice des flics pour « NoFun » et un mois avec sursis pour Stéphane. Le second lieu, *La Courdémone*, ouvert le 21 septembre au 15 rue du Parc (03-80-36-28-10), est un squat féministe. Entre autres activités : bourse aux vêtements gratuits, la Courdethèque (« *bibliothèque féministe alternative* »), des resto/video/débat non-mixtes, des expositions, bar associatif,...

• A Lyon, plusieurs nouveaux squats ont ouvert, dont *La Quincaillerie*, (du côté de Gerland) qui a fêté son ouverture les 15-16 décembre : « *La ville est mangée par l'argent. Notre maison restera indigeste !* ». Y sont prévus : concerts, débats, espace non-mixte filles, échange de connaissances,... Le second, nommé *Point Moc* a ouvert en avril au 12 rue Neyret dans le 1er arrondissement (04-78-39-42-69). Un atelier jonglage, un resto végétalien un mardi sur deux sont assurés. Il passe en procès le 8 janvier.

VOLER AUX RICHES POUR GARDER POUR NOUS

Deviens pas branque, braque ta banque

Assez de la morale bourgeoise ou faussement révolutionnaire, des bons samaritains qui risquent leur vie et leur liberté pour refiler leur butin aux pauvres comme si ceux et celles-là mêmes n'étaient pas de la même classe. Quelle absurdité que ce précepte chrétien sur lequel nous ne savons quellE littérateur a bâti le mythe réactionnaire de Robin des bois. Nous, nous avons décidé de voler les bourgeois et de garder les recettes pour nous et les nôtres car nous ne connaissons que deux classes et que la lutte sera toujours âpre et sans pitié entre eux et nous. Nous ne mendions pas, nous ne demandons rien à personne : on se sert, on pille et on vole. Nous ne reconnaissons ni dieu ni maître ni moraliste et n'avons que faire d'un Robin ou d'un quelconque de ses apôtres car nous avons décidé de prendre nos vies en main. On nous invente des héros comme si le peuple n'était capable de voler lui-même ce qui lui est dû ; on déresponsabilise les pauvres en leur imposant des chefs, des idoles comme s'ils attendaient qu'on les assiste dans leur misère... mais quels affronts devrons nous encore essuyer, mille bombes. Que le bourgeois saigne par mille lames, qu'on pende ce robin des bois et qu'on jette à bas cette société de classes. Les Impôsteures ont décidé de reprendre un haut lieu du vol étatique : le centre des impôts de la ville de Lille, comme un pied de nez aux autorités et à ceux et celles qui étouffent de leur morale. Combien de pauvres et d'exploitéEs ont écrit à cette adresse, sont venuEs vider leurs poches dans ses bureaux, se sont résignéEs à pleurer au pied de la porte ou ont lorgné sur ces fonds gaillardement surveillés pour ne pas se ravir d'une telle okupation. Nous prenons le droit d'investir ces locaux et d'y vivre comme bon nous semble sans droit de regard ni paternalisme. Le caractère coercitif que représentait ce bâtiment pour le peuple ne fait que nous conforter dans nos convictions et attise en vérité le plaisir que nous prenons à jouir des lieux. Il en ira de même des casernes, des églises, des palais de justices ou des mairies qui sont pour nous comme autant d'absurdités et croyez bien que nous vengerons ces murs de toutes les atrocités dont vous les avez rendus témoins et parfois complices.

Bientôt viendra votre tour de payer. Croyez le bien.

Les impôsteures se situent à l'angle de la rue de Trévise et de la rue de Douai, à Moulins, métro porte de Douai et vous pouvez leur écrire au 28bis rue de Trévise [59 000 Lille]. Dès le mois de septembre reprendront les activités : mardi soir resto vegan, mercredi après-midi atelier informatique et friperie, jeudi 14h atelier cycles, ateliers arts plastiques. L'infoshop ouvrira ses portes également courant septembre...

Tiré de *La Monseigneur* n°6, été 2000

Impressions lyonnaises

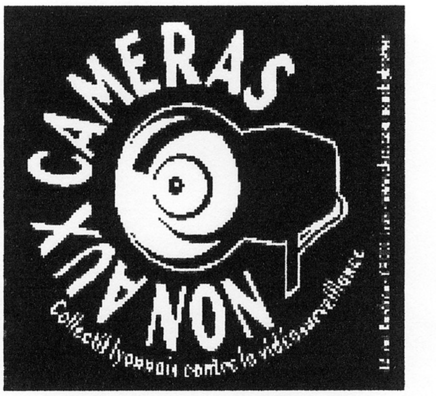
En arrivant à Lyon, je savais que le temps de squats comme le *Rap'Thou* (février 1991 à mars 1992), tendance centre social *à la toto*, était bien fini. En effet, les seuls lieux existants dont j'avais entendu parler s'orientaient désormais soit vers le côté artiste comme *Le Fromage* (7 rue Puits Gaillot, ouvert en mars 98), soit sont à présent légalisés comme *la Duende* (91 rue Montesquieu, bénéficie depuis janvier 99 d'un bail social collectif).

Dans ce dernier lieu, le resto du mercredi offre une particularité qui va peut-être avec sa légalisation, celle de n'être pas basé sur un système de récup'/bouffe ou d'auberge espagnole mais plutôt d'un comptoir derrière lequel on est servi, avec une caisse/théière que fait passer le cuistot à la fin. L'objectif affirmé de ce dernier (qui a évalué à 600 francs de frais chaque repas et une vingtaine d'heures de travail !) est d'offrir un tour du monde de la cuisine vegan raffinée... Cette conversation, ajoutée à l'ambiance propette et au racket final, m'a laissé une impression bizarre, d'autant plus que ce lieu héberge aussi des collectifs ou organise des débats.

Par contre, un nouveau squat a ouvert en avril 2000 sur les pentes de la Croix-Rousse, *Le Point Moc* (12 rue Neyret). Le propriétaire de cette maison du XVIIe siècle avec jardin, terrasse et tutti quanti est désormais le conseil général qui projette d'en faire un parking. L'ancienne proprio n'étant rien moins qu'une comtesse dont la famille a certainement participé à la répression de 1848. A présent, ce squat qui organise des concerts, des restos vegan, une bourse aux vêtements et un atelier jonglage passe en procès le 8 janvier. L'expulsion à court terme semble inévitable sur ces pentes désormais investies par des touristes qui bénéficient par exemple de traboules (passages couverts sous et entre les maisons) éclairées la nuit et repeintes au moindre tag apparent. Les bars branchouilles et leur clientèle de jeunes salariés alternatifs commencent aussi à y fleurir, avec les logements qui vont avec.

Un second lieu a ouvert mi-décembre, plus loin, dans le 7e arrondissement. *La Quincaillerie* est une ancienne usine avec une maison d'habitation et deux immenses entrepôts dont l'affectation en sus des concerts n'est pas encore déterminée. L'ouverture a quelque peu effrayé les forces armées puisqu'un détachement de la BAC a cru bon d'intervenir illico. Se rendant compte qu'il ne s'agissait que de squatters, ils s'en sont allés rapidement : c'est la proximité du lieu avec la Banque de France et son stock de futurs Euros qui les avait plutôt fait flipper.

Enfin, outre les activités marchandes de *La Gryffe*, c'est le *Collectif lyonnais contre la vidéosurveillance* qui a attiré mon attention. La mairie, toujours prévenante, a en effet décidé le 25 avril 2000 d'installer un vaste parc de 62 caméras dans les quartiers commerçants et autour de la Croix Rousse ainsi que d'augmenter leur présence dans le quartier de la Duchère (une



cité dans la ville). Il n'est guère étonnant que l'opposition municipale n'ait pas voté contre, y compris Gilles Buna, maire Vert du 1er arrondissement, le « *grand ami des squatteurs-venez-donc-me-voir-dans-mon-bureau-si-je-peux-faire-le-pacificateur-social* ».

Le collectif semble aujourd'hui un peu en sommeil (le 27 juin, il avait entre autres organisé place Sathonay un happening sur le thème de *Big brother et la matraque*) et certains de ses arguments relèvent du citoyennisme gluant.

Néanmoins, l'emplacement précis de ces caméras qui pivotent à 360° pour 11 millions de francs, des autocollants et des affiches ont circulé un peu partout. Dès leur installation (prévue en février 2001), la méthode la plus efficace sera certainement de les briser sur place...

Un passant

La lutte des prisonniers FIES en Espagne

Depuis plus d'un an, de nombreux prisonniers incarcérés en Espagne en régime FIES (équivalent des ex-QHS français) ont décidé d'entamer une lutte collective demandant la libération des prisonniers malades, le regroupement de ceux qui le souhaitent avec la fin des transferts, la suppression du FIES (créé en 1991). Ils ont mené des grèves de plateaux, de sortie, de parloirs et font circuler des textes à l'extérieur des murs. En Espagne, en Italie comme en France, des initiatives ont vu le jour, allant de bombages de murs et accroche de banderoles en passant par des manifestations, collages et l'envoi de colis piégés ou l'attaque d'entreprises qui exploitent des taulards. Une cinquantaine de détenus sont à présent en grève de la faim illimitée depuis le 1er décembre.

Par ailleurs, la répression en Espagne poursuit son chemin et le 10 novembre, Estefania Maurete Diaz et Eduardo Garcia Macias sont arrêtés (une troisième personne a échappé aux keufs). Ils sont accusés d'être les auteurs des sept colis piégés envoyés entre avril et juillet à des journaflics ou des crapules œuvrant à la paix sociale en taule. Qu'il s'agisse d'une manipulation policière ou de réalité quelconque, nous apportons notre entière solidarité à ces camarades. Si la première a été relâchée sous contrôle judiciaire, le second est toujours incarcéré à Soto del Real, tandis que Claudio Lavazza et Gilbert Ghislain, deux détenus anarchistes accusés d'être les cerveaux de cette histoire de colis ont été transférés. La presse, livrant là comme à son habitude la version de la police, a accrédité l'idée de connexions avec l'ETA et de démantèlement d'une « cellule anarchiste ». On voit déjà se profiler un scénario *à la Marini*, comme en Italie.

Les détenus soumis au régime FIES, dans lequel les matons pratiquent tortures et parfois des assassinats (trois depuis le début de l'année), sont ceux que l'Etat a décidé d'éliminer, ceux qui sont définitivement trop rebelles pour être « réinsérés ». Dans son extrême raffinement, il a aussi prévu ce régime comme chantage extrême pour calmer l'ensemble des autres détenus, pour leur faire sentir dans leur chair qu'au-delà de l'isolement, il y a pire encore : un programme scientifique d'anéantissement. La grève de la faim illimitée, qui s'exerce avant tout contre l'individu qui la mène, reflète dans ce contexte la faiblesse du rapport de force qui a pu s'établir depuis le début de cette lutte. Ainsi, toute action qui ira dans le sens d'une solidarité active comme l'attaque d'intérêts espagnols ou de boîtes liées à l'exploitation de détenus sera un pas supplémentaire permettant à ceux « de l'intérieur » de recourir à des formes de lutte moins destructrices pour eux-mêmes.

Nous reproduisons ci-dessous des textes de détenus FIES traduits de l'espagnol ainsi qu'une chronologie de cette lutte concernant «l'intérieur».

L'homme et le rat

Le bruit du fourgon de police, provenant du moteur en mauvais état, de sa structure formée de cabanons déboîtés par tant de kilomètres, couvrait celui de ma tâche ardue : je tentais de démonter, dans cet espace plus que réduit, le plancher du fourgon. Dans cet endroit si minuscule, il était impossible d'ôter les rivets avec ce petit morceau de fer mou qui gémissait à chaque tentative. Mes mains transpiraient, mon cœur battait plus fort quand les « picoletos » jetaient un coup d'œil pour vérifier que j'étais bien menotté et que je ne faisais aucune manœuvre suspecte. Ils connaissaient mon désir ardent de liberté et savaient que je pouvais tenter de m'échapper à tout moment. A quelques occasions, ils essayaient de dissimuler leur vigilance derrière de faux gestes humanitaires, en cachant leur hypocrisie. Pour regarder à l'intérieur du cabanon que j'occupais, ils me demandaient : « *Comment ça va, Avila ? Bien ?* ». Je souriais en me donnant le luxe de l'ironie, celle que nous réservons à certaines occasions, et je répondis : « *Très bien, fabuleux* ».

Il n'était pas facile de créer une ambiance détendue. Ils ne se séparaient pas de leur suspicion, pas même le temps d'allumer une cigarette. Ils voulaient arriver à destination à n'importe quel prix, mais la perfection est une utopie, et la sécurité est construite sur des piliers et des briques d'insécurité. Ainsi donc, peu à peu, le plancher du fourgon s'est ouvert. L'ouverture n'était pas assez grande, mon corps ne pouvait s'y introduire. Il fallait encore l'agrandir, je le fis. Mon euphorie était visible. Depuis la solitude et le plus cruel enfermement de l'homme, je pouvais caresser la liberté au bout de mes doigts meurtris. Désormais, j'attendais que nous passions dans une ville ou qu'ils s'arrêtent dans un endroit pour manger ou à un feu rouge. J'étais nerveux. J'avais peur. Mon état d'anxiété bombardait mon muscle anarchique, qui battait à une allure incroyable. Je pouvais sentir les palpitations à mes tempes. Les « vert-olive » parlaient de syndicat et de militarisation, de tout et de rien.

Enfin, nous sommes rentrés dans une grande ville. Je pris mon souffle, je respirais profondément. Je ne priais pas, car je ne crois pas à ce qui est intangible, mais je sentais une force psychologique, comme si j'étais capable de faire passer le feu au rouge. Il fallait y aller, et j'y suis allé. J'introduisis d'abord les jambes jusqu'à la ceinture, puis je levais les bras et me fis descendre d'une façon incroyable ; je sortis du fourgon. Etonné par l'envergure de ses roues, je me dressais et pus voir que l'escorte, une patrouille et deux « picolos », ne s'aperçurent pas de ma manœuvre. Je traversais la rue sans courir et sans que ma peur fut trop visible et, au carrefour, je courus de toutes mes forces, je courus au large sans rencontrer aucun obstacle. Mais quelque chose m'échappait : pourquoi passais-je à travers les édifices ? Pourquoi passais-je à travers les voitures ? Par quelle magie ? Soudain je m'évanouis et j'eu la sensation de tomber dans les égouts.

Je ne sais pas combien de temps je restais là, au milieu des détritus, des pestilences et des rats. En revenant à moi, je me sentis observé et, effectivement, un nombre indéterminé de rats me regardaient, et ils paraissaient échanger leur opinion sur moi car ils poussaient de petits cris incompréhensibles. Leur attitude n'était pas agressive, et bien que j'ai toujours eu une phobie sans limite pour ce genre d'animaux, je ne ressentais rien à ce moment. Leurs mouvements de moustache m'inspiraient une confiance terrible. Je restais calme puis pensais : « le rat est aussi un animal parqué, le rat est comme moi ». Je décidais de me solidariser avec eux. Dans la zoologie sociale, eux aussi sont persécutés, nous avons un lien secret, nous sommes de la race de ceux qui fuient, du groupe de ceux qui ne doivent pas vivre. Je voulais, je désirais utiliser un langage qui m'aurais permis de communiquer avec eux, mais je me sentis ridicule dans l'intention que j'avais d'imiter leurs petits cris pointus, et j'étais persuadé qu'ils n'y comprendraient rien. Je cherchais simplement à leur dire tout ce que nous avions en commun.

Quelle ne fut pas ma surprise quand, tous regroupés, ils prirent une même direction dans ce cloaque, comme pour m'inviter à les suivre, ce que je fis. C'était un labyrinthe dont la décoration marquait la marginalité la plus extrême, celle que des groupes écologistes ne prennent pas la peine de visiter (je pensais à la SPA : dans leurs discours, ils prétendent que tout animal doit vivre dignement ; la vérité est très différente, s'ils ne se soucient pas du fait que leurs semblables soient torturés, quel genre de sensibilité peuvent-ils éprouver pour les pauvres petits animaux ?). Nous débouchâmes dans une galerie qui, soudain, s'illumina. L'éclat de la lumière m'obligeait à fermer les yeux mais je les rouvris aussitôt. Et là m'apparut l'image de Miguel Hernandez ! Oui, c'était lui, déguenillé, malodorant, mais avec la même richesse d'esprit dont il témoigna toujours quand il donnait son avis. Je lui parlai de notre similitude avec les rats, et il ajouta que nous aussi, dans les prisons, avions été des cobayes, et qu'après sa mort, les rats lui avaient démontré leur supériorité sur l'homme en honnêteté, en loyauté, en égalité et en fidélité...

Je sursautai et remarquai une rude poussée, un coup et ensuite une voix dure et autoritaire me dit : « *Réveille-toi, Avila, nous sommes à Lugo, nous sommes arrivés. Et sache que nous ne sommes pas des rats ! Nous t'avons entendu et nous ferons un rapport concernant tes insultes, en avant !* ». C'est ainsi que cette histoire s'achève quand j'ai émergé de ce rêve.

Francisco Javier Avila Navas, prison de Badajoz

Traduit de l'espagnol. Extrait de la brochure « Fug@ de la sociedad carcel, Solidaridad con las luchas do los presos », novembre 2000, pp 16-17. A commander à : ComunicAccion Directa - Apdo. 156072 - 28080 Madrid - Espagne.

Chronologie récente

Mobilisations et actions dans les prisons

14 jan. 2000 : Luis Miguel Mingorance, David Moyano Cazorla et Daniel Ramirez Cordoba se déclarent en grève de promenade à Huelva.

15 jan. : à la suite de la répression de la direction de la prison de Huelva, les compagnons se déclarent en grève de la faim.

11 fév. : début d'une grève de la faim illimitée à Teixero.

21 fév. : Grève de la faim de trois compagnons à Jaen II ; deux l'ont poursuivie pendant 40 jours.

16 mars : début d'un jeûne de quatre jours, coordonné dans 20 prisons.

4 avril : deux prisonniers s'évadent de la prison d'El Acebuche, Alméria (Andalousie).

15 mai : début d'une grève de promenade illimitée à Villanubla, pour les 10 points de revendication collective et en solidarité avec le groupe anarchiste qui a envoyé un colis piégé à Zuloaga.

20-25 mai : grève de la faim à Soto del real (Madrid) de cinq compagnons contre la répression qu'ils continuent de subir (provocations, coups, interception du courrier,...).

juin : sept prisonniers entament une grève de promenade à Teixero (La Corogne, Galice) en riposte à leur situation, et reprennent les revendications collectives.

18 juin : quatre prisonniers entament une grève de la faim parce que leur situation ne s'est pas améliorée.

30 juin : grève de la faim spontanée dans le module 4 du second degré à la Moraleja (Palence) en riposte à un maton. En représeailles, deux prisonniers sont mis en isolement, un autre transféré et les autres sanctionnés.

1-7 juillet : grève de promenade coordonnée dans plusieurs prisons. Les 8 et 9, jeûne coordonné.

5-6 août : jeûne collectif dans plusieurs prisons.

17 août : trois prisonniers détruisent leurs cellules à Soto del Real pour mettre fin aux abus des matons et revendiquer les trois points collectifs. Ce soir-là, Sergio S.E. est sévèrement tabassé par quinze matons.

1-2 sept. : jeûne collectif dans plusieurs prisons.

9 sept. : Laudelino Iglesias (détenu depuis 20 ans) entame une grève de la faim illimitée pour réclamer sa mise en liberté immédiate et celle de Francisco Brotons (détenu depuis 23 ans), tous deux ayant terminés leur peine.

24 sept. : A Duenas (Palence), en riposte au passage à tabac de Laudelino survenu les jours précédents, les prisonniers en isolement détruisent leurs cellules et se déclarent en grève de la faim pour qu'il soit ramené au module.

6-7 oct. : jeûnes collectifs dans plusieurs prisons.

1 déc. : grève de la faim illimitée dans plusieurs prisons sur les trois points de revendication.

Répression (janv.-sept. 2000)

janv. : Ramon San Antonio Meda est torturé à Jaen II

4 mars : Alberto Gil Fernandez est torturé à Teixero (Galice). José Romera Chulia est assassiné par pendaison à Picassent.

8 mars : Claudio C.O. est tabassé à Soto del Real.

10 mars : Mohamed Rami est torturé à Valdemoro.

18 avril : Daniel Ramirez Cordoba est torturé à Villanubla (Vallaloid).

24 avril : un prisonnier se pend à Grenade (Andalousie).

29 avril : José M.S. est tabassé après s'être volontairement blessé par coupure afin de recevoir la visite médicale qu'on lui refusait.

12 mai : Pedro Carlos Rama Martinez est torturé à Soto del Real.

5 juin : Mohamed Abdelkader est tabassé et menotté au lit durant 24h à la Moraleja, Duenas.

9 juin : José Manuel L.F. est tabassé et menotté au lit pendant 24h pour avoir demandé la venue d'un médecin à la Moraleja.

12 juin : Laudelino L.M. est enfermé en isolement en représailles au lancement d'une procédure légale concernant le passage à tabac de José Manuel.

13 juin : un prisonnier est violemment tabassé à Daroca.

27 juin : Enrique J. est tabassé et menotté au lit 24h, à Duenas. Dans la même prison, Laudelino I. et Daniel R. sont privés de promenade pour avoir dessinés sur le mur de la petite cour trois porcs (un capitaliste, un religieux, un militaire).

1-2 juillet : Antonio Porto Martin est torturé sans sa cellule à Picassent et on lui retire ses médicaments anti-viraux ; après quoi, il tente de se suicider. L'information nous parvient qu'un compagnon (dont on sait seulement qu'il s'appelle Paco) est assassiné des mains des matons. La version officielle est «overdose».

22 juillet : un prisonnier de la prison d'Aranjuez est retrouvé pendu.

2 août : un prisonnier en transit vers Teixero est torturé.

24 sept. : Laudelino Iglesias est tabassé et menotté 19h au lit, au cours de sa grève de la faim à Duenas.

[Outre les morts et tortures dans cette chronologie, la répression a pris la forme de transferts, de dispersion, de refus de courriers, retrait des médicaments et de provocations quotidiennes sans fin de la part des matons].

Ils croient, mon amie,
qu'ils peuvent réduire au silence les voix
toutes les voix,
de tant de disparus,
ils croient que leurs tortures,
leurs lois, leurs injustices,
peuvent nous faire trembler
et bâillonner nos cœurs
qui débordent de Liberté.

Tandis que toi, tu es là,
avec tant d'autres,
ils ne pourront jamais nous faire taire,
ils défendent ce qu'ils ont
et pensent ce qui les arrange
et nous, nous sommes la bannière
et le vent de Liberté.

Malgré mes chaînes,
mes nuits dans la solitude,
mes amis « assassinés »
pour s'être rebellés et avoir lutté,
malgré qu'il coûte tant à mon visage
aujourd'hui d'esquisser un sourire,
jamais, jamais, ils ne vaincront
ma souffrance, ma vie,
ma lutte, ma dignité,
la mémoire de tant d'autres,
qui dans mon cœur sont toujours vivants ;
ils sont comme des balles qui rappellent
ce qu'est la vie sans la lutte.
Je vins dans ce monde pour vivre
pour rêver, pour croire en mes amis
pour vivre sans respecter
ni les lois, ni les commandements.
Je n'ai qu'une vérité :
l'égalité du pain pour tous,
l'amour, la liberté.

Poursuivons ensemble, amie,
dans notre tranchée utopique,
arrimés à la bannière
qui un jour triomphera,
ma main est prête
à empoigner
ce qui enfin nous rendra libres.

Tant d'hommes et de femmes,
tant de gens anonymes
ont quitté la vie dans cette quête.

Pauvres diables ignorants !
Dépourvus de toute vérité
ils croient pouvoir te faire taire, toi,
ou enchaîner mes mains,
dans leurs enfers grillagés.
Trois fois déjà
je me suis échappé
de leurs trous, de leurs filets
et je le referais
parce qu'ils ne peuvent pas en finir avec nous,
amie, ils ne le pourront jamais.

Parce que le soleil éclaire
comme les vagues de la mer
notre plage, notre destin, notre triomphe à la fin,
notre univers même, sera cerné
par cette unique vérité
pour laquelle tous tous deux nous naquîmes,
l'amour de la Liberté.

Que les bourreaux attendent !
la corde est prête,
un jour mes armes effaceront
les sourires de leurs faces.

Et je te laisse, mon amie,
depuis cette triste pièce
où, bien que je sois sous les verrous,
je peux encore voir le ciel,
et cette étoile passagère
qui est depuis longtemps
mon éternelle compagne.

Roberto B. Catrino Lopez

Traduit de l'espagnol. Extrait du bulletin de l'AAPPEL (Assemblée de soutien aux prisonniers en lutte), septembre-octobre 2000, p28. AAPPEL - Blasco de Garai 2 - 08004 Barcelone - Espagne

AUSTRALIE

L'ABSURDITÉ DES FRONTIÈRES (émeute en centre de rétention)

Les changements dans les méthodes d'exploitation ont forcé un nombre croissant de personnes, en particulier des pays les plus pauvres, à prendre le chemin de l'émigration. Malgré leur utilité pour le capital comme source de travail à bas prix, le nombre de ces réfugiés est devenu si important qu'il pose un problème de contrôle considérable pour les Etats des pays où ils pénètrent. Dans une volonté pour préserver un niveau de contrôle élevé sur cette masse de gens, les différents Etats ont créé des réseaux de centres de détention, soit des prisons pour les étrangers sans papiers dont le seul crime est de chercher refuge à cause de la misère et parfois d'une répression politique, sans avoir les papiers adéquats. Même si ces centres étaient bâtis pour le confort des détenus, en prenant en compte leurs besoins affectifs et intellectuels aussi bien que ceux qui sont basiquement physiques, ils continueraient néanmoins de s'emparer de la vie des individus enfermés dans ces camps, plaçant leur destin entre les mains de bureaucrates dont les priorités sont le maintien du pouvoir, du profit et du contrôle social. Mais, pour des raisons évidentes, ces centres ne sont pas bâtis pour le confort des détenus. Ce sont des prisons avec toutes les horreurs que cela implique. Il n'y a donc pas de surprise lorsqu'elles sont l'objet de révoltes, soit la réponse logique de ceux dont la dignité a été écrasée au-delà de ce qui est possible d'endurer, ceux que l'Etat, dans son besoin de contrôler chaque lien, a poussé au point de rupture.

L'Australie est la destination de nombreux réfugiés d'Asie et d'Afrique de l'Est. Ils arrivent sur les rivages australiens puis sont internés dans ces prisons sans motif précis. En juin, 700 détenus de trois centres de détention — à Woomera, Port Hedland et Curtin — se sont échappés puis se sont rendus dans les centres ville pour y protester contre leur condition. Plus récemment, au début du week-end du 25 août et jusqu'au 28, plusieurs actions ont eu lieu contre ces centres en Australie.

Les protestations contre le centre de Woomera ont commencé le 25 août avec des slogans et quelques dégâts contre le centre. Le 26, il y a eu plusieurs manifestations devant différents centres et une à Sydney en solidarité avec celles-ci. A Marbinong, 200 anarchistes, socialistes [traduire dans le contexte par communistes ou trotskistes] et d'autres soutiens ont rencontré des immigrés qui n'étaient plus en camp, pour protester avec eux devant le centre. Des dispositions avaient été prises pour envoyer des messages aux personnes du camp au-delà des barbelés, à l'aide de ballons. Pendant que la foule parvenait aux clôtures avec ces messages, d'autres commencèrent à secouer ces dernières. Une longue rangée de policiers a ordonné aux gens de s'en éloigner. En réponse, les manifestants les ont secouées bien plus fort et sont presque parvenus à les renverser. Des flics à cheval sont alors arrivés pour les protéger. Les gens ont commencé à chanter des slogans tels que « *plus jamais de cages* », mais l'important n'était pas tant le choix des mots que le bruit qu'ils faisaient, empêchant les flics de coordonner leurs manœuvres.

Dans le sillage des manifestations de sympathie à Marbinong et à Sydney, le 27, les protestations à Woomera sont tellement montées en puissance que certains détenus ont tenté de démanteler le centre de détention. Ils ont jeté des pierres sur le personnel la nuit du vendredi. Les forces de répression ont répandu du gaz lacrymogène dans l'espoir de réprimer l'insurrection. Les émeutiers, en fait, ont mis le feu aux bâtiments destinés à la détente, au réfectoire, à l'école et aux équipements de nettoyage. Un bâtiment administratif fut aussi attaqué avec des pierres. Les forces de l'ordre ont utilisé des canons à eau contre les détenus émeutiers et tenté de construire une seconde clôture pour les retenir dans le camps. Malgré cela, les émeutiers ont détruit celle-ci aussi rapidement qu'elle fut posée. Le 28 août, ils utilisaient les piquets de construction comme des lances contre les matons tout en essayant de s'échapper à travers les trous dans la clôture.

Les centres de détention — la réponse « rationnelle » de l'Etat au problème du contrôle des populations — sont une preuve supplémentaire de l'absurdité des frontières et des Etats qui les inventent. Mais les mêmes faits qui poussent les réfugiés à prendre la route de l'émigration poussent un nombre croissant de personnes partout dans le monde à l'exil, au nomadisme, au manque d'endroit où se poser. Ainsi, nous tous, qui sommes parmi les exclus de cette société, nous nous trouvons dans une précarité qui fait de nous des réfugiés potentiels. Notre lutte contre cette situation doit échapper à la logique du capital et de l'Etat. Cela implique que cette lutte ne soit pas seulement une lutte de survie, mais une lutte pour l'entièreté de la vie même. Le capital nous impose une égalité de condition par l'appauvrissement et la précarité. Il est nécessaire de rejeter cette égalité faussement mathématique qui nous transforme en numéros. Il y a de la beauté dans la différence, et les frontières — comme toutes les institutions de contrôle tentent de supprimer l'expérience de ces différences afin de créer cette fausse unité basée sur des identités imposées.

Ce n'est que là où les différences peuvent se mélanger entre elles librement que ce qui est unique et véritablement individuel en elles devient apparent, ce qui constitue en fait la vraie richesse humaine et se trouve au-delà de toutes les considérations économiques. C'est cette belle idée qui peut permettre à notre lutte de renverser toute clôture, prison, frontière et Etat ainsi que la totalité de l'ordre social, du capital et du pouvoir ; nous donner aussi la férocité pour continuer à s'opposer.

Traduit de l'anglais par C.C.
de *Willful Disobedience*, vol. 2, n°5, oct/nov 2000
(Venomous Butterfly Publications
41 Sutter St., PMB 1661
San Francisco CA 94104)

14 OCTOBRE 2000 : MARCHE MONDIALE DES FEMMES, ON NOUS FAIT MARCHER !

Le texte ci-dessous, signé par des libertaires, a été collé le long du parcours lors du passage de la marche mondiale des femmes le 14 octobre à Montréal. Détail piquant, cette marche regroupait autant des militantes "anarcha-feministes" ayant donné leur "appui critique" que des pro-vie. On remarquera également que les organisatrices et leur service d'ordre ont, dans une démarche "musclée", empêché la diffusion de toute opinion (tracts, publications, etc.) qui n'émanait pas de l'état-major. De nombreux graffitis ont cependant été peints à cette occasion, ce qui, pour les médias, est venu entacher un événement qu'ils ont, par ailleurs, qualifié de franc succès...

L'époque est à la marche citoyenne et à la démarche responsable, toutes les justes causes y trouvent leurs comptes et semblent prises en compte par les responsables de ce monde. De la mondialisation à la pauvreté en passant par le revenu citoyen et l'élimination de la dette, nous assistons à une offensive tout azimut d'organismes et de personnalités appelant à une mobilisation générale pour humaniser le capitalisme et démocratiser la démocratie. Mais il y a longtemps que le capital domine tous les aspects de nos vies en plus d'exploiter toutes les parcelles de notre temps.

SOUS LE CAPITALISME : LES FEMMES, LES HOMMES, DES MARCHANDISES !

Il n'y a rien à espérer de quelques reformes que ce soit, encore moins lorsqu'elles sont portées par des idéologies parcellaires qui catégorisent et quantifient la misère humaine. Féminisme, écologie, antifascisme, pacifisme, anti-mondialisation, etc., la liste est longue de toutes les variantes réformistes qui ne proposent qu'un aménagement du capitalisme.

NOUS, ON MARCHE PAS...!

Ces vaillantes infirmières de la cause sociale, nos vieilles M-L devenues des interlocutrices valables, veulent garder le patient en vie coûte que coûte mais elles ne pourront faire écran bien longtemps. Car si ces marches citoyennes rassemblent un nombre grandissant de personnes aujourd'hui, c'est qu'elles participent de l'effort de sauvetage de cette société qui se lézarde de partout. Le capitalisme est malade, qu'il crève ! Il faut dépasser les séparations que cette société et sa fausse opposition démocrate mettent de l'avant. Dans cette lutte de classes toujours actuelle, il n'y a pas d'aménagement possible. Seule une révolution sociale mondiale peut mettre fin à la misère généralisée.

CONTRE LE CAPITALISME : DES FEMMES, DES HOMMES, DES PROLETAIRES !

Des Libertaires

Liberté pour Free et Critter !

Le 23 juin, la police a décidé d'arrêter les deux anarchistes Jeffrey "Free" Luers et Craig "Critter" Marshall après avoir fabriqué un gros dossier judiciaire contre eux. Trois jours plus tard, à 1h30 du matin, il sont interceptés en voiture soi-disant pour un contrôle de routine et incarcérés à la prison de Lane County. Le lendemain, les flics ont déclaré à la presse que Free et Critter était soupçonnés d'avoir incendié un commerce de vente de voiture et qu'ils avaient été arrêtés au moment des faits après avoir été suivis. Ils clament leur innocence depuis. Le mouvement anarchiste particulièrement présent à Eugene est trop dérangeant et est entré dans le collimateur du FBI. On fait des montages pour intimider le reste du mouvement, toutes les méthodes sont bonnes.

Le procès s'est ouvert le 8 novembre, jour où le jury a été sélectionné. Free et Critter ont plaidé "non-coupable" pour les 10 accusations (celles-ci consistent en 5 accusations pour des crimes de catégorie A pour incendie et infraction, 2 de catégorie B pour tentative d'incendie et 5 de catégorie C pour confection, possession de matériel explosif et dégât matériel contre un véhicule) qui se rapportent à l'incendie le 16 juin de la Joe Romania Car Dealership (négociant d'automobile) et à la tentative d'incendie contre les locaux de la Tyree Oil Company à Eugene le 27 mai.

Après la sélection du jury qui pris beaucoup de temps, le procès se trouve pour l'instant bloqué : le 20 novembre, Ken Morrow, l'avocat de Free, est décédé d'une crise cardiaque. La situation est assez confuse pour la poursuite de la défense de Free et le déroulement du procès s'en est retrouvé profondément modifié.

Pour résumer les événements jusqu'à aujourd'hui : les avocats de la défense ont tenté de rendre inutilisables les preuves résultant de la perquisition d'un entrepôt et de la fouille de la voiture de Critter et Free au moment de leur arrestation (la possession d'un simple briquet ou d'un baril peut constituer une sérieuse preuve), mais le juge a refusé de prendre en compte cette requête. Le mandat de perquisition n'était pourtant vraisemblablement pas valide et une partie du matériel saisi ne figure pas sur le compte rendu de l'opération.

Il a fallu plus de 2 jours pour sélectionner le jury. Pour plonger le tribunal dans une ambiance de procès contre de dangereux assassins, une membre du jury a abandonné son rôle théâtral en expliquant qu'elle se sentait intimidée par les accusés et qu'elle craignait qu'ils aient pu voir son adresse. Les témoins déjà entendu sont le manager de Tyree Oil, un flic d'Eugene spécialisé dans les explosifs, un autre policier et une détective. Le jeu de l'accusation consiste à effrayer le jury par des histoires de bombes de façon à ce que celui-ci se contente de preuves trompeuses et non-vérifiées. La défense a bien mis en évidence le manque de liens entre les faits avancés par l'accusation.

Suite à la mort de Morrow, un "arrangement" a été proposé à Free et Critter : 156 mois de prison + des années de liberté surveillée pour Free si celui-ci plaide coupable pour "incendie" et "conspiration visant à incendier". Il a refusé. Critter a décidé d'accepter le deal, il n'admet pas de devoir se déclarer coupable mais est conscient qu'il peut être condamné sur la base des plaidoiries de l'accusation. Il a été condamné le mercredi 22 novembre à 66 mois de prison + 3 ans de liberté surveillée pour "conspiration dans le but de commettre un incendie", plus 6 mois de prison + 2 ans de liberté surveillée pour "possession de matériel explosif".

Free avait suite à la mort de son avocat 10 jours pour trouver une nouvelle date de procès, jusque auquel il restera en préventive. Le comité de soutien encourage à leur écrire et récolte de l'argent pour les frais de justice. Vous pouvez les contacter à : Free and Critter Legal Defense Fund, PO Box 11922, Eugene OR 97440, USA.

Extrait de BULLETIN ABC-Dijon #22 Décembre 2000. On peut aussi avoir des infos par un site anar d'Oregon : http//:fruitiondesign.com/eae/

UN TRAIN GRATUIT POUR BELLEVILLE...

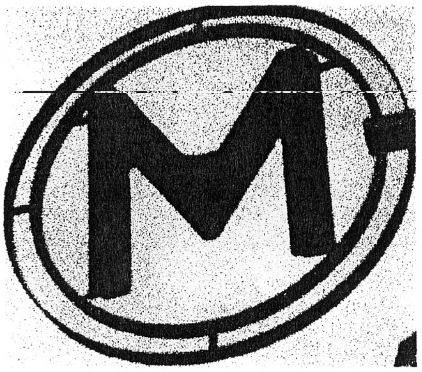
EMBROUILLE

Jeudi 7 Décembre, peu après minuit, station Colonel Fabien. Jeak prend le métro pour rentrer chez lui. Mais pas de chance, il tombe sur cinq contrôleurs : trois hommes et deux femmes. Pas n'importe quels contrôleurs : des CSA, une nouvelle brigade créée pour un traitement un peu plus « sportif » des fraudeurs. Jeak encaisse l'amende puis reprend son trajet. Alors qu'il attend le métro , il aperçoit sur le quai d'en face les « CSA » qui viennent de lui infliger une amende. Le ton monte. Les CSA s'énervent et décident de revenir le chercher : Jeak prend peur et cherche à s'enfuir : les CSA le rattrapent et se jettent sur lui avec brutalité : ils le plaquent sur le mur puis le tirent pour l'enmener dans un endroit inconnu. Mais Jeak, paniqué, se débat. Au même moment, le métro vient d'arriver. Les passagers assistent à la scène, assez violente : les CSA font à Jeak une clef de bras et, évidemment, il crie. Parmi les passagers, Seb, décide d'intervenir... Les CSA le plaquent immédiatement au sol. Ils l'y maintiennent pendant cinq minutes, en lui donnant de temps en temps quelques coups de pieds. Puis, la police arrive et prend le relais pour l'enmener en garde à vue. Pendant ce temps là, Jeak a eu le droit au même traitement et il est lui aussi placé en garde à vue. Ils ne ne seront tous les deux libérés qu'à 17H30.

Résultat : quelques blessures : 3 jours d'ITT (Incapacité Totale de Travail) pour Jeak, 1 jour pour Seb. Mais une des CSA, Nadège Ratton, a réussi à obtenir une ITT pour s'être cassée un ongle. Elle porte plainte contre Seb pour violences volontaires en l'accusant de lui avoir donné plusieurs coups de poing, ce qui est totalement faux. Un autre CSA, Jean-Christophe Choquet, a porté plainte contre Jeak pour outrages et rébellions. Dans les deux cas, la RATP a elle aussi porté plainte.

LUTTE DE CLASSE EN SOUS-SOL

En l'espace de quelques années, la RATP a réussi à organiser une véritable reconquête du territoire. Il y a dix ans, les contrôleurs n'existaient pas dans le métro. Un tiers des usagers ne payaient pas. Tout juste pouvait-on rencontrer un petit groupe de deux ou trois contrôleurs dans le RER. Aujourd'hui, c'est un tout autre décor : des bandes de dix à vingt contrôleurs dressent de véritables barrages dans les virages des couloirs, des agents en civil interpellent ceux qui rebroussent chemin. En cas de résistance, plusieurs types de



brigades sont là pour s'occuper de vous : les CSA donnent les coups de poing, les GPSR interviennent à coups de matraques et de gaz lacrymogènes. A cela s'ajoute le plan Vigipirate : multiplication de la présence policière et apparition d'une présence militaire. Au total, c'est un univers de plus en plus totalitaire qui s'est dessiné progressivement : prendre le métro sans payer relève aujourd'hui du parcours du combattant.

Peu de gens savent que pour la RATP le coût financier du contrôle des titres de transport est supérieur aux recettes engrangées par la vente de ces titres de transport. En somme, le paradoxe est que si les transports en commun étaient gratuits, ils coûteraient moins chers à la RATP ! Ce paradoxe est dû au statut de la RATP : un établissement public subventionné par l'Etat et les collectivités territoriales. Pour que la RATP devienne rentable et privatisable (ce qui est le but, à terme, des autorités) , il n'y a donc qu'une solution : augmenter les tarifs, ce qui oblige à augmenter le contrôle et par conséquence les coûts, qui se répercutent à leur tour sur les tarifs dans une course infernale au flicage et à la marchandisation. Cette logique, chacun peut la constater dans tous les secteurs de l'économie. En particulier dans les transports, il est plus que temps de l'enrayer car plus elle s'étend et plus il est difficile de s'y attaquer.

La lutte pour la gratuité des transports revêt un caractère particulier car elle rejoint celle pour la liberté de circulation. Cet aspect est particulièrement vrai quand on sait qu'à Paris, une grande partie des sans-papiers sont arrêtés dans le métro, avec la complicité des contrôleurs de la RATP. Plutôt que des grandes actions médiatiques pour des trains gratuits comme on a pu voir ces derniers temps, la lutte pour la gratuité des transports serait certainement plus efficace si elle s'orientait vers des actions au niveau local, plus proche du quotidien. A nous de reprendre l'offensive !

POUR LA GRATUITE DES TRANSPORTS ET LA LIBERTE DE CIRCULATION
CONTRE LE FLICAGE DE LA RATP

MANIFESTEZ VOTRE SOLIDARITE
MARDI 23 JANVIER A 9H00
JEAK ET SEB PASSENT EN PROCES DEVANT LA 30E CHAMBRE
PALAIS DE JUSTICE DE PARIS (METRO CITE)

Sortir de sa misère...
c'est d'abord s'attaquer à ceux qui la gèrent

Dans cette société, celui qui ne travaille pas (que ce soit un choix ou non) doit comprendre qu'il n'est rien, et que même la possibilité de s'occuper de sa misère matérielle et morale lui est retirée.

Pour que le système fonctionne, c'est à dire pour que la minorité d'ordures qui en profite continue à s'engraisser en exploitant tranquillement, il faut bien que les exploités n'aient ni le désir ni le temps de se révolter. Il faut bien que chacune de leurs journées soit encadrée, contrôlée, qu'ils reçoivent leur lot quotidien d'humiliations, de tracasseries et d'insultes, afin que le soir ils se sentent suffisamment minables et impuissants pour ne pas penser un seul instant à se venger et à sortir du cauchemar dans lequel les capitalistes nous plongent en permanence.

Le salariat permet à nos dirigeants d'amener à bon compte la majorité de ceux qui y sont astreints à cet état de désespoir passif. Pour les autres — ceux qui n'ont pas de patrons qui leur crachent à la figure toute la semaine — l'Etat et sa cohorte de valets font un excellent substitut.

Ainsi, si tu ne vas pas te faire humilier au boulot, on viendra chez toi te faire comprendre que tu n'es pour eux qu'une larve tout juste bonne à fermer sa gueule, à obéir et à mendier. Quand ce n'est pas l'assistante sociale de la CAF qui vient te réveiller, histoire de vérifier que tu ne te sois pas payé une Ferrari avec ton RMI, c'est un enfoiré d'huissier qui vient t'annoncer qu'une table et un frigo, plus la montre de ton grand-père, c'est encore trop de luxe. Après ce genre de réveil, il faudra affronter la mesquinerie et le sadisme de mille autres collaborateurs du pouvoir : du regard glacé du contrôleur au mépris des travailleurs sociaux, du paternalisme de l'Armée du Salut à ~~la gifle du vigile du supermarché~~.

Jusqu'à quand ?

Car au fond, leur machine de soumission et de mort ne paraît invincible que tant qu'on a rien fait contre elle. Mais si on commence à s'attaquer même à ses rouages les plus infimes, on se rend compte que toutes ces petites pièces prises séparément sont vulnérables, que le grand monstre intouchable est en réalité fait de mille petites bêtes (fonctions, structures, bâtiments) à notre portée !

L'huissier qui t'as pris tes meubles peut se retrouver bien seul dans son cabinet avec ses piles de dossiers... un vigile un peu trop zélé n'est rien si tu décides d'aller chercher de quoi manger avec une dizaine de potes ! Bref, il suffit de réfléchir un peu, de s'organiser collectivement, de prendre quelques précautions, afin d'agir efficacement pour faire payer ceux qui nous pourrissent la vie ou leur arracher quelques richesses qu'ils nous ont volées.

Bien sûr, le système économique et social ne va pas changer du jour au lendemain parce que toi et quelques autres êtes passés à l'offensive. C'est en liant nos forces et nos luttes que nous nous donnerons les moyens de vaincre ce système dans sa globalité.

Qu'avons-nous de mieux à faire que détruire ce monde de merde et prendre notre revanche ?

Si ne plus courber la tête n'est qu'un petit geste, c'est le premier à faire pour cesser de ramper et se réapproprier un peu de sa vie...

CONTRE LES BOURGEOIS QUI S'ENGRAISSENT SUR NOS CÔTES...
CONTRE LEURS VALETS QUI NOUS EMMERDENT CHAQUE JOUR...
ACTION DIRECTE ET COLLECTIVE

Ce texte a été distribué sous forme de tract dans le nord-est parisien courant 1999

CETTE SEMAINE
BP 275 - 54005 Nancy cedex
e-mail : borbala@free.fr
Abo. : 80 f / an (100 f hors de France)
envoi de numéro sur demande

Arme à feu dans la maison

Il n'y a que des femmes dans la maison

Trois enfants, deux femmes, un homme

Le propriétaire de cette maison appelle la police

Ici on obtient de l'argent

Chien méchant

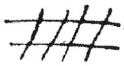
Menace de prison

On peut intimider les gens

Logement d'un policier

On peut utiliser la violence

On peut dormir ici


Attention danger

Propriétaire brutal

Ici le vol vaut le coup

Passer son chemin, il n'y a rien à faire ici

Des cloches peuvent sonner l'alarme

Possibilité d'incruste

Dessins tracés sur les maisons entre 1750 et 1850 par les bandes de brigands et de filous en Allemagne. Extrait de « *Die deutschen Raüberbandung* », Nebel Verlag, Erlangen, 1991, pp. 1035-37.

Louis Scutenaire (1905-1987)

Extraits de *Mes Inscriptions* (1943-1944), Allia, 1982, 276 p. — *Mes Inscriptions* (1945-1963), Allia, 1984, 298 p. — *Louis Scutenaire* par Raoul Vaneigem, Seghers, 1991, 186 p.

J'écris pour des raisons qui poussent les autres à dévaliser un bureau de poste, abattre le gendarme ou son maître, détruire un ordre social. Parce que me gêne quelque chose : un dégoût ou un désir.

C'est étonnant combien les honnêtes gens ont une connaissance parfaite de la saloperie.

Faire le moins possible mes sales métiers d'homme.

L'avenir n'existe qu'au présent.

Il y a des gens dont je pense tant de mal qu'il est inutile que j'en dise.

Chaque fois qu'il y a un type qui meurt, ce n'est jamais le même.

N'oublions pas que nos maîtres ont des âmes d'esclave.

Ce sont des hommes publics : ils sont sortis de l'ombre pour entrer dans la boue.

L'homme a passé du règne de l'absurde au règne de l'absurdité.

Je n'ai pas d'autre but que la libération totale de tout ce qui vit. Et rien n'est qui ne vit pas.

La vie sera bonne quand le travail sera pour tout le monde un luxe.

Vous dormez pour un patron.

Crier « Vive la vie ! » c'est, enchaîné dans une maison qui brûle, crier « Vive la crème glacée ! ». Crie tout de même : on ne sait jamais ce qui peut arriver.

Il est malaisé de rester fidèle à des amis qui ne demeurent pas fidèles à eux-mêmes.

Le jugement implique aussi la condamnation du juge.

Quand j'étais tout jeune, les accidents de travail étaient si fréquents dans mon pays que les gens, au passage d'un mort suivi du train de ses funérailles, ne demandaient pas : « Qui est-ce ? » mais, avec leur noire ironie : « Quel trou ? » ce qui voulait dire : « Dans quelle carrière a-t-il été tué ? »
Comme si toutes ces morts n'eussent point suffi, aux grèves les gendarmes venaient tirer sur les ouvriers. Je me souviens d'une manifestation que j'avais suivie sur les épaules de Mémé Diablot. Les gendarmes tirèrent et, nous jetant sur le sol, nous avançâmes à plat ventre pendant bien trois cents mètres. A côté de moi, un grand type en velours à côtes, Victor Pintat, hurlait dans son enthousiasme émeutier et dansait en rampant.

J'admets tout hors ce qui tend à me tenir dans une condition servile.

Qui fit rager ses voisins enchanta leurs enfants.

Il est regrettable pour l'éducation de la jeunesse que les souvenirs sur la guerre soient toujours écrits par des gens que la guerre n'a pas tués.

Les chefs sont des salauds puissants ; les sujets, des salauds en puissance.

Prolétaires de tous les pays, je n'ai pas de conseil à vous donner.

Gendarme en colère pue plus encore que d'ordinaire.

Donnez votre surplus au pauvre pour que le riche puisse le lui prendre et guérissez les lépreux pour qu'ils retournent à l'usine.

Amoureux du facile, je préfère les sensibles — qui ont des lumières au bout des doigts — aux penseurs — qui ont une lampe dans la tête — parce que la clarté perce mal les os du crâne.

Louis : Neuf fois sur dix j'ai raison.
Lorrie : Le malheur est qu'il y a souvent des dix.

La plus ancienne profession du monde est hélas celle de prêtre.

Il ne faut pas désirer les biens du riche, il faut l'en dégoûter.

J'ai trop d'ambition pour en avoir.

Agrandir et améliorer les cages est le contraire de les abolir.

Se suicider ! Mais on passe la vie à le faire !

Un grand travailleur est un pauvre diable qui s'ennuie.

On obtient beaucoup plus d'un nanti en lui donnant des coups de poing qu'en lui tendant la paume.

L'existence des chrétiens prouve la non-existence de Dieu.

Le chômage est déplaisant parce qu'il n'est pas tout à fait généralisé.

Après avoir œuvré dans la nonchalance, je me suis converti dans l'oisiveté.

Il fut un temps où les esclaves ne pleuraient la mort de leur maître que par crainte d'un autre.

La seule épopée qui me touche est celle de la bande à Bonnot.

Equilibriste de génie sur flammes de chandelles.

Je hais le travail au point de ne pouvoir l'exiger d'autres.

Organiser une expédition pour explorer le banal.

Ne manquez pas de m'annoncer les décès, s'il y en a ; les nouvelles font toujours plaisir.

Je viens m'ennuyer avec vous pour dissiper mon ennui.

Tout est hypothèse. Même cette idée.

Chapardage et héritage sont les deux mamelles de la richesse.